

# ETUDE SUR LA DIASPORA BURKINABE

au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire,  
en Italie et en France



65  
ANS

Organisation internationale pour les migrations

L'OIM croit fermement que les migrations ordonnées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Les opinions et les analyses exprimées dans le présent ouvrage ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques officielles de l'Organisation internationale pour les migrations ou celles de ses Etats membres.

Editeur : Organisation internationale pour les migrations  
Ouaga 2000,  
Nouveau secteur 5, Zone A  
01 BP 6067 Ouagadougou  
Burkina Faso  
Tel. : +226 50 37 69 58  
Courrier électronique : [oiouagadougou@iom.int](mailto:oiouagadougou@iom.int)  
Site web : [www.iom.int](http://www.iom.int)

Couverture : Un monument situé à Ouagadougou. Son nom français est Bataille du rail mais en Moore (langue locale) signifie "vous ne serez jamais perdu ici".

Cette étude n'a pas été revue par les services d'édition de l'OIM.

© 2016 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

Tous droits réservés. Toute reproduction, même partielle de la présente publication est interdite sans autorisation écrite préalable de l'éditeur. Elle ne peut être, ni enregistrée dans un système d'archives, ni transmise par voie électronique ou mécanique, par xérographie, par bande magnétique ou autre.

# ETUDE SUR LA DIASPORA BURKINABE

au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire,  
en Italie et en France

*(Rapport final)*

Représentation au Burkina Faso  
Bureau de Ouagadougou



Organisation internationale pour les migrations



## Remerciements

La représentation de l'Organisation internationale pour les migrations du Burkina Faso exprime sa gratitude à tous ceux dont la contribution technique a permis la réalisation de cette étude.

Ses remerciements vont également à l'endroit des autorités burkinabè, au premier chef desquels le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur, des autorités diplomatiques et consulaires des pays visités (Côte d'Ivoire, Italie et France), leurs collaborateurs, leur personnel et toutes les altruistes volontés qui, durant les recherches de terrain, ont apporté un appui fort utile au consultant. Elle témoigne de sa gratitude à tous les responsables des associations de la diaspora burkinabè qui ont sacrifié de leur temps précieux pour partager les données sur leur cadre de vie, de travail et de solidarité, sans omettre les Chefs de Bureau de l'OIM des Pays respectifs et leurs collaborateurs, les autorités politiques et administratives, les services publics et privés attachés à la gestion des associations étrangères. La représentation de l'OIM au Burkina Faso tient à étendre ses vifs remerciements au Fonds de l'OIM pour le développement dont le financement et l'accompagnement technique n'ont été que d'une utilité salubre à la réalisation de la présente étude.

Enfin, en tant que première étude sur la diaspora burkinabè, le Bureau pays de l'OIM au Burkina Faso formule le vœu que cette analyse puisse faire à la fois l'objet d'une mise à jour, d'une extension à plusieurs autres pays et surtout que ces résultats alimentent des actions concrètes en faveur du développement du Burkina Faso et de sa diaspora.

Cette étude a été réalisée par le professeur Ram Christophe Sawadogo, Consultant.



# Table des matières

Liste des tableaux .....	vii
Listes des graphiques .....	ix
Liste des cartes .....	ix
Sigles et abréviations.....	x
Glossaire des concepts de base.....	xi
 1. Contexte, objectifs de l'étude et plan de l'ouvrage.....	 1
 2. Problématique : cadre théorique et revue de la littérature.....	 7
2.1. La problématique .....	9
2.2. Contribution de la littérature existante.....	10
 3. Méthodologie .....	 15
3.1. L'échantillon de terrain .....	17
3.2. Les techniques et les outils de collecte des données .....	21
3.3. L'organisation du travail de terrain et les insuffisances des cadres de référence .....	24
3.4. Le traitement des données .....	25
 4. Historique d'implantation de la diaspora et les associations de diaspora burkinabè dans les trois pays d'accueil de l'étude.....	 27
4.1. L'historique d'implantation de la diaspora burkinabè dans les trois pays d'accueil .....	29
4.2. Les compilations de statistiques et caractéristiques socioéconomiques de la diaspora burkinabè des trois pays d'accueil de l'étude.....	31
 5. La diaspora burkinabè dans les trois pays de l'étude : cadre organisationnel .....	 39
5.1. La création des associations : dates, envergure, dénomination, sens de l'organisation .....	41
5.2. Les raisons de création des associations, les objectifs et les domaines d'activités .....	44
5.3. Etat de reconnaissance et d'enregistrement des associations de la diaspora burkinabè, leurs zones d'implantation et leur envergure.....	47
5.4. Le croisement des associations entre les pays d'implantation et les objectifs.....	51
 6. Les associations de diaspora et leurs composantes internes.....	 53
6.1. Place du genre et de la jeunesse dans les associations de la diaspora burkinabè .....	55
6.2. Cas particuliers des élèves et des étudiants dans la situation de la diaspora burkinabè .....	58

7. Les associations de diaspora burkinabè et leurs différents niveaux de relations .....	63
7.1. Relations avec la représentation diplomatique et consulaire dans le pays d'accueil et appréciations des prestations de services.....	65
7.2. Relations avec les structures du pays d'origine, perception de son développement.....	67
7.3. Perceptions des rapports avec les structures des pays d'accueil.....	73
8. La diaspora burkinabè : expériences d'un co-développement de terrain.....	75
8.1. Les actions de solidarité et de soutien aux membres des associations.....	77
8.2. Les initiatives de développement simultanées pour les pays d'accueil et d'origine.....	79
8.3. La connaissance et les appréciations de mesures du pays d'accueil pour faciliter l'investissement au Burkina Faso .....	82
8.4. Les transferts monétaires .....	83
8.5. Les perspectives de réseaux pour renforcer la contribution au développement du Burkina Faso .....	84
9. Conclusions et recommandations : La diaspora burkinabè pour un co-développement durable et partagé .....	87
9.1. Préliminaires.....	89
9.2. Constatations et recommandations .....	89
9.3. Epilogue : Résultats de l'atelier de restitution des résultats de la présente étude.....	95
10. Références bibliographiques.....	97
11. Annexes .....	111
Annexe 1 : Historique de l'implantation des associations de Burkinabè en Côte d'Ivoire .....	113
Annexe 2 : Historique de l'implantation des Burkinabè en Italie .....	115
Annexe 3 : Historique de l'implantation des associations de Burkinabè en France .....	117
Annexe 4 : Motifs d'immigration des Burkinabè en Italie, sur la période du 31 décembre 2007 au 31 décembre 2013.....	120
Annexe 5 : Les transferts monétaires liés aux migrations.....	122



# Liste des tableaux

Tableau 1 :	Effectifs d'entretiens réalisés par pays et par types d'association de diaspora.....	22
Tableau 2 :	Etat des fiches spécifiques de renseignements sur la base de textes administratifs obtenus (statuts, règlement intérieur, procès-verbal d'assemblée constitutive, récépissé).....	23
Tableau 3 :	Flux d'immigrés burkinabè en Italie entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2013 .....	32
Tableau 4 :	Flux d'immigrés burkinabè en Italie en situation irrégulière, entre 2007 et 2013.....	32
Tableau 5 :	Flux d'entrée de Burkinabè en France, ayant bénéficié de la carte de séjour, entre 2009 et 2012 .....	33
Tableau 6 :	Admissions à la carte de séjour, en France, selon les catégories de candidats, de 2009 à 2011 .....	34
Tableau 7 :	Motifs d'admission de Burkinabè en France à travers les titres de séjour, entre 2009 et 2013.....	35
Tableau 8 :	Causes de départ et de retour des migrants burkinabè.....	36
Tableau 9 :	Etat du nombre d'associations de diaspora dans les trois pays extérieurs de l'étude .....	41
Tableau 10 :	Périodes de création des associations de la diaspora burkinabè .....	42
Tableau 11 :	Niveau d'envergure des associations de la diaspora burkinabè.....	43
Tableau 12 :	Principaux objectifs des associations de la diaspora burkinabè.....	45
Tableau 13 :	Domaines d'intervention des actions de la diaspora burkinabè .....	47
Tableau 14 :	Etat de reconnaissance des associations (possession et récépissé).....	48
Tableau 15 :	Etat d'enregistrement des associations de la diaspora burkinabè .....	49
Tableau 16 :	Répartition des associations selon le milieu d'implantation.....	50
Tableau 17 :	Les croisements entre les pays d'implantation des associations et leurs objectifs.....	51
Tableau 18 :	Les croisements entre les pays et les domaines d'intervention.....	52
Tableau 19 :	Place des femmes dans les associations de la diaspora burkinabè.....	55
Tableau 20 :	Place des jeunes dans les associations.....	57

---

Tableau 21 :	Valorisation du pays d'origine par les associations .....	60
Tableau 22 :	Contribution de la formation au développement du Burkina Faso .....	61
Tableau 23 :	Relations avec la représentation diplomatique dans le pays d'accueil .....	66
Tableau 24 :	Appréciation, par la diaspora, des prestations de services des ambassades et des consulats dans les trois pays de l'étude.....	66
Tableau 25 :	Relations des associations de la diaspora burkinabè avec les structures administratives et associatives .....	68
Tableau 26 :	Difficultés rencontrées par les associations et les migrants.....	70
Tableau 27 :	Appréciation de l'implication de la diaspora au développement du Burkina Faso.....	71
Tableau 28 :	Appréciation des rapports avec les structures des pays d'accueil.....	74
Tableau 29 :	Modalités d'accompagnement des membres des associations de diaspora burkinabè dans l'investissement au Burkina Faso .....	78
Tableau 30 :	Activités organisées par les associations de migrants dans le pays d'accueil .....	80
Tableau 31 :	Actions menées pour le développement du Burkina Faso .....	81
Tableau 32 :	Autres réalisations de migrants individuels et leur domaine d'investissement.....	81
Tableau 33 :	Perspectives de mise en place de réseaux dans le pays d'accueil .....	86
Tableau 34 :	Perspectives de mise en place de réseaux dans le pays d'origine .....	86

## Listes des graphiques

Graphique 1 : L'Etat des fiches spécifiques de renseignements sur la base de textes administratifs obtenus .....	23
Graphique 2 : Périodes de création des associations de la diaspora burkinabè.....	42
Graphique 3 : Répartition des associations selon leur envergure .....	43
Graphique 4 : Reconnaissance des associations (Possession de récépissé) .....	48
Graphique 5 : Etat d'enregistrement des associations de la diaspora burkinabè.....	49
Graphique 6 : Répartition des associations selon le milieu d'implantation.....	50
Graphique 7: Place des femmes dans les associations de la diaspora burkinabè .....	56
Graphique 8 : Valorisation du pays d'origine par les associations .....	60
Graphique 9 : Relations des associations de la diaspora burkinabè avec les structures administratives et associatives.....	69
Graphique 10 : Difficultés rencontrées par les associations et les migrants .....	70
Graphique 11 : Implication de la diaspora dans les options de développement.....	71
Graphique 12 : Modalités d'accompagnement des membres dans l'investissement au Burkina Faso .....	78

## Liste des cartes

Carte 1 : Localisation des associations de la diaspora burkinabè rencontrées en Côte-d'Ivoire .....	18
Carte 2 : Localisation des associations de la diaspora burkinabè rencontrées en Italie .....	19
Carte 3 : Localisation des associations de la diaspora burkinabè rencontrées en France .....	20
Carte 4 : Localisation des associations de la diaspora burkinabè rencontrées au Burkina.....	21

## Sigles et abréviations

<b>ADP</b>	Assemblée des députés du peuple (Burkina Faso)
<b>BAD</b>	Banque africaine de développement
<b>BCEAO</b>	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CAP</b>	Comité d'action publique (France, Poitou-Charentes)
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CEMAC</b>	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
<b>CSBE</b>	Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Etranger/vivant à l'Etranger
<b>DGTCF</b>	Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (Burkina Faso)
<b>HCR</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
<b>IDH</b>	Indice du développement humain
<b>INSD</b>	Institut national de la statistique et de la démographie
<b>IRD</b>	Institut de recherche pour le développement
<b>ISSP</b>	Institut supérieur des sciences de la population (Université de Ouagadougou)
<b>ISTA</b>	Institut italien de statistiques et de démographie
<b>MIHDA</b>	Mouvement international pour l'immigration et l'intégration de la diaspora Africaine (Abidjan)
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OIM</b>	Organisation internationale pour les migrations
<b>ONG</b>	Organisation non-gouvernementale
<b>ORSTOM</b>	Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer
<b>OSIM</b>	Organisations de solidarité issues de l'immigration (France)
<b>REMUAO</b>	Réseau migration et urbanisation en Afrique de l'Ouest
<b>SCADD</b>	Stratégie de croissance accélérée pour le développement durable
<b>SIAMO</b>	Syndicat inter-professionnel d'acheminement de la main-d'œuvre
<b>SNC</b>	Semaine nationale de la culture (Burkina Faso)
<b>TDR</b>	Termes de référence
<b>UEMOA</b>	Union économique et monétaire ouest-africaine
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

# Glossaire des concepts de base

## Capital humain

La théorie micro-individuelle, basée sur la prise de décision, a dû, dans les déterminants, prendre en compte les coûts et les bénéfices, donc les effets de la migration, dont le « retour sur investissement ». La notion de capital humain, forgée pour contourner la difficulté d'estimer correctement ces bénéfices, est ainsi justifiée : « *il est particulièrement utile d'employer le concept de capital humain et d'envisager les migrations, la formation et l'expérience comme des investissements dans le facteur humain (...). Les migrations ne peuvent être étudiées isolément, les investissements complémentaires dans le facteur humain sont probablement aussi, sinon plus importants que le processus de migration lui-même.* » (Sjaastad, 1961, cité par Piché, 2013 : 20). C'est, au demeurant, cette compréhension extensive qu'en donne Bernard Gazier pour qui « *on peut définir le capital humain comme l'ensemble des capacités productives d'un individu (ou d'un groupe), incluant ses aptitudes opératoires au sens le plus large: connaissances générales ou spécifiques, savoir-faire, expérience...* » (Gazier, 1992 : 193).

## Capital social

Les trajectoires migratoires qui peuvent intervenir dans le cheminement d'un candidat à la migration (tant la décision sur son lieu de destination que celle pour l'itinéraire géographique à suivre, l'identité des personnes qui vont assurer son accueil, les conditions pour trouver les premiers emplois, ou encore les étapes migratoires à suivre) sont fonction du réseau social du candidat, c'est-à-dire l'ensemble des personnes connues de lui ou de ses proches et qui sont susceptibles de donner des avis utiles ou de faire des contributions diverses pour le succès de sa migration. Quand il s'agit d'un migrant déjà installé, les composantes de ce réseau social prennent en compte toutes les relations humaines qu'il a pu ou su tisser autour de lui, de sorte que lorsqu'un événement important intervient dans sa vie, ces personnes sont en mesure d'en faciliter l'avènement ou d'en modifier le cours. Ainsi assistée, soutenue et protégée, la personne a plus de chances de réussir sa migration.

## Capital migratoire

Alors que le capital humain et le capital social participent des moyens stratégiques pour réussir une migration, le capital migratoire en est une résultante. Il comprend à la fois l'épargne monétaire que le migrant a pu accumuler (déjà transféré dans son pays d'origine ou en voie de l'être), l'ensemble des biens d'équipement qu'il a pu acquérir et également les qualifications professionnelles et autres savoirs, savoir-faire et savoir-être acquis durant le séjour de migration, le tout constituant l'ensemble des capacités dont dispose le migrant (ayant réussi sa migration, les niveaux de cette réussite restant à évaluer) et susceptibles d'être utiles à des initiatives d'actions de développement en faveur de son pays d'accueil et surtout de son pays d'origine.

## Diaspora

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) définit la diaspora comme étant composée « *des personnes ou des réseaux, des associations et des communautés, qui ont quitté leur pays d'origine et qui maintiennent des liens avec leurs patries. Ce concept couvre les communautés d'expatriés bien installées, les travailleurs émigrés temporairement, des expatriés avec la nationalité du pays d'accueil et des migrants de seconde, voire de troisième génération* » (Natali, 2014). La définition du Glossaire de la migration (Perruchoud, 2007 : 20) précise davantage l'aspect de dispersion: « *Etat de dispersion d'un peuple ou d'un groupe ethnique à travers le monde. La notion de diaspora est fréquemment utilisée dans le but de revendiquer une identité commune malgré la dispersion du groupe* ». Toutefois la dimension historique, les caractéristiques et les spécificités d'une diaspora sont davantage précisées par d'autres auteurs (voir appendice).

Pour le moment, prenons en compte les définitions d'autres organisations internationales comme l'Union africaine (UA) et le Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD). Pour la première, ce sont « *les personnes d'origine africaine vivant hors du continent africain, qui sont désireuses de contribuer à son développement et à la construction de l'Union africaine, quelles que soient leur citoyenneté et leur nationalité* ». Pour le second, c'est « *un ensemble d'individus provenant d'un même pays, mais vivant en dehors de ce pays et qui, quelle que soit leur nationalité, individuellement ou collectivement, souhaitent ou pourraient souhaiter contribuer au développement de leur pays d'origine* ».

Ainsi, celles de l'UA et du FMMD, loin de contredire celle de l'OIM, la confortent plutôt, même si chacune précise une préoccupation particulière. Toutefois, toutes ces organisations travaillant de manière plutôt concertée qu'antagonique, ces trois approches sont toutes, ici, recevables.

De nos jours, la définition prend également en compte trois aspects, à savoir :

- la conscience et le fait de revendiquer une identité ethnique ou nationale ;
- l'existence d'une organisation politique, religieuse ou culturelle, ou associative, du groupe dispersé ;
- l'existence de contacts sous diverses formes, réelles ou imaginaires, avec le territoire ou le pays d'origine (l'intégration d'un groupe diasporé ne signifie pas l'assimilation dans le pays d'accueil).

Dans ce sens, ces trois aspects se recouvrent et une définition de synthèse serait que la diaspora est la *dispersion des membres d'un peuple<sup>1</sup> à travers le monde, vivant au sein d'un pays autre que celui de naissance ou d'origine des parents biologiques, ayant la conscience de sa nationalité d'origine, organisée ou cherchant à le faire et entretenant*

<sup>1</sup> Dans cette proposition, j'ai soustrait la mention de « membres d'une communauté ethnique » (problème des Roms en Europe), car la fixation d'une telle entité est contraire au projet de construction d'une nation qui anime tout peuple.

*des relations diverses avec ce pays d'origine.* Cette proposition de définition admet qu'un même pays d'origine a autant de diasporas qu'il a de pays de destination de ses ressortissants. Au niveau de ce pays d'origine, le souci de maintenir entre ces diasporas dispersées et lui, des rapports pour diverses raisons soutenues par diverses finalités, peut conduire les autorités nationales à mettre en place une structure voire une autorité de contact et de gestion de cette diaspora nationale.

Dans le cas du Burkina Faso, le fait même que la présente étude ait été conduite dans trois des pays de destination des émigrés burkinabè, dans l'attente de pouvoir couvrir plus tard d'autres pays de destination, est une illustration de cette pluralité de diaspora pour un même pays. Par ailleurs, l'existence du Conseil Supérieur des Burkinabè de l'Etranger (CSBE) illustre également cette volonté politique de conserver le lien avec cette diaspora nationale et d'en valoriser tout le potentiel de contribution au développement du pays.

### Association

Au Burkina Faso, la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992 définit l'association et en précise les conditions de constitution et de reconnaissance. La définition est livrée par l'article 1 qui stipule qu'« *est Association, au sens de la présente loi, tout groupe de personnes physiques ou morales, nationales ou étrangères, à vocation permanente, à but non lucratif et ayant pour objet la réalisation d'objectifs communs, notamment dans les domaines culturel, sportif, social, spirituel, religieux, scientifique, professionnel ou socioéconomique* ». Quelles personnes peuvent constituer une association et existe-t-il des raisons de le faire ? Comment, par quelle procédure, auprès de quelle autorité sont reconnues les associations ? L'article 2 énonce que « *Les associations se forment librement et sans autorisation administrative préalable* ». Elles jouissent de la capacité juridique, mais seulement « *dans les conditions prévues par la présente loi* ». L'article 3 du chapitre 2 indique les formalités à accomplir, l'article 4 le délai de déclaration à respecter (huit jours suivant la constitution de l'association), l'autorité auprès de laquelle elle est recevable (ministère en charge des libertés publiques dans les cas de vocation nationale, ou autorité administrative compétente dans le cas de compétence locale). L'article 5 précise les pièces constitutives du dossier de déclaration. Les articles 6 et 7 précisent les délais accordés à l'autorité pour notifier au déclarant l'acceptation ou le refus de reconnaissance et, à défaut du respect de ce délai, le fait qu'un mois après le dépôt du dossier de déclaration, le silence de l'autorité est assimilé à un accord de reconnaissance. Une fois le récépissé obtenu, le bénéficiaire est tenu, dans le délai d'un mois, d'en publier un extrait dans le Journal officiel du Burkina Faso. Dès lors, l'accès à ses textes de base (statuts et déclaration) est libre pour toute personne suivant le besoin.

Une association a la possibilité, selon ses ambitions et en accord avec le dynamisme dont peuvent témoigner ses réalisations et ses activités, d'aspirer au statut d'association d'utilité publique (article 2). Les conditions d'une telle reconnaissance sont précisées par l'article 11. Cependant, un tel avantage n'est pas acquis pour de bon. Les avantages et les obligations en sont précisés par les articles 15 et 16, mais l'article 13 affirme que cette qualité peut être retirée dans les mêmes formes que celles de la reconnaissance.

Une ouverture intéressante de cette loi est celle faite pour ce qui est appelé association étrangère. Elle peut être également reconnue d'utilité publique (article 18). Ce qui la caractérise (article 17) est ainsi libellé :

- avoir son siège ou son principal établissement situé à l'extérieur du Burkina Faso ;
- avoir son organe dirigeant essentiellement constitué d'étrangers ;
- avoir 75 % au moins de ses membres fondateurs de nationalité étrangère.

Même si la précision n'est pas faite de savoir si les trois conditions sont cumulatives ou indépendantes et suffisantes chacune en elle-même, l'on peut penser qu'un réaménagement de la première condition pourrait ouvrir cette loi aux associations de la diaspora burkinabè, lesquelles pourraient alors s'en réclamer et se faire reconnaître comme telles (et même d'utilité publique) par les institutions du pays d'origine. Une telle opportunité serait véritablement intéressante pour les perspectives de réseau qui seront évoquées au chapitre 8 du présent rapport d'étude.

La version finale du présent rapport se présentant en mars 2016, mentionnons que c'est désormais la loi n° 064-2015/CNT portant *Liberté d'association au Burkina Faso*, du 20 octobre 2015 qui prévaut. Les préoccupations exprimées sur l'ancienne loi pour l'ouverture aux associations de la diaspora demeurent et sont en cours d'examen.





## **Contexte, objectifs de l'étude et plan de l'ouvrage**



## Contexte, objectifs de l'étude et plan de l'ouvrage

Réputé être un « réservoir abondant de main-d'œuvre » durant la période coloniale, une « Terre des Hommes » pour sa contribution aux efforts de guerre de la Première et de la Deuxième Guerre mondiales, le Burkina Faso (ancienne Haute-Volta) a fait l'objet de très nombreuses études et recherches sur le fait migratoire<sup>2</sup>. Néanmoins, la présente recherche, par son objet d'étude, par l'envergure de son terrain et par la diversité des thèmes abordés, constitue une première du genre au Burkina Faso.

Cette présente recherche a été initiée par le Bureau-Pays de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) de Ouagadougou, avec l'appui financier du Fonds de l'OIM pour le développement, dans le cadre du projet de « recherche et de renforcement des capacités pour une gestion stratégique des migrations au Burkina Faso et de la diaspora burkinabè ».

Ce projet vise à renforcer les capacités du gouvernement du Burkina Faso pour une meilleure gestion des migrations et de la diaspora burkinabè. Œuvre conjointe entre l'OIM et le gouvernement burkinabè, il comporte plusieurs activités dont la réalisation d'une étude sur la diaspora burkinabè au Burkina Faso et dans trois pays que sont la Côte d'Ivoire, la France et l'Italie.

Aussi faut-il le rappeler, l'Afrique de l'Ouest est la première région d'accueil des migrants du continent. Ainsi, les calculs réalisés à partir des recensements de la population montrent que cette région abriterait 7,5 millions de migrants, originaires pour la plupart d'un autre pays ouest-africain, soit près de 3 % de la population régionale. Ce taux, en hausse depuis 1990, est supérieur à la moyenne africaine (2 %) et surpasse largement celui de l'Union européenne qui est de 0,5 % (OCDE, 2007). En fait, dès 1990 le Réseau de recherche sur les migrations et l'urbanisation en Afrique de l'Ouest (REMUAO) a enregistré 22 000 migrations de l'Afrique de l'Ouest vers l'Union européenne contre 258 000 migrations entre pays ouest-africains. Lessault et Beauchemin (2009) précisent même que « *les flux vers l'Europe ont été compensés par 6 600 migrations en sens inverse* », et concluent qu'« *Autrement dit, un départ sur trois vers l'Europe a été compensé par un retour* ».

<sup>2</sup> En décembre 2009, Sawadogo recensait au moins 229 références spécifiques au pays et étalait sur plus de 140 pages de très nombreuses références d'archives historiques y relatives (Sawadogo, 2009a, tome III).

Par ailleurs, les deux principaux organismes de développement sous-régionaux que sont l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)<sup>3</sup> et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)<sup>4</sup> ont inscrit dans leurs textes fondamentaux (traités et protocoles) le principe de la libre circulation des personnes et des biens, même si l'application de ces principes reste encore à conforter.

Dans cette perspective, un processus soutenu de volonté politique a abouti<sup>5</sup>, lors de la 33ème Session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO tenue à Ouagadougou le 18 janvier 2008, à l'adoption de la Déclaration relative à une « Approche commune de la migration ». Le plan d'action de cette Déclaration s'exprime en termes de programmes d'aménagement de l'espace communautaire dont les résultantes doivent valoriser les potentialités régionales et réduire encore davantage le taux régional de l'émigration.

Dans le cadre de ce projet, les grandes attentes sont :

- identifier les mécanismes incitatifs de mobilisation et de valorisation des ressources humaines et financières de la diaspora burkinabè ;
- fournir des éléments pour soutenir la lutte contre la pauvreté à travers la Stratégie de croissance accélérée pour le développement durable (SCADD).

Ce faisant, la recherche devra ouvrir des voies pour impliquer la diaspora burkinabè dans la réalisation des objectifs de la SCADD. L'éclairage sur les compétences qu'elle renferme, les expertises dont elle est porteuse et les moyens financiers disponibles à son niveau sont des composantes d'un capital migratoire susceptible de contribuer à la satisfaction des besoins de développement exprimés par les institutions publiques et privées, à travers leur mise en relation dynamique.

L'objectif général de la recherche est, ainsi, de voir dans quelle mesure des associations de diasporas sont engagées ou souhaiteraient s'engager dans des actions de coopération ou d'investissement dans leur pays d'origine, de déterminer leur historique de formation, leurs modes de structuration, les types d'actions menées, leurs contraintes et attentes, etc.

<sup>3</sup> L'Union économique et monétaire ouest-africaine a succédé, le 1er janvier 1994, à la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), créée le 17 avril 1973 à Abidjan. Son Accord cadre adopté le 27 octobre 1978 à Bamako, garantissait le « libre exercice des activités économiques, professionnelles ou sociales » et la libre circulation des personnes, à cette fin » (Sawadogo, 2002 : 617).

<sup>4</sup> Le traité de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest a été signé à Lagos, le 28 mai 1975 et révisé à Cotonou le 23 juillet 1993. Son protocole A/P1/5/79, adopté à Dakar le 29 mai 1979, dispose de la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement, et se donne trois étapes successives totalisant 15 ans pour sa mise en œuvre progressive (droit d'entrée et abolition des visa, droit de résidence, droit d'établissement) (Sawadogo, 2002 : 617).

<sup>5</sup> En effet, c'est dès 2006, lors du 30ème Sommet ordinaire de la CEDEAO, que les Chefs de Gouvernement ont mandaté la Commission pour définir une approche commune des Etats membres sur la migration. Le Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO, réuni le 20 décembre 2006, a réaffirmé cette priorité en demandant au président de la Commission de « poursuivre la réflexion en vue de la définition d'une approche commune sur la gestion de la migration intra régionale et vers l'Europe dans toutes ses dimensions ».

Les objectifs spécifiques en sont :

- i) identifier les associations de diasporas dans les pays cibles, engagées ou souhaitant s'engager dans des actions de coopération avec leur pays d'origine (Burkina Faso) ;
- ii) renseigner les actions de coopération des associations de diasporas au Burkina Faso, y compris les succès, les échecs et leurs causes ;
- iii) mettre en relation les associations de diasporas en tant qu'acteurs légitimes et efficaces du développement ;
- iv) favoriser la collaboration entre acteurs de la coopération « classique », ceux du secteur privé, et les réseaux de diaspora et les institutions publiques et privées.

Comme résultat d'un travail de recherche et après la présentation du travail et de ses objectifs, le plan de l'exposé se déploie à travers sept chapitres thématiques :

- La problématique et la revue de littérature ;
- La méthodologie : outils de collecte de données de terrain récoltées et de traitement des données ;
- La diaspora et les associations de diaspora burkinabè: définition, historique d'implantation dans les trois pays d'accueil de l'étude ;
- La diaspora burkinabè dans les trois pays d'accueil de l'étude : cadre organisationnel,
- Les associations de diaspora et leurs composantes internes ;
- Les associations de diaspora burkinabè et leurs différents niveaux de relations ;
- La diaspora burkinabè pour un co-développement durable et partagé, les conclusions et les recommandations.



# 2



**Problématique :  
cadre théorique  
et revue de la  
littérature**





# Problématique : cadre théorique et revue de la littérature

## 2.1. La problématique

De nos jours, le *transnationalisme* constitue le modèle dominant dans l'étude des migrations internationales. Selon ce modèle, l'intégration dans le contexte d'accueil et le maintien des liens avec le pays d'origine, au lieu d'être incompatibles, se révèlent complémentaires (Mazzucato, 2005 ; Stocchiero, 2007). Ce faisant, les modèles classiques qui conçoivent que l'intégration des migrants coïncide nécessairement avec un affaiblissement des liens avec le pays d'origine, sont remis en question (Alba et Nee, 1997). Avec le « tournant transnationaliste » (Basch, Glick-Schiller et Szanton Blanc, 1992 ; Levitt et Nyberg-Sorensen, 2004), les associations de migrants cessent d'être envisagées comme de simples médiatrices du processus d'inclusion/intégration dans les sociétés d'accueil (Cattacin, 2007) et d'établissement de « capital social »<sup>6</sup> (Bourdieu, 1980). La diaspora<sup>7</sup> et ses associations contribuent activement au développement socioéconomique des contextes d'origine, dans des domaines tels que la santé, l'éducation, le développement rural, les infrastructures et la création de petites et moyennes entreprises (Orozco, 2003). Cet engagement en faveur du pays d'origine se manifeste également au travers de transferts financiers (Ferro, 2011), sociaux et culturels (Perrin et Martiniello, 2011), de compétences (Ionescu, Dia et Guissé, 2009), et par un activisme politique transnational (Østergaard-Nielsen, 2001). Ces dernières années le phénomène s'est particulièrement intensifié (de Haas, 2012). Par exemple, la Banque mondiale estime, dans le cas de l'Afrique, que ces contributions sont jusqu'à sept fois plus importantes que l'aide publique au développement<sup>8</sup>.

Malgré ce constat, les divers pays de départ se caractérisent par des degrés variables de prise en compte effective de ce double rôle au niveau de leurs politiques nationales et locales.

On pourrait donc en déduire que le problème essentiel et global est, à la fois, de pouvoir mieux connaître le Burkinabé parti en migration dans ses motivations de départ, savoir ce qu'il a pu obtenir comme emploi ou activité qui contribuent à satisfaire ses attentes d'une part et, de l'autre, savoir s'il a toujours une pensée, une sensibilité, une volonté de participer au développement de son pays d'origine et comment il l'entreprend et le manifeste.

<sup>6</sup> « Le capital social est un ensemble de ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance » (Bourdieu, 1980 : 2).

<sup>7</sup> Le terme « diaspora » se réfère, dans la littérature contemporaine, aux groupes ethniques/nationaux transnationaux et déterritorialisés qui s'engagent, à distance, dans des manifestations d'appartenance telles que la production culturelle et l'activation économique, politique et sociale (Sheffer, 2003). Ce terme est de plus en plus souvent utilisé pour indiquer une communauté migrante manifestant des pratiques transnationales.

<sup>8</sup> Migration and development Brief 17, World Bank. Remittance flows to developing countries exceed USD 350 billions in 2011, 14 décembre 2011.

On pourrait alors évoquer quelques cadres théoriques à travers lesquels les chercheurs positionnent, expliquent et rendent compte de la dynamique migratoire dans son ensemble.

## 2.2. Contribution de la littérature existante

### Les cadres théoriques récents sur la migration

- La diversité des orientations théoriques des migrations et de leurs effets possibles invite à éviter de se laisser inscrire dans une seule d'entre elles et, ainsi, permettre que la collecte des données et leur exploitation se fassent de manière ouverte.

Néanmoins, est ici partagée l'idée qu'une théorie migratoire doit essentiellement remplir deux fonctions : cerner les causes des migrations d'une part, de l'autre, en appréhender les effets ; autrement dit, il s'agit d'expliquer pourquoi les gens migrent et dans quelle mesure la migration atteint ses objectifs (Piché, 2013). Dès lors, deux positions se dégagent : se positionner du côté de l'individu pour cerner les raisons ou les motifs du départ, les théories sont alors qualifiées de théories micro-individuelles, ou se centrer sur la société pour identifier les facteurs sociaux et économiques de la migration, ce sont alors des théories macro-structurelles. Du point de vue des **théories micro-individuelles**, la prise de décision individuelle, en terme de confrontation des coûts et des bénéfices d'une éventuelle migration, constitue l'élément explicatif majeur du phénomène migratoire. Les **théories macro-structurelles** changent de perspectives en se focalisant sur « les contextes dans lesquels se prennent les décisions migratoires » (Piché, 2013 : 26). Dans ce cas, on tient compte des éléments de l'environnement (économique, social, politique et technologique) pouvant affecter les mouvements migratoires.

D'autres approches sont, soit centrées sur le genre, soit basées sur les réseaux sociaux, le rôle des rapports de genre dans les décisions migratoires et leurs impacts sur la situation des femmes migrantes, ainsi que la question des migrations féminines autonomes.

De l'analyse des migrations dans les pays en développement a émergé une autre approche spécifique, celle des « **réseaux migratoires** » qui dépassent le simple dualisme individu/société dans l'appréhension des causes des migrations, pour intégrer la famille et le réseau de parenté, dans une logique où la migration se présente aussi comme « *relevant d'actions collectives et familiales qui relient des migrants et des non-migrants dans un ensemble de relations qui captent les nouvelles analyses centrées sur les réseaux* » (Piché, 2013 : 31). La migration est aussi présentée comme un mode de régulation naturelle des déséquilibres internationaux. Selon cette approche, les régions les plus développées absorbent les populations actives désœuvrées des régions les plus pauvres, contribuant ainsi à les soulager de leur misère en compensant les faibles revenus de ces zones par les mouvements de fonds (Piché, 2013 ; Guilmoto et Sandron, 2003). Ce mécanisme s'opère à travers les facteurs répulsifs que l'on rencontre dans les pays de départ (crise, chômage, faible productivité), et les facteurs attractifs (conditions de vie, salaire élevé, sécurité sociale) qui caractérisent les pays d'accueil. Quant à la théorie démographique

elle présente la migration comme un mode d'ajustement de la forte croissance des pays en développement au relatif déclin des pays industrialisés. Enfin un certain nombre de théories jugées plus globalisantes s'appuient sur une gamme plus diversifiée de facteurs pour expliquer le phénomène migratoire. Ces théories « *procèdent d'une perspective historique nourrie des théories de la dépendance, de l'économie-monde ou encore de la 'cité globale'* » (Guilmoto et Sandron, 2003 : 23). Ce courant explicatif présente le phénomène migratoire comme « *un des produits les plus manifestes de la violence historique de la rencontre coloniale* » (*ibid.*). Il considère que la pénétration coloniale a déstructuré les sociétés et les économies rurales des pays tropicaux, les entraînant avec brutalité dans le marché des échanges monétarisés, organisant ainsi une forme de dépendance dans ces économies vis-à-vis de celles des pays industrialisés. Dans cette logique, la migration est présentée comme une nouvelle forme d'exploitation internationale des ressources des pays en développement à côté du pillage classique des ressources naturelles. Face à la paupérisation croissante de ces populations, la migration se présente comme une stratégie de survie. Un tel jeu, supposé naturel, peut cependant être modifié par les politiques publiques en matière de migration.

### La politique implicite et la politique explicite de migration : cas du Burkina Faso

Dans le contexte des deux premières conférences mondiales sur la population et le développement (1974 et 1984), la direction régionale de *Population Council* a commandité en 1989 une étude sur la politique de migration au Burkina Faso. Les résultats de cette étude ont préféré attirer l'attention sur la double acception du concept de politique, à savoir la politique implicite et la politique explicite de migration. La dernière devait, à l'instar de la conception de l'UNESCO sur la politique de population, être un « *ensemble d'orientations et de mesures mises en œuvre, afin de canaliser et de contrôler directement les phénomènes (migratoires) dans un État ou une région...* » (UNESCO, 1986 : 186). La première, tout en étant illustrée par des actes officiels, ne comporte pas cet aspect d'une réflexion globale avec une cohérence interne attestée et des rapports logiques opérationnels et programmatiques. A l'époque et jusqu'aujourd'hui, seule la première existe au Burkina Faso ; la deuxième est en cours d'examen et d'adoption par les autorités compétentes et a reçu la dénomination de « stratégie nationale de migration » du Burkina Faso, du fait qu'il existe déjà une politique nationale de population, dont la migration en est une composante.

### Les logiques migratoires aujourd'hui dans le monde

Au-delà du contexte national, la gestion des migrations, surtout des migrations internationales, est régie par un ensemble de textes législatifs et/ou réglementaires, variables selon les choix politiques et opérationnels décidés par les parties prenantes. L'observation générale laisse percevoir deux orientations opposées : les politiques libérales ouvertes et celles de fermeture des frontières. Historiquement, la situation a évolué de l'ouverture (période de reconstruction et/ou de croissance et recherche d'une main-d'œuvre pour entretenir le boom industriel) vers la fermeture (période de récession économique) et le tournant s'est effectué autour des années 1970. En 1976 en effet, « *seuls 7 % des Etats, quasi exclusivement des pays développés, considèrent*

*que le nombre d'immigrés sur leur sol est trop important* » (Guilmoto et Sandron, 2003 : 85). Aujourd'hui, ce taux est porté à 44 % des pays développés et 39 % des pays en développement. Ici se trouve mis en exergue le caractère utilitaire de l'immigration, sans en occulter les soucis sécuritaires soulevés. Ces orientations ont forgé les expressions de « migration choisie » et de « migration clandestine » et autres « sans papiers ».

Dans une perspective de concertation et de recherche des meilleures formules pour les parties prenantes, a pris naissance, en 2006 à Rabat, au Maroc, le « Dialogue Euro-africain sur la migration et le développement », dénommé « Processus de Rabat ».

- De ce qui précède, l'approche conceptuelle du cadre d'appréhension de l'action du migrant en matière de participation au développement de son pays d'origine ne se limitera pas au concept de capital humain et/ou de capital social, mais s'élargira à celui de capital migratoire.
- De même, la cible des associations de diaspora, privilégiée par les TDR, sera élargie à l'ensemble des acteurs de la possible et souhaitable valorisation du capital migratoire. Ceux-ci, outre les associations de migrants au plan global, devront faire une part explicite aux associations de femmes, de jeunes, d'élèves et d'étudiants, de la société civile<sup>9</sup>, aux personnes physiques individuelles et autonomes et enfin aux structures d'appui aux actions de ces associations (le personnel diplomatique et consulaire, dans un pays d'accueil, l'ensemble des ressortissants du pays d'origine, les services administratifs et de recherche du pays d'accueil, les organisations internationales impliquées dans la gestion de ces migrants, immigrants et réfugiés).

## La relation entre la migration et le développement

- **Migration et développement.** Depuis les décennies 1960 et 1970, la Haute-Volta survivait grâce aux fonds qui lui provenaient de sa population en situation de main-d'œuvre dans les colonies ou anciennes colonies plus prospères, dont notamment la Côte d'Ivoire. Selon les résultats des études de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM), cette manne était évaluée à environ 3 milliards de francs CFA à partir des recherches sur les migrations en pays mossi et bisssa, en 1972-1973. L'étude sur le secteur de la population, initiée en 1994 par le Burkina Faso et financée par la Banque africaine de développement (BAD), fut mise à profit pour en actualiser les données. Elle fut ensuite complétée par une exploitation rétrospective des rapports annuels de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest disponibles sur la période de 1975 à 1991 à l'agence nationale de Ouagadougou. Sur les 17 années concernées, le solde moyen annuel (différence entre les entrées et les sorties) était de 22,097 milliards de FCFA, les chiffres extrêmes allant de 4,409 à 49,299 milliards pour les années 1975 et 1986 (Sawadogo, 1995).

<sup>9</sup> Il s'agit ici des organisations de la société civile impliquées dans la défense des droits humains et de ceux des migrants et des immigrants.

- Sur la base des résultats de cette étude, la *Lettre d'intention pour le développement durable* (1995), élaborée par le gouvernement du Burkina Faso, mentionne, pour la première fois officiellement, les transferts monétaires liés aux migrations, comme étant l'une des sources de financement des actions de développement du pays. Des actualisations périodiques ont été successivement réalisées et les chiffres sont disponibles, pour les années 1969 à 2012 (Sawadogo, 2009d ; BCEAO, 2011). Le rapport, a priori positif, entre la migration et le développement, semble ainsi établi pour le cas du Burkina Faso. L'idée d'une rentabilisation du fait migratoire pour contribuer au développement économique et social demande à être prise en compte tant pour les pays de départ que pour ceux d'accueil.
- Les migrations comportent d'autres aspects qui accompagnent ou questionnent le développement. Par exemple, sous l'angle démographique, une étude de la Banque Mondiale avait déjà établi que « *la population de la Côte d'Ivoire, qui, en 1950, ne représentait que 56 % de celle du Ghana, 75 % de celle du Burkina Faso, 82 % de celle du Mali, avait, en 1975, augmenté de 69 % de la population du Ghana, surpassé celle du Burkina et du Mali respectivement de 129 % et de 119 % : selon les calculs du document de la Banque Mondiale, seule l'immigration a permis à ce pays de croître de 128 % de plus que sa seule population de 1960 n'aurait pu le faire* » (Rapporté par Sawadogo, 1993). La proportion de la population étrangère, issue des résultats du recensement général de la population de ce pays (26,03 %, dont 56 % de Burkinabè), n'est pas étrangère aux crises sociales et politiques qu'il a connues, depuis l'« année terrible 1999-2000 » jusqu'à la crise post-électorale de 2010-2011, en passant par les années de la rébellion du 19 septembre 2002 (Le Pape et Vidal : 2002 ; Akindès : 2004). Même en restant sur la forme la plus en vue actuellement de sa contribution au développement des pays d'origine, que constituent les transferts monétaires, les débats restent toujours ouverts entre leurs apports positifs et leurs effets pervers (OCDE, 2007 ; BCEAO, 2011).

**Le « co-développement ».** Le terme est né dans la sphère politique. Il est très présent dans les débats sur les relations entre la migration et le développement et notamment dans les conventions de gestion concertée des flux migratoires entre l'Europe et les pays dits tiers. Sa définition le diffère de la thématique *migration et développement*. Elle se fonde plutôt sur l'action positive des migrants sur le développement de leur pays d'origine. Des modalités de cette relation sont spécifiées selon la position du migrant dans la relation de co-développement. Ainsi parle-t-on de co-développement *par les migrants* pour désigner l'ensemble des pratiques spontanées des migrants en faveur de leurs régions de départ, de co-développement *pour les migrants*, se référant au fait que les migrants sont absents de ces dispositifs, sinon en tant que cible, *et enfin de co-développement avec les migrants* pour signifier que les migrants sont souvent associés à leur mise en œuvre, notamment par le biais de consultation en amont. Cette catégorisation a conduit à nuancer les conceptions que l'on avait de la migration. Un mouvement intellectuel s'est ainsi formé pour réclamer la nécessité de « *repenser le co-développement* », en démarquant nettement le co-développement vu comme un instrument de contrôle

des flux migratoires, et le co-développement vu comme un cadre de développement, d'intégration, d'initiatives très diversifiées des différentes communautés de diaspora étrangères dans le pays d'accueil (cf. en France, l'existence et l'activité des 20 maisons de diaspora, présentes dans chacun des 20 arrondissements de Paris, qui sont des centres de rencontres accessibles à toutes les associations de diasporas, aux fins d'informations, d'échanges, d'animations d'activités interculturelles, de recherches de financements pour des projets à destination des pays ou des régions d'origine ; cf. en également en Italie où existent des centres de rencontres des communautés étrangères du même genre et qui disposent, parmi les responsables des associations de diasporas étrangères, de conseillers appelés médiateurs culturels, qui sont en charge de toutes les actions utiles et de communion intercommunautaire pour toutes les catégories de diasporas étrangères; de même, au début des années 2000, les Nations Unies, souhaitant le développement pour les pays de départ et d'accueil, soucieuses du respect des droits et du vécu des migrants, ont promu le co-développement dans le cadre d'une stratégie « gagnant/gagnant » (*Win-Win*) à travers les deux fora sur le Dialogue de haut niveau sur les migrations et le développement et le Forum global sur les migration internationales (GCIM, 2005).

Au total, cette revue de la littérature aura montré :

- la diversité des approches théoriques de la migration, de ses apports au développement des pays d'origine et d'accueil, des limites éventuelles ;
- la pluralité des approches conceptuelles des capacités et des formes de participation des migrants à ce développement.

# 3



## Méthodologie





# Méthodologie

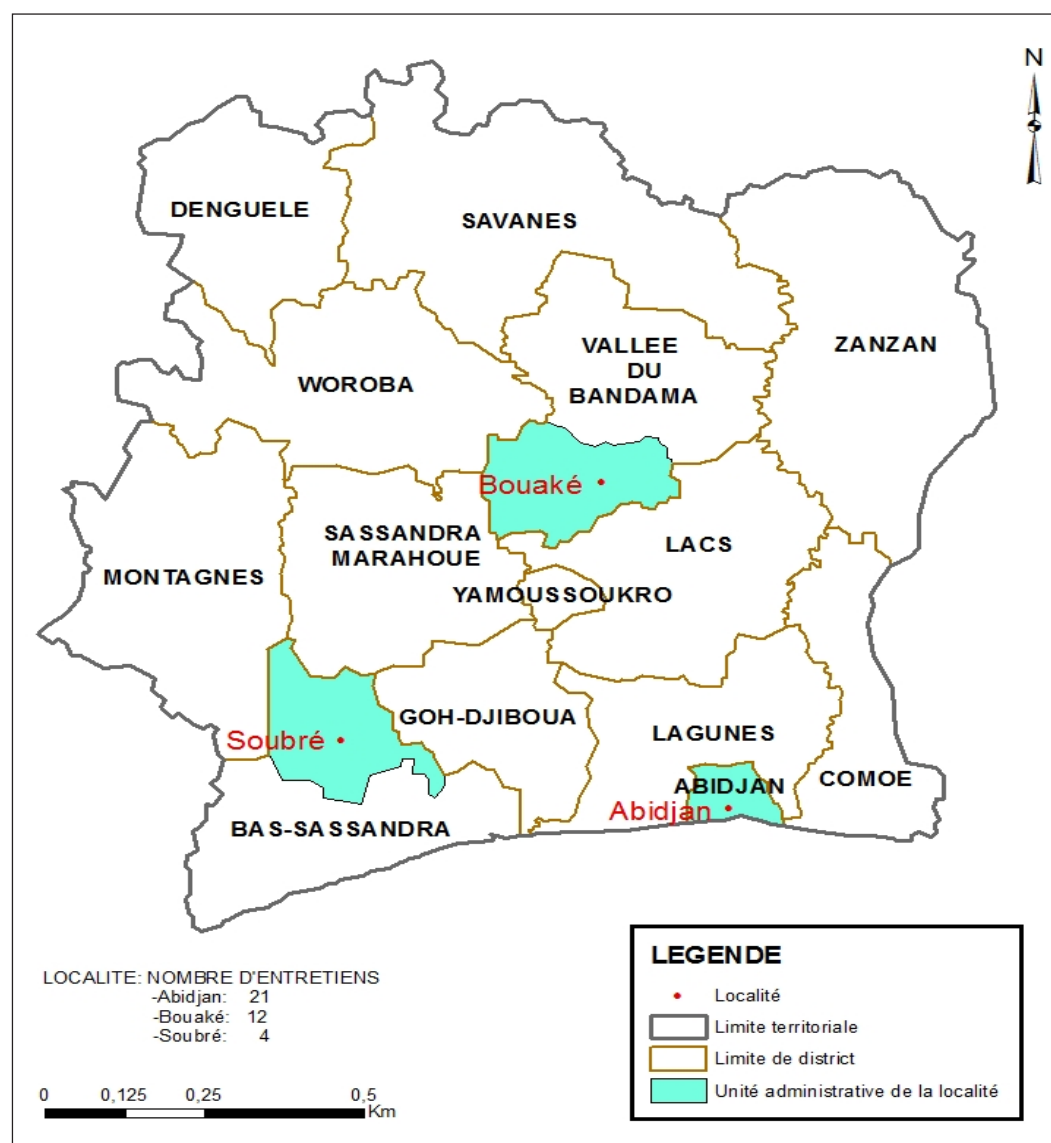
Elle traitera des sujets ci-après :

- l'échantillon de l'étude de terrain ;
- les techniques et les outils de collecte des données ;
- l'organisation du travail de terrain et les insuffisances des cadres de référence ;
- le traitement des données.

## 3.1. L'échantillon de terrain

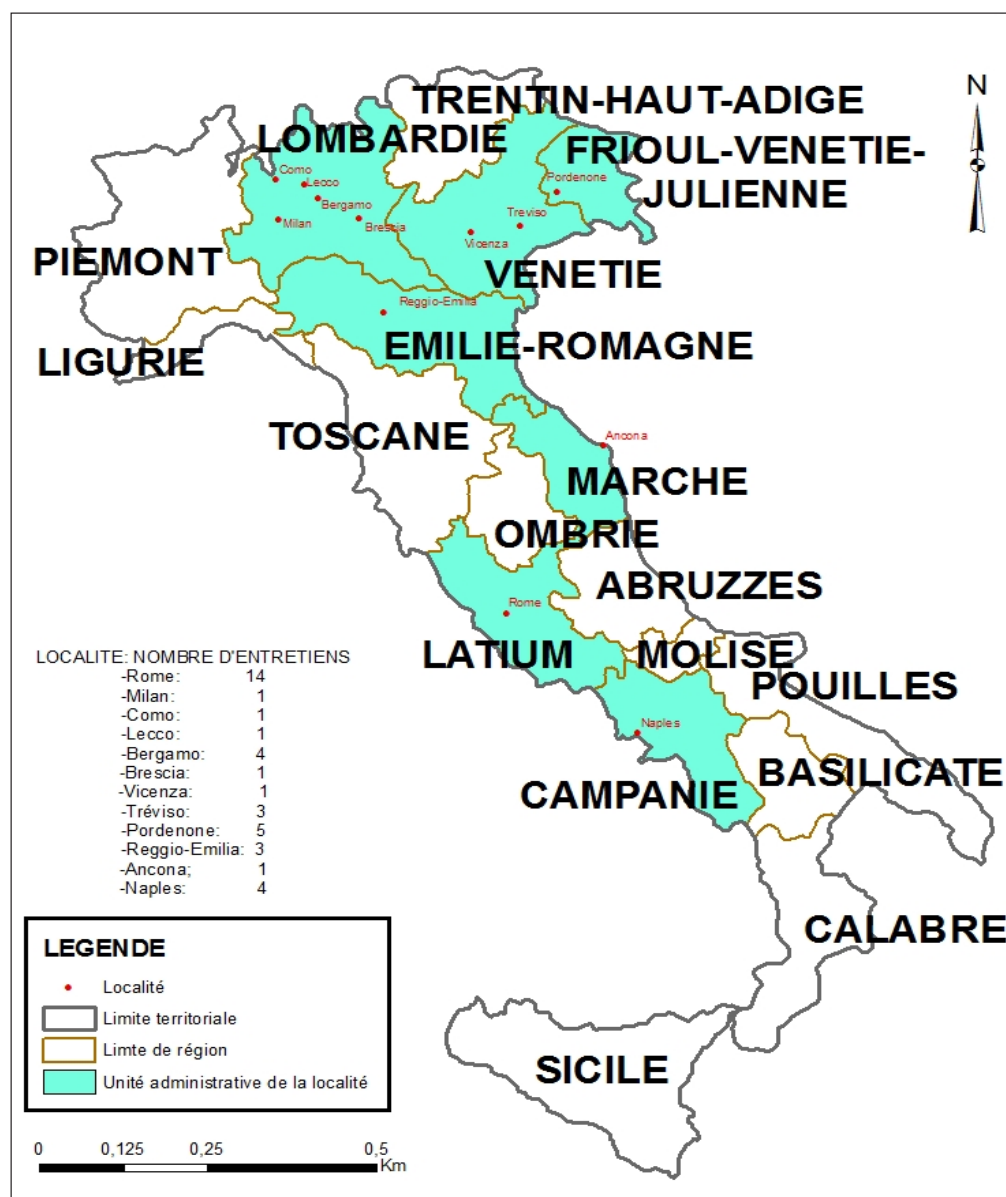
L'étude se veut exploratoire, conduite, non pas sur un échantillon statistiquement représentatif, mais sur une base qualitative. Celle-ci se veut représentative de la diversité des associations de la diaspora burkinabè dans leurs composantes constitutives au regard des variables de sexe, de corps de métiers, de niveaux d'envergure clanique, régionale ou nationale, de répartition et de concentration géographiques dans les pays d'accueil, selon les spécificités des contextes sociaux, démographiques et socioéconomiques propres à ces derniers, sans négliger la présence d'individualités physiques autonomes, également actives dans la contribution de cette diaspora au développement du pays d'origine. Les cartes élaborées en font les présentations, selon les unités administratives propres à chaque pays.

Carte 1 : Localisation des associations de la diaspora burkinabè rencontrées en Côte d'Ivoire



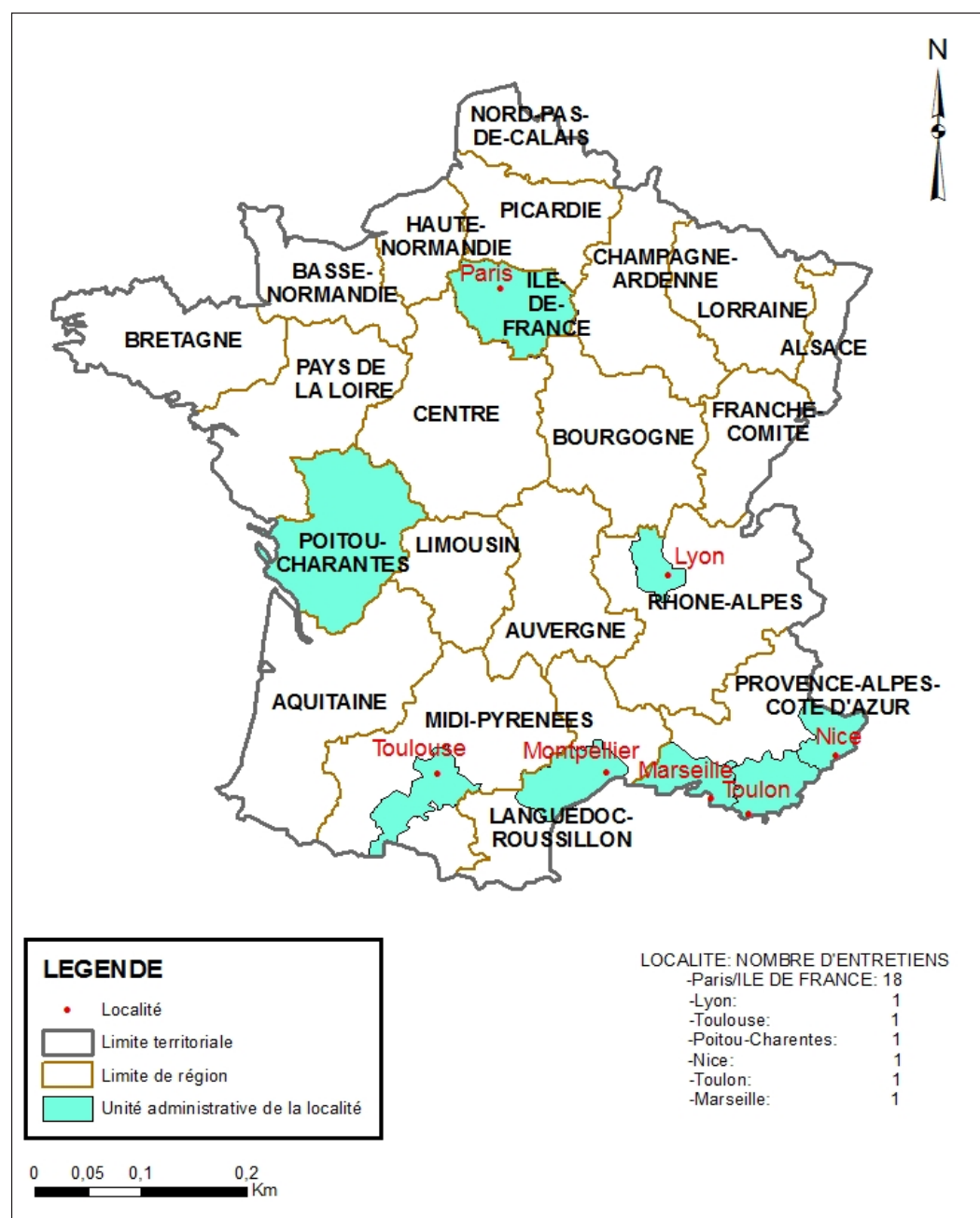
Source : Fd.carte C.I/geotlas.fr, août 2014, Réalisation : S.A.M.A.

Carte 2 : Localisation des associations de la diaspora burkinabè rencontrées en Italie



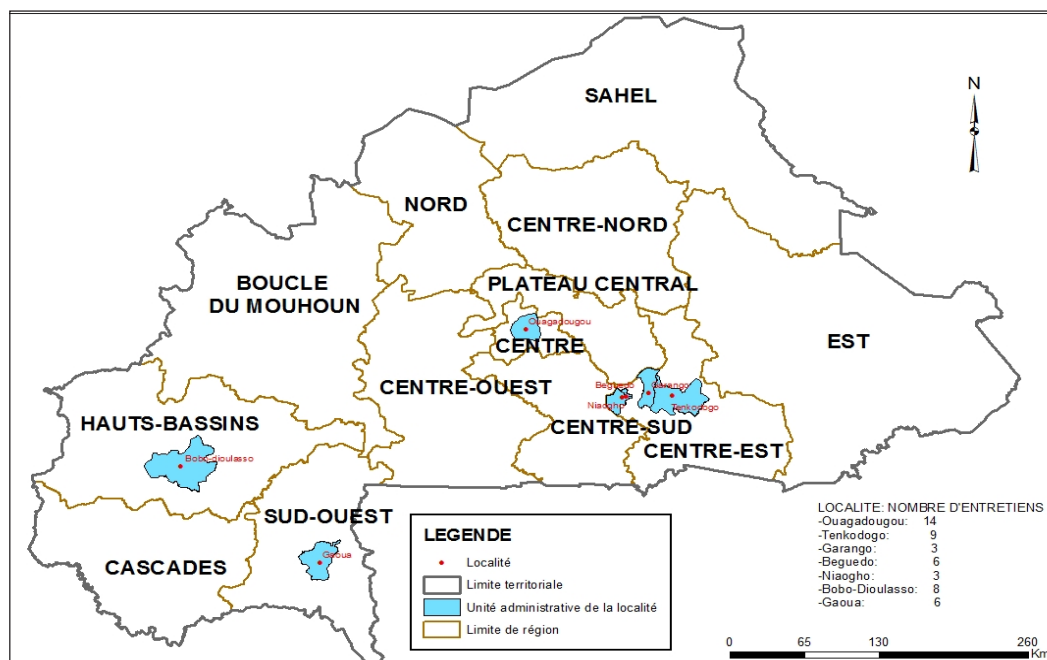
Source : Fd.carte ITALIE, août 2014, Réalisation : S.A.M.A.

Carte 3 : Localisation des associations de la diaspora burkinabè rencontrées en France



Source : Fd.carte FRANCE, août 2014, Réalisation : S.A.M.A.

Carte 4 : Localisation des associations de la diaspora burkinabè rencontrées au Burkina



Source : BNDT, août 2014, Réalisation : S.A.M.A.

### 3.2. Les techniques et les outils de collecte des données

Les sources de production des données de l'étude de base ont comporté les approches suivantes :

- une **recherche documentaire** : elle a permis la collecte de données couvrant les aspects suivants :
  - les caractéristiques sociales, démographiques et économiques de la diaspora burkinabè dans le pays d'accueil ;
  - les organisations et structurations de la diaspora : associations simples et faîtières ;
  - le dynamisme de ces réseaux dans les pays d'accueil et d'origine : promotion de la culture, alphabétisation, soutien scolaire, droits des femmes, volumes et flux d'épargne, projets et activités de développement (envergure, effets, etc.) ;
  - la mobilisation des réseaux de diaspora pour des projets de développement au Burkina Faso : leur intérêt pour ce type d'activités, les besoins d'orientation ou d'appui pour le développement de ces projets, l'impact des actions initiées par les associations de migrants, les obstacles rencontrés, etc.

Les services des ambassades et des consulats généraux et/ou honoraires du Burkina Faso, avec les services nationaux (services de démographie et/ou de statistiques sociales de santé, d'éducation, de recherches, de suivi des étrangers dans les ministères de l'intérieur et/ou des affaires étrangères, des universités), ceux des partenaires au

développement (OIM, FAO, PAM, HCR, etc.) ont été contactés pour obtenir les données utiles et complémentaires à celles que livreraient les enquêtes directes. Toutefois, à l'exception de l'Italie, dans les autres pays, l'accès à des données récentes n'ont pas été possibles. En France, c'est grâce aux services consulaires que certaines données ont pu être produites.

- la **conduite d'entretiens** avec des représentants de la diaspora dans les pays ciblés ;

Au total, 140 entretiens ont été réalisés dans les quatre pays. Le tableau 1 en donne les détails pour chaque pays et les cartes, les lieux de résidence (localité et unité administrative) des associations.

Dans leur présentation, les guides-entretiens ont concerné cinq groupes cibles : les associations de la diaspora burkinabè des pays d'accueil, les migrants burkinabè non membres d'une association de diaspora, les migrants de retour au Burkina Faso, les élèves et étudiants des pays d'accueil, la société civile, les fiches de questionnaires. En dehors de l'outil des migrants de retour, les autres outils ont une version spécifique pour le Burkina Faso, pays de départ.

Le contenu comporte certes des sujets semblables (identité, localisation, nombre de membres, nombre par sexe et par catégories d'âge, motifs de création de l'association, ses activités, les rapports avec le pays d'accueil et le pays d'origine, etc.), mais aussi des thèmes particuliers à chaque groupe cible.

Tableau 1 : Effectifs d'entretiens réalisés par pays et par types d'association de diaspora

Pays	Types d'associations										Personnel d'appui : Etat, Ambas/Con, OIM	Total des rencontres
	Mixte	Femmes	Jeunes	Élèves/Étudiants	Unités additives BF	Unités additives Du pays d'accueil	Corps de métiers	OSC*	Personnes autonomes, Personnes-ressources **	Délégués CSBE Consulaires		
Côte d'Ivoire	14	2	5	2	-	3	1	3	4	2	1	37
Italie	15	4	1	1	-	1	-	2	2	-	3	29
France	7	1	-	3	3	3	-	3	2	-	1	24
Burkina Faso	7	5	2	1	1	1	2	1	30	-	1	50
<b>Total</b>	<b>43</b>	<b>12</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>38</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>140</b>

Notes : \* OSC – Organisation de la société civile.

\*\* Dans le cas de la Côte d'Ivoire, cette catégorie comprend également une association des responsables coutumiers et chefs traditionnels du Burkina Faso et une représentation de la Chambre de commerce, d'industrie et d'artisanat de Ouagadougou.

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

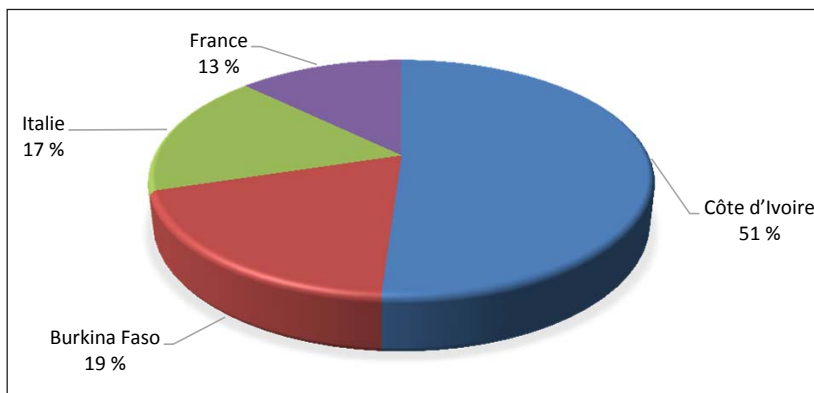
- **une fiche spécifique de renseignements<sup>10</sup>** sur les associations de diaspora, prenant notamment en compte la composition des membres de leurs bureaux en nombre d'hommes et de femmes. La fiche spécifique de renseignements sur les associations de diaspora a livré des données quantifiables à partir des documents administratifs des associations (statuts, règlement intérieur, procès-verbal de l'assemblée générale constitutive, récépissé de reconnaissance délivré par le service administratif compétent). Toutefois, sur 312 associations repérées et vérifiées sur le terrain, 140 entretiens ont été réalisés, dont 94 pour les associations, soit 30,12 % de l'effectif de base. Outre cette proportion somme toute honorable, le tableau 2 en montre les détails de la diversité des groupes cibles rencontrés ainsi que celle de leurs contextes régionaux, sociaux et économiques.

Tableau 2 : Etat des fiches spécifiques de renseignements sur la base de textes administratifs obtenus (statuts, règlement intérieur, procès-verbal d'assemblée constitutive, récépissé)

Pays	Nombre de fiches	%
Côte d'Ivoire	48	51 %
Burkina Faso	18	19 %
Italie	16	17 %
France	12	13 %
<b>Total</b>	<b>94</b>	<b>100 %</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Graphique 1 : L'Etat des fiches spécifiques de renseignements sur la base de textes administratifs obtenus



<sup>10</sup> Sur le terrain, ces fiches ont été dénommées "fiches de questionnaires", pour se conformer à la terminologie des TDR.

### 3.3. L'organisation du travail de terrain et les insuffisances des cadres de référence

Sur le plan de son organisation, le travail de terrain comportait la programmation suivante :

Dates de séjours dans les pays :

- Côte d'Ivoire : 20 novembre au 12 décembre 2013 ;
- Burkina Faso : 13 au 30 décembre 2013 ;
- Italie : 3 au 28 janvier 2014 ;
- France : 29 janvier au 20 février 2014.

Le séjour dans les pays de l'étude a comporté globalement les séquences suivantes :

- Le temps des visites de courtoisie et de présentation auprès des ambassades, consulats généraux ou honoraires du Burkina Faso, le bureau de l'OIM du pays ;
- Les séances travail pour le repérage des associations de la diaspora burkinabè dans le pays d'accueil, en rapport avec les services de l'ambassade et, dans les cas où ils existent, les consulats généraux ;
- La programmation des rencontres avec les différents groupes retenus. Plusieurs niveaux d'insuffisances des cadres de référence ont été rencontrés ;
- Le recours à la fiche de « Questionnaire » faisait l'hypothèse que, les listes des associations de diaspora trouvées dans les services du Ministère des Affaires Etrangères reposait sur la présence, dans les ambassades et les consulats des pays d'accueil, de documents administratifs de ces mêmes associations d'où le consultant pouvait extraire les données ci-dessus précisées. Malheureusement, les réalités de terrain ont été autres :
  - Le Consulat général de l'Ambassade du Burkina Faso en Côte d'Ivoire a été la seule structure à pouvoir présenter au consultant un nombre appréciable des documents administratifs de base ci-dessus mentionnés, même pour la Côte d'Ivoire, le Consulat de Bouaké et le consulat honoraire de Soufré n'ont pas pu le faire.
  - En Italie, l'Ambassade du Burkina Faso n'a reçu de consul général qu'à une date toute récente et n'a pu fournir au consultant qu'un nombre très limité de dossiers.
  - En France, seul le Consulat général devait disposer de ces dossiers, mais l'installation relativement récente des responsables n'en avait pas permis toute l'efficacité attendue. Il convient cependant de relever une constante disponibilité de cette structure à accompagner le consultant dans l'actualisation des dossiers.
  - Enfin, des quatre pays de l'étude, le Burkina Faso est celui où les associations de diaspora étaient les moins nombreuses<sup>11</sup> et ne disposait pas de tels documents.

<sup>11</sup> Ceci explique également, pour le tableau 1, son effectif des migrants de retour individuels anormalement élevé, par rapport aux autres pays.



C'est la conjonction de tous ces facteurs qui explique l'effectif très réduit de ces fiches de « questionnaire ».

C'est dire que dans la très grande majorité des situations, le consultant se trouvait devoir demander à chaque responsable rencontré de bien vouloir lui faire accéder à ces documents ; dans les cas de non disponibilité immédiate, les promesses de les faire suivre sont souvent restées sans suite. Malgré ces multiples facteurs limitatifs, le chiffre de 94 fiches de questionnaires qui ont été soumis à l'analyse autorise à dégager des tendances crédibles au niveau de l'ensemble des quatre pays de l'étude.

### 3.4. Le traitement des données

Les données collectées pour l'étude ont été de nature à la fois quantitative et qualitative. Le traitement a été à la fois manuel et informatique. Pour cette dernière option, les logiciels qualitatifs d'analyse de données EPI-Info, N6/Nvivo et Sphinx ont été utilisés. Pour les fiches de questionnaires, les réponses à plusieurs des questions étant également sous forme littéraire, le traitement informatique a dû procéder successivement à la pré-codification, la codification, la rédaction du masque de saisie, la saisie et la tabulation.

Pour les entretiens, les transcriptions littérale, puis littéraire ont d'abord été assurées. Le repérage des nœuds et des sous-nœuds a identifié au moins 99 thèmes et sous thèmes, lesquels ont ensuite été regroupés selon la structure du format le plus complet des guides d'entretiens, à savoir celui adressé aux associations de diaspora des pays d'accueil.

Les figures et analyses ici faites de la diaspora burkinabè émanent des données de terrain enregistrées dans les seuls trois pays d'accueil que sont la Côte d'Ivoire, la France et l'Italie. Toutefois, ces trois pays restent un échantillon bien limité au regard des 60 pays de destination aujourd'hui inventoriés par le CSBE.



# 4



**Historique  
d'implantation de  
la diaspora et les  
associations de  
diaspora burkinabè  
dans les trois pays  
d'accueil de l'étude**



# Historique d'implantation de la diaspora et les associations de diaspora burkinabè dans les trois pays d'accueil de l'étude

Ce chapitre traite de deux domaines de résultats de l'étude, à savoir :

- l'historique de l'implantation de la diaspora burkinabè dans les trois pays d'accueil de l'étude ;
- les compilations de statistiques et caractéristiques socioéconomiques de la diaspora burkinabè des trois pays de l'étude.

## 4.1. L'historique d'implantation de la diaspora burkinabè dans les trois pays d'accueil

La majorité des études et des recherches sur les migrations burkinabè conviennent que la mobilité spatiale des populations burkinabè est antérieure à la période coloniale, mais que c'est la colonisation qui lui a façonné le faciès et les caractéristiques majeurs actuels de ses flux migratoires (Sawadogo, 1973/1974 et 1990 ; Coulibaly, 1978). L'historique de l'implantation de la diaspora burkinabè y est donc également lié, au moins pour deux des trois pays extérieurs de cette étude. En effet, en ce qui concerne la Côte d'Ivoire, il est connu que la Haute-Volta, constituée en colonie autonome le 1er mars 1919, fournissait déjà des contingents de main-d'œuvre à la colonie de Côte d'Ivoire (Sawadogo, 1973/1974 ; 2013)<sup>12</sup>. À sa suppression en 1932, sept villages voltaïques ont été créés dans le nord de cette colonie<sup>13</sup> pour servir de relais aux travailleurs voltaïques qui devaient désormais fournir les contingents nécessaires à l'exploitation agro-industrielle de la Côte d'Ivoire. Dans cette optique, après la suppression du travail forcé en 1947, les planteurs ivoiriens ont dû suppléer au risque d'un ravitaillement aléatoire et insuffisant de main-d'œuvre pour leurs plantations en créant, dès 1952, le Syndicat autonome interprofessionnel d'acheminement de la main-d'œuvre (SIAMO). La toute première et seule convention de main-d'œuvre fut signée le 9 mars 1960 entre la Haute-Volta et la Côte d'Ivoire, avant même les proclamations officielles de l'indépendance des deux pays (respectivement les 5 et 7 août 1960). Cette forte présence de Voltaïques/Burkinabè en Côte d'Ivoire

<sup>12</sup> Il s'agit ici d'une sommation adressée le 7 mars 1919, par le Gouverneur général de l'AOF (Afrique occidentale française) au lieutenant – gouverneur de la colonie du Haut-Sénégal-Niger, lui intimant l'ordre de livrer un contingent de plus de 400 manœuvres demandé par un planteur de la colonie de Côte d'Ivoire. Pour sa part, Tokpa (202) rapporte que dès 1918, 1200 Mossi ont été recrutés par le commandant de cercle de Kong dont 500 pour le chemin de fer, 500 pour le cala (?) des lagunes et 200 pour les wharfs.

<sup>13</sup> Selon Claude Meillassoux (1964), 5 des 7 villages de colons et de manœuvres voltaïques ont été créés par l'administration par un décret du 11 août 1933 et furent tous implantés en 1934 : 4 sont situés dans la sous-préfecture de Bouaflé, à proximité du chef-lieu (Koudougou avec 718 habitants sur la route de Yamoussoukro, Garango avec 654 habitants, route de Daloa, Koupéla avec 83 habitants, Tenkodogo avec 174 habitants sur la route de Zuénoula) ; 3 relèvent de la sous-préfecture de Zuénoula, autour du chef-lieu (Koudougou, 309 habitants, sur la route de Bouaké ; Ouagadougou, 38 habitants, sur la route de Ouagadougou et Kaya, 72 habitants, sur la route de Bouaflé).

explique également que le souci de leur organisation en association de diaspora date des années d'avant les indépendances. C'est ce que confirment les déclarations de plusieurs responsables de la diaspora burkinabè en Côte d'Ivoire, lors du séjour de terrain, en novembre 2013. Ainsi, pour un premier intervenant, c'est depuis les années 1950 que la première association a été formée avec et sous l'impulsion d'hommes politiques comme Ouezzin Coulibaly<sup>14</sup> (voir plus de détails à l'annexe 1).

Dans le cas de l'Italie, l'implantation des Voltaïques/Burkinabè ne semble pas être une implantation directement venue du pays d'origine. Effectivement, les résultats des travaux de Blion (2005 : 19) concluent dans la même orientation: la prolongation d'une trajectoire migratoire dont les premières étapes se situent en Côte d'Ivoire et/ou au Gabon. Là aussi, les versions des *Italianos*<sup>15</sup> ne démentent pas cette trajectoire migratoire, ni à Rome, ni à Milan auprès du « doyen »<sup>16</sup> (annexe 2). Cet historique précise les raisons pour lesquelles la majorité des Burkinabè arrivant en Italie transitent d'abord par la région de Naples en raison de leur statut de clandestin, avant de rejoindre la région du Nord plus industrialisée et où les droits des travailleurs sont mieux garantis. Il renseigne également sur le caractère très prononcé, en Italie, des types « échelonnés » des associations de la diaspora burkinabè : d'abord de type familial (patronymique ou clanique), puis du niveau des villages et des communes. Fort heureusement, les acteurs de ces bases ont vite décidé d'élever le niveau des regroupements de la diaspora pour le hisser au niveau régional et national. Ainsi ont pu voir le jour des titres de « Association des Burkinabè unis de Naples (ABUN) », créée le 1er février 2009, « Association beogneere de Naples (ABNN) », et surtout la « Fédération des associations des Burkinabè de l'Italie (FABI) », initialement « Union des associations des Burkinabè d'Italie (UABI) », créée depuis 2005 et qui vient de régulariser sa situation administrative en janvier 2014 par l'obtention de son récépissé de reconnaissance le 27 janvier 2014.

Au total, cet historique de l'implantation des associations de la diaspora burkinabè dans les pays d'accueil a manifestement des répercussions sur certaines des caractéristiques actuelles de la diaspora burkinabè, dont le niveau de leur dynamisme et les orientations de leurs actions. Il en est de même pour les perspectives de leur prise en compte comme facteur de développement du Burkina Faso.

Dans la même optique, savoir quel est l'état des associations par exemple de migrants de retour au pays d'origine permettrait à la diaspora et aux structures soucieuses de leur suivi, de savoir si oui ou non les structures extérieures peuvent bénéficier de répondants internes.

<sup>14</sup> Homme politique voltaïque et compagnon très lié à l'ancien président de Côte d'Ivoire, M. Félix Houphouët-Boigny, dans les premières heures de leurs activités politiques.

<sup>15</sup> Ainsi aiment se prénommer les Burkinabè qui ont séjourné en Italie. Il est vrai que l'obligation de s'intégrer au nouveau milieu de vie et de travail les contraint à rapidement s'initier à la langue italienne. Et ils y réussissent.

<sup>16</sup> Il est vrai qu'il n'est pas le seul à porter un tel titre. Une autre personne de Naples reçoit le même titre, sans que j'aie pensé utile de vouloir chercher à savoir qui des deux est l'ainé réel ou le plus anciennement arrivé en Italie.

Dans l'immédiat, la recherche documentaire auprès des structures étatiques qui en auraient constitué les superviseurs directs (Ministère de l'Administration territoriale et de la Sécurité, ministères techniques comme ceux en charge de l'agriculture, de l'élevage, de l'action sociale et de la solidarité nationale, de la promotion de la femme et du genre, des droits humains et de la promotion civique) n'a pas réussi à retrouver la moindre archive en termes de dossiers administratifs de référence (récépissé de reconnaissance, procès-verbaux d'assemblées générales constitutives, statuts, règlement intérieur). Aussi, dans une perspective de meilleure valorisation de la contribution de la diaspora au développement du Burkina Faso, conviendra-t-il d'envisager, ici, plusieurs niveaux de mesures correctives, en termes d'incitation à une plus ample formalisation des regroupements de migrants de retour, de meilleures conservations des archives et d'une meilleure disponibilité pour leur communication à qui en a besoin.

## 4.2. Les compilations de statistiques et caractéristiques socioéconomiques de la diaspora burkinabè des trois pays d'accueil de l'étude

Ces compilations ont concerné notamment :

- L'importance des flux, les causes du départ, les différentes catégories de migrants présents dans le pays d'accueil (travailleurs, réfugiés politiques, étudiants, principales destinations des migrants, niveaux et domaines de qualifications).
- Le nombre d'habitants, les indicateurs de développement du pays d'accueil, ceux du Burkina Faso, le nombre d'expatriés et les pays de destination.

### 4.2.1. Les caractéristiques socioéconomiques de la diaspora burkinabè

Les demandes d'accès aux informations disponibles sur la migration et sur les migrants burkinabè sont, dans leur ensemble, relativement modestes, sauf en Italie. Ainsi, en Côte d'Ivoire, les seules données disponibles étant restées celles du recensement de 1998, elles n'ont pas été exploitées en raison de leur vétusté.

Par contre, en Italie, les données obtenues à partir du ministère de l'Intérieur établissent les répartitions des immigrés burkinabè par sexe, sur l'ensemble des 105 communes du pays, pour la date du 31 octobre 2013<sup>17</sup>.

Les hommes adultes y représentent 47,2 %, les femmes 24,1 %, les enfants de moins de 14 ans 28,2 %, dont 13, 2 % pour les garçons et 11,6 % pour les filles.

Au dernier recensement de 2006 au Burkina Faso, l'on constate dans le taux national des émigrés de 2005, 16,9 % de femmes. Ici, leur proportion de 24,1 % explique la forte place du motif familial dans les statistiques ci-dessus présentées.

<sup>17</sup> Une annexe de deux pages et demie contenait ces données, mais a dû être supprimée, pour que le présent rapport reste dans le volume attendu par le commanditaire.

Des investigations complémentaires sur cette double dynamique (femmes et enfants), pourraient instruire des stratégies appropriées pour leur gestion (alphabétisation et formation des femmes, scolarisation des enfants). En attendant, d'autres données statistiques, dénombrant les flux d'immigrés burkinabè en Italie sur la période du 31 décembre 2007 au 31 décembre 2013 affichent le total de 61 139 Burkinabè entrés en Italie entre les deux dates, selon le rythme annuel suivant :

**Tableau 3 : Flux d'immigrés burkinabè en Italie entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2013**

Années	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
<b>Total</b>	<b>5 178</b>	<b>5 328</b>	<b>7 506</b>	<b>9 062</b>	<b>11 233</b>	<b>10 983</b>	<b>11 520</b>	<b>60 810</b>

Source : Ministère italien de l'Intérieur, janvier 2014, Mission de terrain, OIM, 2014.

A ces chiffres, il convient d'ajouter ceux du tableau suivant, qui concernent les entrées irrégulières de Burkinabè en Italie, au nombre total de 433 personnes, dont 338 n'ont pas été refoulées. On en déduit qu'entre les deux dates de référence, entre 60 810 et 61 243 Burkinabè sont entrés en Italie.

Les données des 105 communes pour l'année 2013 affichent un montant total de 16493 personnes et confirment également que leurs grands effectifs se retrouvent dans les localités du Nord. Ainsi Rome, avec 407 Burkinabè, tient le treizième rang après une majorité de localités situées pour la plupart d'entre elles dans le Nord.

Quant aux immigrés clandestins, les effectifs et les catégories internes sont les suivantes :

**Tableau 4 : Flux d'immigrés burkinabè en Italie en situation irrégulière, entre 2007 et 2013**

Situation des immigrés	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Trouvés en situation de séjour irrégulier	134	98	87	99	53	42	24
Eloignés	17	23	10	16	16	13	4
Pas rapatriés	117	75	77	83	37	29	20
Eloignés	17	23	10	16	16	13	4
Repoussés à la frontière	6	4	5	3	7	4	2
Repoussés par les Préfets de Police	-	-	-	-	-	-	-
Obtempérant à l'ordre du Préfet de Police	-	-	-	1	1	-	-
Obtempérant à l'intimation	-	-	-	4	-	1	1
Expulsés et reconduits à la frontière	9	4	3	3	2	2	-
Expulsés conformément aux dispositions de l'Autorité judiciaire	1	1	-	1	3	3	-
Réadmis dans les pays d'origine	1	14	2	4	3	3	1



Situation des immigrés	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pas rapatriés	117	75	77	83	37	29	20
Pas obtempérant à l'ordre du Préfet de Police à l'intimation	99	58	60	60	28	24	17
Pas obtempérant à l'ordre du Préfet de Police et arrêtés (parce que trouvés de nouveau sur le territoire national) (jusqu'au 23 juin)	18	17	15	23	9	5	3
Pas obtempérant à l'ordre du Préfet de Police et dénoncés avec sanctions économiques (à partir du 24 juin)	-	-	2	-	-	-	-

Source : Ministère italien de l'Intérieur, janvier 2014, Mission de terrain, OIM, 2014.

L'on constate que, sur les 433 immigrants clandestins, seulement 95 ont été refoulés et 336 ont été admis sur le territoire italien. Ces derniers travailleront « au noir » le temps qu'il faut pour régulariser leur statut, puis probablement rejoindront le Nord où les conditions de travail sont meilleures.

Pour la France, les statistiques obtenues auprès du Consulat général donnent l'effectif de Burkinabè ayant pu bénéficier de l'octroi de la carte de séjour : les effectifs et les catégories de personnes concernées sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 5 : Flux d'entrée de Burkinabè en France,  
ayant bénéficié de la carte de séjour, entre 2009 et 2012

Catégorie des candidats	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Travailleurs temporaires	1	8	6	6	-	21
Travailleurs saisonniers	-	-	-	-	-	0
Salariés en mission	-	1	-	1	-	2
Professions artistiques et culturelles	5	6	3	4	-	18
Scientifiques	-	6	4	7	-	17
Actifs non-salariés	-	2	1	-	-	3
Total	6	23	14	18	-	61
Admission exceptionnelle au séjour	28	33	26	43	39	169
Régularisation au titre du travail	-	2	6	5	7	20
Régularisation au titre de la vie privée et familiale	-	26	18	27	13	84
Admis pour des motifs exceptionnels à titre humanitaire	2	5	-	2	10	19
<b>Grand total</b>	<b>36</b>	<b>89</b>	<b>64</b>	<b>95</b>	<b>69</b>	<b>353</b>

Source : OFII-DSFD, 2013, Ambassade du Burkina Faso en France, Mission de terrain, OIM, 2014.

Une première difficulté pour commenter ce tableau vient de l'existence d'autres documents apparemment issus de la même source. Ce sont les comptes-rendus des rencontres du comité de pilotage, qui livrent les statistiques suivantes :

**Tableau 6 : Admissions à la carte de séjour, en France, selon les catégories de candidats, de 2009 à 2011**

Groupes	2009	2010	2011	Total
1. Admission au séjour pour les étudiants	249	349	1 114	1 712
2. Autorisation provisoire de séjour pour master professionnel	6	13	17	36
3. Immigration pour motif professionnel	66	80 / 84*	75	221 / 225*
Sous-total	321	442 / 446*	1 206	1 969 / 1 973*
4. Réadmission de personne en situation irrégulière	-	-	-	-
5. Non-admissions	88	59	61 / 38*	208 / 185*
Mesures d'éloignement	83	108	130	321

Note : \*Les chiffres dédoublés signifient qu'ils ont été retrouvés différents entre les deux sessions du comité de pilotage.

Sources : Comptes rendus des sessions du comité de pilotage de la convention du 10 janvier 2009 sur les flux migratoires entre la France et le Burkina Faso : Paris 19 et 20 septembre 2011, Ouagadougou 17 et 18 septembre 2012, Mission de terrain, OIM, 2014.

L'on constate que les deux tableaux ne contiennent pas les mêmes rubriques, ce qui réduit les possibilités de comparaison. Toutefois, pour deux des rubriques communes (« mesures d'éloignement » et « admissions pour motif professionnel »), il ressort que les effectifs des premières sont supérieurs à ceux des secondes. Autrement dit, l'accord aurait alors surtout permis à la France de recevoir moins de Burkinabè sur son sol que d'utiliser le territoire du Burkina Faso pour reconduire des citoyens d'autres pays qu'elle ne tolère plus sur son propre sol.

Abordons également les motifs de départ du pays d'origine qui ont été repérés dans les deux séries de statistiques des immigrés burkinabè en Italie et en France.

Dans le premier pays, ces motifs ont été identifiés pour les 60 810 immigrés burkinabè réguliers, sur les flux des 7 années soit 2007 à 2013.

Sur les trente motifs entre lesquels se répartissent les 60 810 immigrés burkinabè, essentiellement sept d'entre eux tranchent nettement sur les autres : la recherche du travail salarié pour la moitié des candidats, suivie de près par les raisons familiales (23 036 immigrés), puis de très loin, par les raisons religieuses (895), la protection subsidiaire (631), les raisons humanitaires (865), le travail autonome (800) et l'asile (757)<sup>18</sup>. Par ailleurs, l'Italie semble plus tolérante en matière de séjour sur son territoire,

<sup>18</sup> Le volume requis pour le présent document m'a fait supprimer le tableau comportant les détails des 30 motifs de migration des Burkinabè en Italie.

à l'égard d'une situation d'irrégularité au départ, qui l'est également dans le domaine du regroupement familial.

Le détail de ces données se retrouve dans le tableau de l'annexe 4.

Quelle est la situation en France ?

Pour ce pays, une récente action concertée des 8 délégués du Conseil Supérieur des Burkinabè vivant à l'Etranger a réussi une évaluation approximative des Burkinabè résidant actuellement en France. Elle couvre les 6 grandes régions du pays. Bien qu'elle demeure toute relative, sa révélation importante est que le chiffre total de Burkinabè résidant actuellement en France, de 6 682 personnes, est au-delà des chiffres du recensement de 2006 du Burkina Faso. Par ailleurs, dans le cadre du suivi de l'accord-cadre ci-dessus rappelé, les chiffres des entrées de Burkinabè en France de 2009 à 2013 demeurent relativement, toutes catégories confondues, modestes, comme l'indique le tableau 9. Y sont contenus également les motifs de ces entrées. Ici, contrairement au cas italien, les effectifs les plus élevés de motifs concernent, de manière décroissante, les étudiants, le regroupement familial, le motif économique et les visiteurs.

Tableau 7 : Motifs d'admission de Burkinabè en France  
à travers les titres de séjour, entre 2009 et 2013

Motif d'admission	2009	2010	2011	2012	2013 (janvier à octobre)*	Total
Economiques	66	65	99	89	64	383
Familial	211	237	243	230	199	1 120
Asile	5	4	8	7	9	33
Etudiants	251	350	315	246	141	1 303
Visiteurs	51	59	68	55	39	272
Divers	5	6	8	10	19	48
<b>Total</b>	<b>589</b>	<b>721</b>	<b>741</b>	<b>637</b>	<b>471</b>	<b>3 159</b>

Source : Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII-DSFD), 2013, Ambassade du Burkina Faso en France, Mission de terrain, OIM, 2014.

Sous ce dernier thème, la comparaison entre les deux pays des rangs des différents motifs laisse penser que si le candidat burkinabè quitte le pays d'origine pour un motif économique, son orientation sera d'abord celle de l'Italie. Probablement que le niveau de rémunération des travailleurs étrangers traités à égalité avec les travailleurs nationaux, lesquels perçoivent de ce fait un salaire plus élevé que dans les autres pays d'accueil, exerce un attrait non négligeable. Par ailleurs, les conditions sociales de vie, notamment l'obligation de la scolarisation des enfants, avec un contrôle de son effectivité exercé par les autorités municipales, rassurent également mieux les communautés étrangères.

Au demeurant, voici les avis exprimés par les membres de la diaspora burkinabè des trois pays d'accueil, sur les causes de départ :

Tableau 8 : Causes de départ et de retour des migrants burkinabè

Raisons de départ	Nombre	Raisons de retour	Nombre
Recherche de vie meilleure	14	Crise sociopolitique	12
Manque et quête d'emploi	8	Dépouillement et racisme	5
La pauvreté	5	Rapatriement	4
Vouloir investir au pays	3	Maltraitance	3
Mariage	1	Poursuite des études	3
Découverte	1	Vieillesse et nostalgie	2
		Maladies	1
<b>Total</b>	<b>31</b>	<b>Total</b>	<b>30</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

L'on peut relever dans les causes de départ du pays d'origine, les effets conjugués de la recherche d'une vie meilleure, le manque d'emploi et la pauvreté qui cumulent à eux trois 27 des 32 réponses. Ces facteurs représentent la tendance forte de ces départs, ce que les tableaux de l'Italie et de la France confirment. La crise politique mise en exergue dans les causes de départ indique que les répondants sont surtout des Burkinabè de Côte d'Ivoire, de même que semblent le faire les motifs de rapatriement, de dépouillement, de maltraitance et de racisme (mais ce dernier est plus souvent évoqué dans le cas de la France).

#### 4.2.2. Cas particulier du contexte démographique et socioéconomique burkinabè actuel de l'émigration

Le précédent tableau vient de livrer les motifs de départ et de retour au pays, du point de vue des Burkinabè déjà en situation d'émigrés dans les trois pays d'accueil que sont la Côte d'Ivoire, l'Italie et la France. Le souci dans le présent paragraphe est de montrer l'incidence que le contexte national peut avoir, dans ses dominantes démographiques et socioéconomiques, sur ces mêmes motifs d'émigration. L'essentiel de ces données vient de faire l'objet d'une actualisation récente et crédible<sup>19</sup>. Certaines d'entre elles, extraites de cette source, sont juste ici rappelées :

- Pays d'une superficie de 272 967 km<sup>2</sup>, la population totale du Burkina Faso était, en 2013 et 2014, respectivement de 17 322,8 et 17 880,3 millions d'habitants, dont, respectivement 51,75 % d'hommes et 51,7 % de femmes, 73,83 % et 73,18 % de ruraux. Les jeunes de moins de 20 ans constituent en 2006 57,2 % de la population totale.

<sup>19</sup> Organisation internationale pour les migrations (OIM), Bureau de Ouagadougou : *Profil migratoire du Burkina Faso*, 2014.

- Les indicateurs de développement : les statistiques disponibles indiquent une espérance de vie de 56 ans en 2014 (contre 58 ans en 2010), un taux d'alphabétisation des adultes de 31,7 (contre 30 % en 2010), un taux brut d'alphabétisation combinée de 74,8 % en 2010 et 77,6 % en 2011, un PIB par habitant de 602 dollars E.-U. en 2014 (contre 593, 650 et 634 dollars E.-U. en 2010, 2011 et 2012), un IDH de 0,385 en 2014 (contre 0,329 et 0,343 en 2010 et 2012).
- L'investissement étranger direct se chiffre à 38,8, 42,3 et 40,1 millions de dollars E.-U. en 2010, 2011 et 2012 ; l'aide publique au développement, à 1 062,3 et 995,7 millions de dollars E.-U. en 2010 et 2011.

Au total, la forte dominance du monde rural, les faibles performances de l'accès aux services sociaux, les disparités climatiques et l'inégale répartition des potentialités agricoles entre les régions du pays, la proportion importante des jeunes ne disposant pas de possibilités conséquentes d'emploi, les écarts de développement économique entre le Burkina Faso<sup>20</sup> et le reste du monde sont les principaux déterminants des migrations burkinabè.

- L'émigration est une forte donnée de la démographie burkinabè. En effet, bien que pratiquée par la population du pays avant la pénétration coloniale, c'est cette dernière qui amplifia et donna à la turbulence migratoire burkinabè son ampleur et l'essentiel de ses caractéristiques sociodémographiques actuelles : elle affecte surtout les hommes, les jeunes, les célibataires<sup>21</sup> et des personnes en grande majorité analphabètes et peu qualifiées, du fait d'une part du faible taux de scolarisation de la population jusqu'aux années 1983 (taux de 5 % en 1960 et de 16 % en 1983) et, d'autre part, du fait que c'est surtout le milieu rural qui en fournit les contingents les plus élevés. Ces facteurs socioéconomiques actuels se joignent donc à la forte incidence de l'histoire de l'émigration burkinabè (revoir le paragraphe 4.2) pour la voir se poursuivre avec des flux importants (solde toujours négatif au profit des pays destinataires et uniquement positif pour la période de 2002 à 2006).
- Suscitées par les situations de crise économique puis sociale (Tabou) et politique (2002) dans le principal pays de destination qu'est la Côte d'Ivoire, la migration de retour et l'immigration de non-nationaux burkinabè au Burkina ont pris une certaine importance depuis la fin des années 1990 (689 055 Burkinabè ont fait le retour au pays de leurs parents : Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) 2006, thème 8, octobre 2009, tableau 4.20 : 87).

<sup>20</sup> Le Burkina Faso est l'un des pays les plus pauvres du monde, au regard de son IDH.

<sup>21</sup> C'est à la fonction assignée à la colonie de Haute-Volta de « réservoir abondant de main-d'œuvre » que répondent ces spécifications d'hommes forts et de célibataires des fonctions diverses de main-d'œuvre et de deuxième portion militaire : voir Morabito (2002) et Sawadogo (2013b).

- Toutefois le nombre de Burkinabè résidant toujours à l'étranger atteint, selon les statistiques disponibles auprès du Secrétariat permanent du Conseil Supérieur des Burkinabè vivant à l'Etranger (SP/CSBE), au mois de mai 2014, le chiffre de 10 517 156 à 11 076 643 personnes.
- En 2012 la Commission des Nations Unies pour les réfugiés a dénombré 1456 Burkinabè qui sont réfugiés dans divers pays à travers le monde dont 37,6 % aux USA, 25,5 % en Italie et 135 % en Allemagne.
- Enfin, précision qu'au plan politique et institutionnel, une stratégie nationale sur les migrations est en instance d'adoption. Sa vision des migrations est qu'« à l'horizon 2025, le Burkina Faso assure la protection et la garantie effectives des droits des migrants pour une contribution optimale à la réduction de la pauvreté, à la consolidation de la paix et de la cohésion sociale, à la promotion de l'intégration régionale et sous-régionale et de la coopération internationale ».

Sur les cinq axes stratégiques définis, deux concernent particulièrement la diaspora, à savoir, l'optimisation de l'impact positif des migrations internationales dans la réduction de la pauvreté (axe stratégique 3) et la consolidation des bases institutionnelles d'une gestion concertée de la migration (axe stratégique 5). Plus spécifiquement, trois des quatre objectifs spécifiques de l'axe 3 énoncent :

- Promouvoir les mécanismes de transferts des savoir-faire et des compétences de la diaspora burkinabè ;
- Encourager les transferts de fonds des Burkinabè de l'étranger dans un cadre sécurisé vers des créneaux porteurs pour l'économie nationale et locale ;
- Encourager l'investissement des capitaux étrangers dans les divers secteurs de production.

Considérons à présent le cadre et le niveau organisationnel de la diaspora burkinabè dans les quatre pays de l'étude.

# 5



## **La diaspora burkinabè dans les trois pays de l'étude : cadre organisationnel**





# La diaspora burkinabè dans les trois pays de l'étude : cadre organisationnel

Les présentations de ce chapitre prennent en compte les données issues des fiches du questionnaire et celles des entretiens. Elles concernent :

- la création des associations : dates, envergure, dénomination, sens de l'organisation ;
- les raisons de création des associations, les principaux objectifs et leurs domaines d'activités ;
- les lieux d'enregistrement et les zones d'implantation ;
- le croisement des associations entre les pays d'implantation et leurs objectifs.

## 5.1. La création des associations : dates, envergure, dénomination, sens de l'organisation

Lors des séjours de terrain, certaines des listes reçues du ministère en charge des Affaires étrangères sur les associations de la diaspora burkinabè résidant dans les trois pays d'accueil, se sont révélées incomplètes. Le réajustement opéré sur ces chiffres reçus a permis de se faire une idée plus actuelle de l'effectif des associations de diaspora burkinabè dans les trois pays, ainsi que l'indique le tableau suivant :

Tableau 9 : Etat du nombre d'associations de diaspora dans les trois pays extérieurs de l'étude

Pays et régions		Délégués CSBE	Nombre d'associations de diaspora		Observations
			Effectif officiel	Effectif ajusté	
Côte d'Ivoire	Abidjan	9	108	-	Pour le Consulat général du Burkina Faso, la Côte d'Ivoire est divisée en trois circonscriptions juridictionnelles
	Bouaké	7	52	-	
	Soubré	0	31	-	
Italie		3	49	58	
France		8	47	63	
<b>Total</b>		<b>27</b>	<b>287</b>	<b>312*</b>	

Note : \*Ce total prend en compte les chiffres inchangés de la colonne précédente.

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

De l'avis de plusieurs responsables des associations de la diaspora, les chiffres ici affichés, même réajustés par le séjour de terrain du consultant, demeurent en deçà de la réalité beaucoup plus importante.

Comme vont le montrer la série de tableaux et leurs représentations graphiques, la majorité des associations sont de création relativement récente, soit plus de la moitié des associations (61,7 % à partir de 2006 et plus d'un tiers sont nées après 2010). Cependant, un nombre important de ces associations sont bien plus anciennes, comme l'ont mentionné, lors des entretiens sur leur historique, plusieurs témoins de leur formation.

Trois observations méritent ici d'être mentionnées : le fait que d'une part, cette mention de la date de création des associations n'a pas reçu de réponse dans 20 % des 94 fiches de questionnaires exploitées et, d'autre part, les services diplomatiques et consulaires, y compris les services administratifs et communaux du pays d'origine accusent d'importantes lacunes dans la conservation de ces archives administratives de la diaspora burkinabè, enfin le fait que dans le pays d'origine s'ajoutent des difficultés d'accès aux archives existantes.

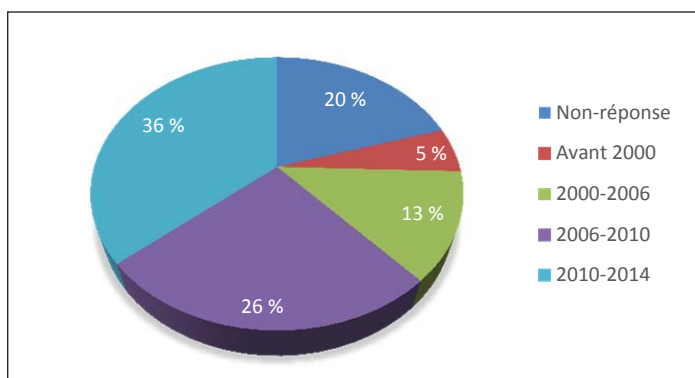
De fortes recommandations seront formulées en fin de rapport à ce sujet.

Tableau 10 : Périodes de création des associations de la diaspora burkinabè

Année	Nombre	Fréquence %
Non-réponse	19	20
Avant 2000	5	5
2000-2006	12	13
2006-2010	24	26
2010-2014	34	36
<b>Total</b>	<b>94</b>	<b>100</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Graphique 2 : Périodes de création des associations de la diaspora burkinabè



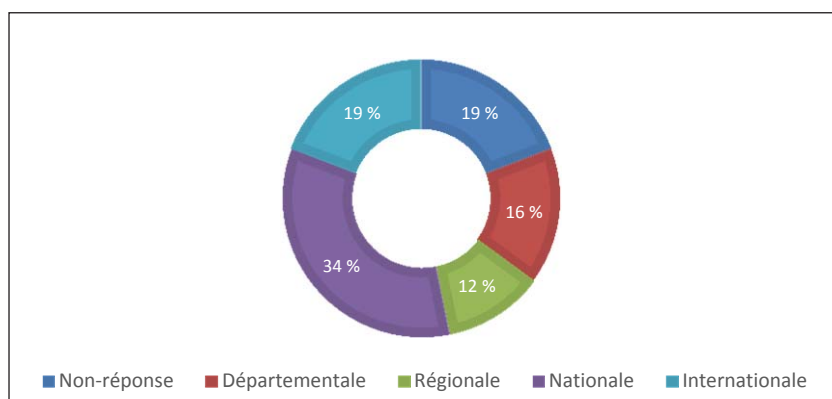
Du point de vue de leur envergure, les associations de diaspora burkinabè sont, aujourd'hui, en majorité d'envergure nationale (tableau 11 et graphique 3). Il n'en a pas été toujours ainsi, surtout dans les débuts de leur arrivée en Italie. Aujourd'hui encore, elles sont près de la moitié à se situer entre le niveau régional, provincial et villageois.

Tableau 11 : Niveau d'envergure des associations de la diaspora burkinabè

Niveau d'envergure	Nombre d'associations	Pourcentage
Non-réponse	18	19
Départementale	15	16
Régionale	11	12
Nationale	32	34
Internationale	18	19
<b>Total</b>	<b>94</b>	<b>100</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Graphique 3 : Répartition des associations selon leur envergure



Ici aussi, le score important des non-réponses interpelle. Selon ce que le terrain permet d'observer, une grande partie des associations de diaspora burkinabè sont à base familiale, de clan patronymique, de village d'origine, de région d'origine, du pays de résidence ou encore du pays d'accueil.

L'on comprend facilement que c'est donc d'abord à ces bas niveaux que les associations ont pris naissance, que c'est là où se manifestent le plus intensément les actes de solidarité et de soutiens mutuels entre les membres concernés. Mieux, il n'est pas exclu qu'une association née au niveau local, en Italie par exemple, ait une conscience nationale dans son approche pour le Burkina Faso<sup>22</sup>.

<sup>22</sup> Une belle illustration en est donnée par l'Association des Burkinabè de Reggio-Emilia Romagna (ABREER), dirigée par des Bissa. Elle a, d'une part, réussi une magnifique intégration avec son milieu d'accueil en initiant une coopérative agricole qui a obtenu de la commune des parcelles de cultures maraîchères, une ferme de transformation et de vente de ses productions bio, une innovation de technologie agricole prometteuse (produire un riche engrais à partir de la bouse de vache enfermée dans une corne de bœuf) ; d'autre part, elle vient de signer avec la commune, le 25 janvier 2014, une convention qui ambitionne de créer un laboratoire de développement de l'horticulture et de la maraîchéculture au Burkina Faso, probablement d'abord dans la zone du Passoré.

C'est à l'instar de ces bons exemples qu'il demeure souhaitable qu'une dynamique de sensibilisation et d'information soit instaurée dans ce sens, de manière que les membres de toutes les associations de diaspora burkinabè se hissent à des niveaux plus élevés, où les problèmes de développement de région ou de pays peuvent être plus facilement évoqués et débattus, les énergies et les synergies se fédérer, pour plus d'efficacité dans les actions.

Quant aux dénominations et à leurs sens, la gamme est très variée, les sens contextuels et philosophiques également. En voici quelques illustrations :

- « sig-noghin » : nous sommes bien arrivés sur une terre prometteuse ;
- « lafi-la-bumbu » : la santé (est) la base de tout ;
- « Beog-néré » ; préparons-nous à de beaux jours, à des lendemains meilleurs ;
- « teeg-taaba » : cultivons la solidarité, unissons-nous ;
- « union fraternelle du Yatenga » ;
- « union des hommes intègres du Burkina » ;
- « Association dagaratietia » (association de soutien entre Dagara), ;
- « amicale des super-leaders de l'abattoir » ;
- « woom-waodo » : hier a été dur, mais nous nous en sommes bien sortis ;
- « Association song-taaba » : Association de solidarité ;
- « Union de la jeunesse montante » ;
- « Association sugri-nooma » : association pour le pardon mutuel ;
- etc.

## 5.2. Les raisons de création des associations, les objectifs et les domaines d'activités

Les raisons de création des associations de diaspora sont multiples et découlent souvent d'une situation de désarroi devant laquelle les personnes concernées se sentent impuissantes tant qu'elles restent isolées. Les porte-paroles des premiers immigrés ont, en illustration de ces situations difficiles, décrit le désarroi de ceux-ci lorsqu'ils se sont retrouvés à l'étranger sans connaître personne dans le pays d'accueil, alors qu'ils sont obligés de trouver une solution à leurs difficultés.

Des situations similaires peuvent être celles de dénuement individuel ou familial ou de groupe social de jeunes, de personnes en chômage, de personnes âgées sans soutien, etc. Ainsi, pour le cas des jeunes en situation difficile, un initiateur d'association s'exprime ainsi : « *Tout est parti d'abord d'un constat parce que nous-mêmes en tant que jeunes, premièrement, on a vu qu'il y avait un problème de chômage. Les jeunes, chacun a ses idées ; si on se retrouvait ensemble, on discutait, on se donnait la main, on rassemblait ces idées-là pour créer une association. Que l'association accepte de venir en aide aux enfants en difficulté ou bien lutter contre le chômage en créant des centres de formation*

*ou apporter un appui quelconque à ces enfants en difficultés. Donc, pourquoi ne pas créer une association pour faire face à toutes ces situations et créer par exemple un centre. Une fois le centre créé, rassembler ces enfants, les former et ceux qui ont abandonné l'école par exemple à leur retour, pouvoir les insérer à travers la formation professionnelle. C'était l'idée comme ça qui nous a amenés à créer l'association » (Bobo, 18 décembre 2013, S.O., 25 ans).*

Naturellement, la mise en place des associations de diaspora soucieuses de convier les compatriotes à une contribution au développement du pays a relevé le niveau de prise de conscience que la construction nationale est et doit être perçue comme le souci de tous les citoyens et, surtout, de la part de ceux qui ont réussi leur aventure migratoire, c'est-à-dire ceux qui ont pu accéder à un niveau de revenu ou de capacités d'intervention, C'est bien ce qui transparaît dans les propos du « Doyen » de Milan. Celui-ci a, en effet, invité les compatriotes à dépasser le seul niveau patronymique ou familial ou villageois, pour se hisser à celui du pays tout entier.

Quant aux objectifs des associations, ils sont certainement très variés. Toutefois, les résultats des entretiens permettent de les résumer dans le tableau ci-après :

**Tableau 12 : Principaux objectifs des associations de la diaspora burkinabè**

Items	Nombre de repondants	Pourcentage
Non-réponse	8	5
Entraide et solidarité entre Burkinabè	57	37
Développement socioéconomique du Burkina Faso	25	16
Défense des droits et intérêts de la communauté burkinabè	38	25
Promotion de la culture burkinabè	11	7
Amélioration des conditions de la femme	15	10
Défense des intérêts des rapatriés	1	1
<b>Total</b>	<b>155</b>	<b>100</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Ce tableau dégage trois grands objectifs partagés par la majorité des associations de la diaspora burkinabè, auxquels s'ajoute un quatrième plus modeste, à savoir :

- l'entraide et la solidarité entre Burkinabè, pour un tiers des personnes rencontrées ;
- la défense des droits et des intérêts de la communauté burkinabè, pour 24,6 % ;
- le développement socioéconomique du Burkina Faso, pour 16,2 % ;
- l'amélioration des conditions de la femme, pour 9,7 %.

Selon ces résultats, il est heureux de constater que la diaspora burkinabè vivant hors du pays, donc soustraite aux marques spontanées de la solidarité et de l'entraide dans la chaleur des relations humaines au sein des milieux familiaux, a pu en reconstituer

l'armature. Dans le même sens, savoir assurer la défense des proches, fait partie également des sursauts de conservation collective et les membres de la diaspora burkinabè en sont conscients. Enfin, la question de l'amélioration des conditions de vie de la femme inscrite dans les objectifs des associations de la diaspora burkinabè atténuera les effets d'une marginalisation et d'une reconnaissance insuffisante de ses droits.

Quelques propos illustratifs des acteurs :

- N.S., Responsable d'une association de corps de métier, Abidjan, décembre 2013 : *« En gros l'objectif de l'association c'était de recevoir nos frères qui sont là-bas puisque nous sommes déjà arrivés et on a vu que nous avons été intégrés difficilement malgré que nous avons de petits moyens. Quand ceux qui n'ont pas les moyens vont venir, comment vont-ils se débrouiller ? Donc il faut créer cette association pour pouvoir les recevoir, leur donner de quoi faire et après ils s'installent à leur propre compte ou ils continuent à travailler avec d'autres personnes qui peuvent mieux les payer que nous ».*
- O.A. responsable d'association France, 2014 : *« Puisque, quand je suis arrivé ici depuis, j'ai fait un an et on évoquait le problème de pluies insuffisantes dans nos villages. Quand je suis reparti dans le mien, c'était terrible : tous les puits manquaient d'eau. Quand je suis revenu ici, j'ai décidé de faire des forages. Ça coûtait cher. Et j'ai demandé à un organisme (eau vive), il m'a aidé, moi j'ai payé un quart du coût pour la première réalisation de forage dans mon village. C'est ce qui nous a motivés de donner ce nom Yatenga à l'association ».*
- B.H., responsable d'association ; Naples, janvier 2014 : *« L'association a pour objectif principal de rassembler les frères Burkinabè de Naples et de sa région de campagne. L'objectif principal c'est de trouver un centre de regroupement de tous les frères Burkinabè pour pouvoir résoudre qu'en tant que Burkinabè immigrés en Italie nous rencontrons. C'est aussi pour venir en aide à ceux des nôtres qui se retrouvent dans des situations difficiles comme le cas de maladie ou de décès et qu'il faut rapatrier le corps au Burkina. Dans les cas de ce genre, on ne peut pas attendre que le problème se pose, commencer à faire le tour pour demander les cotisations aux frères ».*

D.O., responsable d'une association féminine, Italie, janvier 2014 : *« Parce qu'on a une vision plus large de ce que j'ai dit. Vous allez voir dans le statut, c'est dégager les besoins, développer des projets sociaux, développer d'autres actions liées à la promotion de la femme, développer et renforcer les services à la personne, d'avoir un lobbying de négociation pour le Burkina, et puis parrainer des projets de développement, améliorer aussi les conditions de vie des populations défavorisées. Donc c'est tout ça qu'on a regroupé sous le nom d'assistance globale' »<sup>23</sup>.*

<sup>23</sup> Ici, comme dans la suite du document, les citations de verbatim, propos directs des acteurs de terrain, sont juste sélectives et limitées : sinon, chacune des onze catégories d'acteurs, de chacun des quatre pays, aurait pu apparaître ici. Seuls ont été retenus quelques cas illustratifs pour les quatre pays de l'étude.

A présent, synthétisons les domaines d'activités des associations de la diaspora burkinabè dans le tableau suivant.

Tableau 13 : Domaines d'intervention des actions de la diaspora burkinabè

Domaine	Nombre de répondants	Pourcentage
Non-réponse	10	6
Promotion sociale	71	42
Droit et justice	44	26
Formation et culture	13	8
Economie	25	15
Agriculture	7	4
<b>Total</b>	<b>170</b>	<b>100</b>

Source : Mission OIM de terrain, 2014.

Les domaines les plus couverts par les objectifs des associations de la diaspora burkinabè sont, respectivement :

- la promotion sociale, pour 41,8 % ;
- le droit et la justice, pour 25,9 % ;
- l'économie pour 14,7 % ; et
- la formation et la culture, pour 7,6 %.

### 5.3. Etat de reconnaissance et d'enregistrement des associations de la diaspora burkinabè, leurs zones d'implantation et leur envergure

De manière générale, la reconnaissance d'une association de diaspora se fait d'abord dans les communes de résidence des personnes qui en font la déclaration, selon les lois et règlements administratifs en vigueur dans le pays. Durant les séjours dans les différents pays d'accueil, aucune difficulté administrative d'obstruction éventuelle à la délivrance de tels documents n'a été portée à la connaissance du consultant, dès lors que la procédure est suivie<sup>24</sup>. C'est après cette formalité auprès des services communaux et/ou nationaux du pays d'accueil que les personnes concernées doivent en faire l'enregistrement auprès des services diplomatiques et consulaires du Burkina Faso, présents dans les trois pays extérieurs de la présente étude.

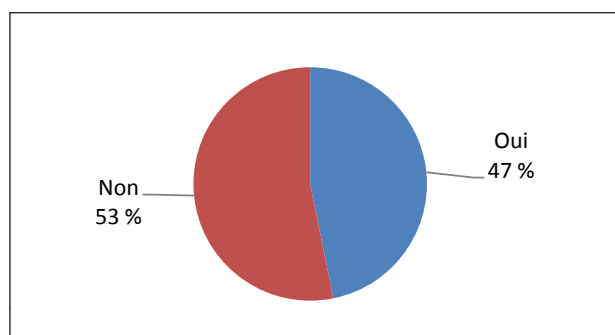
<sup>24</sup> Signalons simplement qu'en Italie, les actes administratifs étant naturellement rédigés dans la langue officielle du pays (l'italien), tous les immigrés doivent s'y conformer.

Tableau 14 : Etat de reconnaissance des associations (possession et réception)

Reconnaissance	Nombre	Pourcentage
Oui	44	47
Non	50	53
<b>Total</b>	<b>94</b>	<b>100</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Graphique 4 : Reconnaissance des associations (Possession de réception)



Ce tableau et ce graphique font constater que la majorité des associations de la diaspora burkinabè n'ont pas pu donner les références y relatives. Si cette absence de mention correspond à leur situation réelle, elle signifie que cette majorité d'associations de la diaspora burkinabè ne dispose pas de cette reconnaissance, donc est dans une absence d'existence légale. Seulement 47 % des associations dont les fiches ont été réunies ont cette existence légale, ce qui est faible.

Les propos des responsables des associations de diaspora, enregistrés lors des entretiens, incriminent plusieurs facteurs explicatifs de ces situations :

- soit, de la part des responsables d'associations, une négligence, une insouciance de l'importance d'avoir une existence légale, ou une ignorance du lieu de délivrance (cas surtout en Côte d'Ivoire) ;
- soit les coûts d'obtention de ces enregistrements : temps de déplacements et moyens financiers à y investir, surtout si les distances à parcourir sont importantes (cas surtout en Italie) ;
- soit un manque d'organisation au niveau des membres du bureau de l'association (situation observable partout).

Dans tous les cas, le grand risque est que l'une ou l'autre de ces associations se retrouve un jour dans une situation difficile d'absence de reconnaissance officielle, avec toutes les conséquences administratives éventuelles (refus d'accorder une audience sollicitée ou une autorisation d'activité, refus de recevoir une requête de demande de crédit ou de toute autre forme de soutien, refus d'accéder au bénéfice d'une opportunité, etc.).



Rappelons à cet effet qu'au Burkina Faso, c'est la loi n° 064-2015/CNT du 20 octobre 2015 2 qui est la référence utile.

Dans l'hypothèse où c'est l'ignorance des procédures et la non-identification des institutions compétentes qui en sont la cause, les services diplomatiques et consulaires doivent prendre les initiatives d'information et de formation nécessaires.

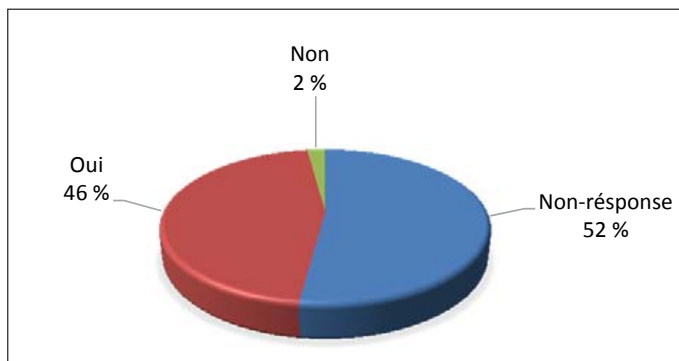
Le tableau 16 ci-après a consigné l'état d'enregistrement des associations de la diaspora burkinabè dans les services diplomatiques et consulaires.

Tableau 15 : Etat d'enregistrement des associations de la diaspora burkinabè

Reconnaissance	Nombre	Pourcentage
Non-réponse	49	52
Oui	43	46
Non	2	2
<b>Total</b>	<b>94</b>	<b>100</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Graphique 5 : Etat d'enregistrement des associations de la diaspora burkinabè



Le tableau révèle que, pour plus de la moitié de nos 94 fiches de questionnaires (52,1 %), les documents administratifs reçus n'ont pas permis de répondre positivement à cette mention du questionnaire<sup>25</sup>. Ici, plusieurs questions se posent :

- Est-ce à dire que les associations de diaspora burkinabè, même quand elles ont déjà obtenu la reconnaissance officielle des autorités du pays d'accueil, négligent d'en faire la déclaration auprès de la représentation officielle de leur pays ? Et ne s'y rendent qu'en cas de problème ?

<sup>25</sup> Généralement, en effet, lorsque l'ambassade ou le consulat général reçoit la déclaration de constitution d'une association déjà reconnue ou pas encore, il lui est délivré un accusé de réception. Si la reconnaissance officielle n'est pas encore faite, conseil est donné aux responsables d'en initier les procédures.

- Ou encore ces services diplomatiques et consulaires n'accompagnent pas suffisamment leurs compatriotes en termes de conseils et d'invites non seulement à s'organiser en association, mais également à en faire les déclarations selon les procédures du pays d'accueil et à en déposer une copie à leur niveau ?

Se posent ici une préoccupation importante du suivi des associations de la diaspora burkinabè et celui de la conservation des archives, dont les responsables doivent pouvoir donner des informations crédibles. En attendant, les propos des membres de la diaspora accusent un certain nombre de problèmes qui requièrent une solution (ancienneté des listes des associations, insuffisance de personnel, etc.). Quant aux zones d'implantation, il s'agissait d'enregistrer le milieu de résidence, rural ou urbain.

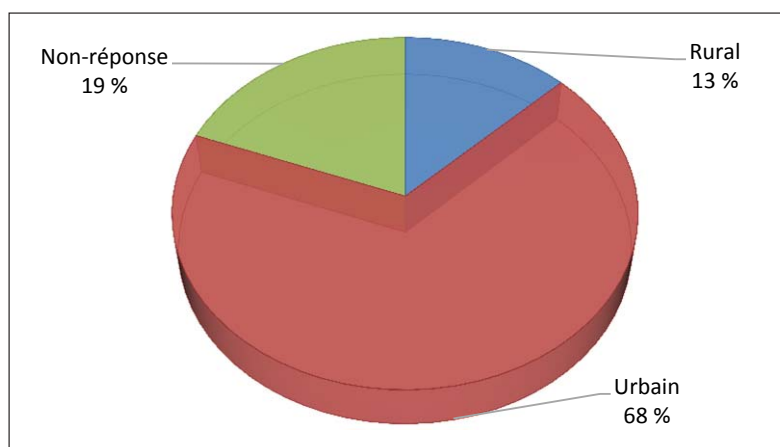
Les réponses enregistrées figurent dans le tableau 16 ci-après :

**Tableau 16 : Répartition des associations selon le milieu d'implantation**

Reconnaissance	Nombre	Pourcentage
Rural	12	13
Urbain	64	68
Non-réponse	18	19
<b>Total</b>	<b>94</b>	<b>100</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

**Graphique 6 : Répartition des associations selon le milieu d'implantation**



Le lieu de résidence dominant est le milieu urbain (68 % des 94 fiches de questionnaires). Par rapport aux observations précédentes, ici, un cinquième des fiches, donc des associations concernées, n'avait pas de précision sur la question. Ceci rejoint directement le constat déjà fait (tableau 15) que près de 47 % seulement des 94 associations dont le consultant a pu disposer des documents administratifs ont une reconnaissance officielle

(récépissé au Burkina Faso et en France, acte constitutif en traduction du document italien y correspondant) et corrobore la validité des hypothèses préalablement formulées. Des investigations ultérieures devraient permettre de savoir quel est le poids relatif de chacune d'elles.

## 5.4. Le croisement des associations entre les pays d'implantation et les objectifs

Ce paragraphe situe les quatre pays de l'étude au regard de ce qui pourrait constituer le label opérationnel et pragmatique pour mieux repérer les types dominants d'associations existant dans chaque pays. Ce label est ici retenu au regard à la fois des objectifs et des domaines d'actions des associations de diaspora.

La situation est la suivante par rapport aux objectifs déclarés.

Tableau 17 : Les croisements entre les pays d'implantation des associations et leurs objectifs

Principaux objectifs / Pays d'implantation	Non-réponse	Entraide et solidarité entre Burkinabè	Développement socioéconomique du Burkina Faso	Défense des droits et intérêts de la communauté burkinabè	Promotion de la culture burkinabè	Amélioration des conditions de la femme	Défense des intérêts des rapatriés	Total	
								Nb	%
Non-réponse	0	0	1	1	0	1	0	3	2
Burkina Faso	1	6	10	3	0	3	1	24	15
Côte d'Ivoire	2	31	9	17	8	10	0	77	50
Italie	3	12	1	11	1	1	0	29	19
France	2	8	4	6	2	0	0	22	14
Total nombre	8	57	25	38	11	15	1	155	100
<b>Total %</b>	<b>5 %</b>	<b>37 %</b>	<b>16 %</b>	<b>25 %</b>	<b>7 %</b>	<b>10 %</b>	<b>1 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Les actions d'entraide et de solidarité, la défense des droits et des intérêts de la communauté burkinabè ainsi que le souci de contribuer au développement du pays d'origine sont les valeurs les mieux partagées par la diaspora burkinabè. La première vient en tête avec plus de 36 % de fréquence, suivie de la seconde avec 24 % et de la troisième avec 16 %. Pour cette première valeur, elle prévaut surtout en Côte d'Ivoire avec 31 %, bien moins en Italie et encore moins en France. L'individualisme ambiant de l'environnement européen aurait-il également envahi les Burkinabè de l'extérieur, vivant en France et en Italie ? Au niveau des scores des pays, c'est encore la Côte d'Ivoire qui

affiche les scores les plus élevés (près de 50 %), suivie à distance par l'Italie (18,7 %), le Burkina Faso (15,4 %) et la France (14,4 %). Le paradoxe que représente le rang du pays d'origine viendrait-il de la pauvreté endémique ou d'une évolution régressive de la valeur de référence ? Ou des deux à la fois ? Dans tous les cas, le constat étant fait, nous y reviendrons dans les recommandations.

Au regard des domaines d'intervention, les pays se positionnent comme suit :

Tableau 18 : Les croisements entre les pays et les domaines d'intervention

Pays d'accueil / Domaine d'intervention	Non- réponse	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Italie	France	Total	
Non-réponse	-	1	5	2	2	10	6 %
Promotion sociale	1	10	37	13	10	71	42 %
Droits et justice	1	4	23	11	5	44	26 %
Culture	0	1	9	2	1	13	8 %
Economie	1	4	9	8	3	25	15 %
Agriculture	0	5	1	1	0	7	4 %
Total Nombre	3	25	84	37	21	170	100 %
<b>Total %</b>	<b>2 %</b>	<b>15 %</b>	<b>49 %</b>	<b>22 %</b>	<b>12 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Sur le plan des domaines d'intervention, les associations de la diaspora burkinabè sont très actives surtout pour la promotion sociale, à près de 42 %. Les autres domaines retiennent leur attention dans l'ordre décroissant suivant : moins de 30 % pour les droits et la justice, de 15 % pour l'économie, de 8 % pour la formation et la culture et de 5 % pour l'agriculture.

Au niveau des pays, c'est la Côte d'Ivoire qui tient l'étendard à près de 50 % des réponses, suivie par l'Italie à près de 22 %, le Burkina Faso vient en troisième position avec moins de 15 % des scores, la France restant autour de 12 %. Assurément, la Côte d'Ivoire est le pays d'accueil qui se révèle être le porte-étendard des valeurs de référence de la diaspora burkinabè sous le double label de potentiel de ces valeurs et de base pragmatique de capacités d'effets induits par ces valeurs.

Quels sont, dans la diaspora burkinabè, les acteurs de ce potentiel porté par les associations ?

# 6



## **Les associations de diaspora et leurs composantes internes**



## Les associations de diaspora et leurs composantes internes

Le présent chapitre, prenant en compte le fait qu'au moins deux tiers des 312 associations de diaspora présentes dans les quatre pays de l'étude (revoir le tableau 2) sont dirigés par les adultes hommes, traite ici spécifiquement de trois composantes de cette diaspora, à savoir : les femmes, les jeunes et les étudiants.

Ici, le souci est de scruter plus en profondeur cette présence de la catégorie concernée dans les effectifs des membres des associations et d'identifier les formes spécifiques de la participation de la catégorie à la vie de l'association et à la contribution au développement du Burkina Faso.

### 6.1. Place du genre et de la jeunesse dans les associations de la diaspora burkinabè

#### 6.1.1. Femmes

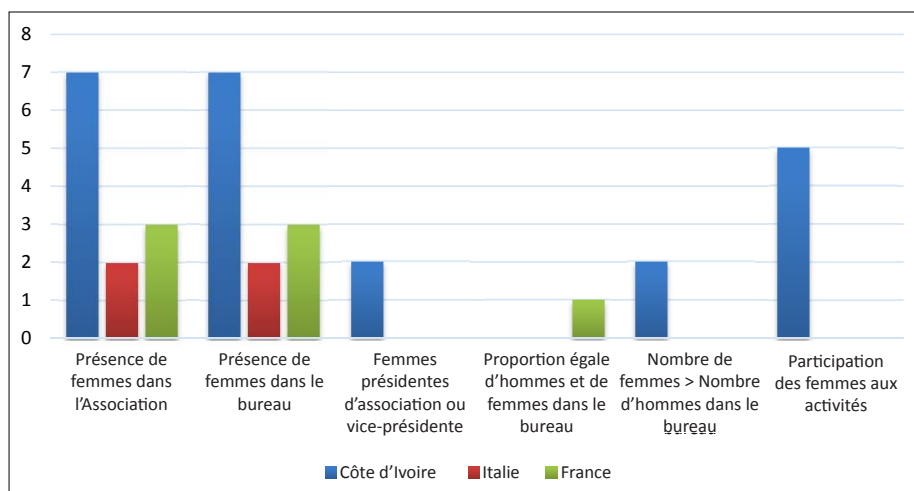
Sans entrer ici dans le détail de la définition du concept de « Genre », mentionnons que cette approche des sociétés humaines se soucie de la place réelle tenue par chaque composante sexuée et retient, comme indicateur, l'existence ou non de situations d'inégalités dans les différents aspects de cette vie sociétale. Ici, le souci a été de cibler un certain nombre d'aspects de cette vie associative pour évaluer le niveau de présence et de participation réelle de la femme à la vie des associations de la diaspora burkinabè. Le tableau 20 ci-après en livre les principales modalités retrouvées.

Tableau 19 : Place des femmes dans les associations de la diaspora burkinabè

Pays d'accueil / Place de la femme dans l'association	Associations			Italie
	Non-réponse	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	
Présence de femmes dans l'Association	7	2	3	12
Présence de femmes dans le bureau	7	2	3	12
Femmes présidentes d'association ou vice-présidente	2	-	-	2
Proportion égale d'hommes et de femmes dans le bureau	-	-	1	1
Nombre de femmes > Nombre d'hommes dans le bureau	2	-	-	2
Participation des femmes aux activités	5	-	-	5
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>34</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Graphique 7: Place des femmes dans les associations de la diaspora burkinabè



Selon les données de ce tableau et de son graphique, les deux indicateurs dominants sont constitués par la présence de femmes comme membres des associations, mais aussi dans le bureau des associations. Souvent, les postes occupés par les femmes ont été précisés (en dehors des cas d'associations uniquement de femmes, les femmes se retrouvent dans des postes importants comme ceux de Vice-présidente, de secrétaire, ou de trésorière et, naturellement, des « chargées aux affaires féminines », etc.).

Le troisième indicateur notable est la participation des femmes aux activités des associations. Naturellement, dans le cas des associations féminines, elles sont, à quelques exceptions près, elles-mêmes leurs seules actrices ou, au moins, les plus nombreuses dans le bureau. Mentionnons également que 30 % des 140 associations rencontrées lors des entretiens sont mixtes et ne veulent pas de distinction d'hommes et de femmes parmi leurs membres.

Les propos ci-après rapportés illustrent certains de ces aspects.

- A.S. « Dans notre association, il y a vingt (20) hommes et puis quatorze (14) femmes. Au niveau du bureau on est quinze et on a six femmes sur les quinze » ;
- A.F.Y., janvier 2014. « Il n'y a pas de femmes dans notre bureau, tout simplement parce que nos rencontres se tiennent les soirs et finissent tard la nuit (...). Donc pour éviter les scènes de ménage à répétition, on a jugé nécessaire de ne pas les inclure dans le bureau »<sup>26</sup> ;
- A.B.C. « Non, nous on n'a pas voulu une association de femmes ou de jeunes à part. Nous avons voulu toujours rester ensemble et gérer tous les problèmes qui nous concernent, car si c'est bon, c'est pour nous tous ; si c'est mauvais, c'est pour nous tous. Donc, tout le monde, on est ensemble ».

<sup>26</sup> Un tel souci laisse penser que la faible présence des femmes dans les organes dirigeants des associations n'est pas toujours imputable à une discrimination négative, mais répond à une préoccupation pratique de préserver la cohésion des ménages.



### 6.1.2. Jeunesse et étudiants

Au-delà du terme générique de la jeunesse, l'étude a préféré spécifier également le cas des élèves et des étudiants, pour au moins deux raisons :

- la première est que, dans le cas spécifique de la Côte d'Ivoire, c'est depuis la crise économique et sociale de 1988, puis avec la crise sociopolitique des années 1999-2000 et 2002 que les jeunes élèves et étudiants burkinabè dans ce pays se sont organisés pour d'abord venir composer les épreuves du baccalauréat au Burkina Faso et, ensuite, pour informer et rassembler les dossiers de nouveaux bacheliers, afin de poursuivre et de mieux réussir leurs inscriptions dans les universités du Burkina Faso ;
- la deuxième raison est que, au Burkina Faso et particulièrement dans la région des Bissa, l'émigration en Italie a contribué à créer un gros problème de désaffection de l'école.

Partant de ces bases, le guide d'entretien dédié à ce groupe-cible a effectivement permis de cerner un certain nombre de problèmes des jeunes et des étudiants. Les résultats s'expriment d'abord en termes généraux de la présence des jeunes et des étudiants dans les associations de la diaspora, mais ensuite des formes spécifiques (contribution au développement du pays d'origine à travers leurs filières de formation, positionnement relativement à la question du retour au pays, autres problèmes spécifiques évoqués surtout au paragraphe 6.2).

#### Présence des jeunes dans les associations de la diaspora burkinabè

La place des jeunes dans les associations de la diaspora burkinabè s'exprime à travers les modalités suivantes du tableau 20.

Tableau 20 : Place des jeunes dans les associations

Pays d'accueil / Indicateur de présence	Associations			Total
	Côte d'Ivoire	Italie	France	
Présence des étudiants dans l'Association	4	1	-	5
Présence d'étudiants dans le bureau	4	1	-	5
Proportion égale d'étudiants dans le bureau	-	-	-	0
Nombre d'étudiants > dans le bureau	1	-	-	1
Participation des étudiants aux activités	3	1	-	4
Adéquation filières de formation	4	1	2	7
Présence de conseillers pour réorienter le choix des élèves et des étudiants	3		2	5
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>27</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Le premier constat à faire est que sur les 27 entretiens qui les ont concernés, 19 ont été obtenus en Côte d'Ivoire, ce qui traduit l'intérêt soutenu par les événements ci-dessus évoqués. Le deuxième constat est que, comme les femmes, leur présence physique est attestée et ils participent également aux bureaux des associations de diaspora. Cependant, il convient de noter que, à l'instar du cas des femmes, certains responsables d'associations évitent d'associer les élèves et les étudiants dans leurs bureaux, en arguant le souci de ne pas les perturber dans leurs études. Ici également, la participation aux activités des associations est confirmée, tout comme ils bénéficient souvent de conseils pour, si nécessaire, réorienter leurs formations, ou mieux se concentrer sur leurs cycles d'études et de formations.

## 6.2. Cas particuliers des élèves et des étudiants dans la situation de la diaspora burkinabè

Le séjour de terrain dans la région Bissa en décembre 2013 a confirmé les propos véhiculés par l'opinion publique sur les effets pervers de l'émigration des Bissa vers l'Italie sur le système scolaire de la région, à savoir :

- une déperdition des effectifs des classes entre un début et une fin d'année ;
- la défiance faite à l'école comme n'étant pas capable de procurer du travail en fin de cycle, en tout cas pas un travail à rémunération immédiate et élevée ;
- les attitudes désabusées des élèves à l'encontre de leurs enseignants (attitudes d'indiscipline durant les séances de cours, des actes de défiance dans l'habillement, dans les moyens de locomotion et dans l'exhibition de sommes importantes, etc.).

Lors d'un entretien avec le responsable du service des statistiques et de la carte éducative de la circonscription de base de Niaogho, en décembre 2013, les statistiques scolaires livrées font constater effectivement :

- Un taux d'abandon de l'école qui a passé de 1,35 en 2004-2005 à un intervalle de 4,13 à 4,91, durant les années 2005-2006 à 2010-2011, avec un score en 2010-2011, de 5,09.
- Des niveaux importants de déperditions scolaires : durant l'année scolaire 2013-2014, Niaogho passe à un effectif de 72 au CM1, mais de 52 au CM2. Quant à Niaogho catholique, les effectifs décroissent de 40 au CP1 à 26 au CP2, 52 au CMI à 33 au CM2, etc. (CEB, statistiques scolaires du 24 octobre 2013).

Durant le même séjour, un responsable d'association de la diaspora bisca en Italie, venu pour des vacances, confiait au consultant qu'il venait d'arriver d'Italie, mais devait avoir une séance d'explication avec son enfant: celui-ci venait d'abandonner l'école et l'attendait pour repartir en Italie avec lui.

Lors des entretiens avec les responsables d'associations de diaspora en Italie, nombreuses furent les séances durant lesquelles ont été évoquées les situations difficiles suivantes :

- les jeunes arrivent en Italie avec l'espoir de trouver facilement du travail et une rémunération consistante. Malheureusement, ils oublient que les pays européens, dont l'Italie, ont connu une crise économique et les nouveaux emplois deviennent difficiles à trouver ;
- ceux qui, effectivement, n'en trouvent pas, prennent souvent la voie de facilité de la drogue, versent dans la délinquance et sont souvent enfermés par la police ;
- ceux d'entre eux qui, par chance, arrivent à s'en trouver, se laissent enivrer par leur nouveau revenu financier, prennent de la distance avec la famille soit disant pour gérer seuls leur autonomie financière<sup>27</sup> et, malheureusement, adoptent des modes de vie peu recommandables.

Au-delà de ces situations, l'Italie est un pays d'une culture autre que celle francophone avec un système éducatif teinté de la culture du pays, à commencer par la langue d'apprentissage, d'enseignement, de travail et de vie : l'italien. C'est là relever tout le problème de l'intégration, pour le « bien-vivre-ensemble » avec l'Italie et les Italiens, mais aussi s'exposer aux risques de perte d'identité, de personnalité nationale, de non-formation des enfants et des jeunes par rapport aux valeurs de leur société d'origine.

En somme, l'émigration bissa, malgré ses aspects positifs, est également, aujourd'hui, une source de préoccupations diverses pour un nombre important de jeunes Bissa.

De celles-ci ont découlé une série de thèmes des entretiens, parmi lesquels figurent :

- l'esprit des jeunes et la contribution au développement du pays d'origine ;
- l'idée de retour au pays d'origine, une fois les études terminées ;
- les jeunes et la valorisation des images et de la culture du pays d'origine.

Pour ce dernier thème, des responsables d'associations de la diaspora, notamment en Côte d'Ivoire et en Italie, ont déjà pris des initiatives tendant à maintenir leurs liens culturels avec le pays d'origine. Des « Burkinabo-Ivoiriens » participent assez régulièrement aux grandes manifestations culturelles et sportives au Burkina Faso (SIAO, SNC, grands tournois de football ou de boxe, etc.). De leur côté, des responsables d'associations de la diaspora burkinabè d'Italie sont des « médiateurs culturels » auprès de maisons communautaires de leurs communes de résidence, de même que sont organisées des « Journées du Burkina Faso » et des « Journées de l'enfant burkinabè », sans omettre les « soirées de musique burkinabè » (Como, Lecco, Bergamo, Pordenone, Reggio-Emilia<sup>28</sup>, etc.).

<sup>27</sup> Les jeunes, eux, s'en défendent en affirmant que c'est parce les parents, dont certains n'ont plus leurs anciens revenus, répercutent toutes les charges du ménage sur eux.

<sup>28</sup> Lors des entretiens, les responsables des associations de la diaspora burkinabè de ces localités ont assuré le consultant qu'ils en organisent régulièrement, souvent en invitant les associations des régions voisines et même S.E. Monsieur l'Ambassadeur du Burkina Faso à Rome, avec la participation d'une vedette de la chanson burkinabè. Des CD de reportage m'ont même été présentés. A Reggio-Emilia, mon entretien au Centre multiculturel international de la commune a dû, à un moment, céder la place précisément à une séance de retrouvailles de jeunes de plusieurs pays et de plusieurs nationalités, pour des activités de détente partagées.

De telles initiatives doivent se développer, en y incluant les colonies de vacances et autres rencontres d'enfants et de jeunes du même genre.

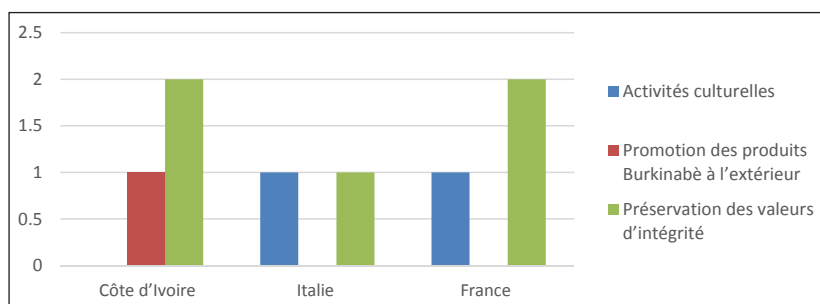
Le tableau et le graphique qui suivent évoquent ce dernier thème à travers les résultats des entretiens :

Tableau 21 : Valorisation du pays d'origine par les associations

Pays d'accueil / Valorisation du pays d'origine dans le pays d'accueil	Associations			Total
	Côte d'Ivoire	Italie	France	
Activités culturelles	-	1	1	2
Promotion des produits burkinabè à l'extérieur	1	-	-	1
Préservation des valeurs d'intégrité	2	1	2	5
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>8</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Graphique 8 : Valorisation du pays d'origine par les associations



Pour ce qui concerne la volonté et la disponibilité à retourner au Burkina Faso une fois la formation terminée, la grande question des jeunes « *Italianos* » est celle de l'accès à l'emploi. A cela s'ajoute la conviction, très partagée, que ce n'est malheureusement pas uniquement le mérite et la compétence qui semblent prévaloir au Burkina Faso de 2013-2014 dans l'accès à l'emploi.

Les quelques propos ci-après en sont les illustrations des avis des uns et des autres, y compris certains propos divergents :

- C.N.B.C.I., Abidjan, décembre 2013 : « *On leur donne des conseils pour qu'après leurs études, ils puissent rentrer ou trouver du travail ici. Mais en tout cas, on a quelques étudiants qui sont dans ces dispositions d'esprit, mais ils ne sont pas nombreux. C'est une minorité, mais la majorité déjà lorsqu'ils finissent le BAC, ce qui traverse leur esprit, c'est de rentrer au Burkina. C'est pourquoi vous voyez l'affluence des bacheliers de diaspora qui rentrent* ».

- A.B.K., Abidjan, décembre 2013 : « Cela dépend de leurs parents. Si on décide d'envoyer nos enfants là-bas, ils vont partir. Moi j'en ai qui sont à Bobo et ailleurs. Ceux qui sont ici là aussi si ça marche, je vais les faire partir ».
- A.P.J., Abidjan, décembre 2013 : « Oui les enfants à un moment réclament le retour au pays, car ils veulent aller savoir et voir comment est leur pays. Nous encourageons nos frères à dire aux enfants de rentrer chez nous souvent ».
- « En tout cas dans notre localité, les gens n'ont pas ce problème et il arrive même que des enfants se fâchent contre leurs parents pour le fait qu'ils ne connaissent pas leurs villages. Et nous les accompagnons ».
- A.B.F.K. Abidjan, décembre 2013 « Ici, il y a des difficultés, mais si au Burkina Faso, il y a des métiers, des formations, on peut partir à l'école là-bas, il n'y a pas de problème. S'ils peuvent trouver du travail, on préfère qu'ils rentrent au pays ».
- S.A. Abidjan, novembre 2013 : « Nos enfants et nos frères qui sont ici, à chaque vacance nous les faisons rentrer au pays. C'est pour les inciter à connaître d'où ils viennent et mieux apprendre leur culture. Cela leur permettra de savoir que même s'ils vivent ici en Côte d'Ivoire, leurs ancêtres sont au Burkina, leur racine est au Burkina ».

« Pour ceux qui montrent des réticences, nous procédons de différentes manières : d'abord nous cherchons à approcher ces personnes. Une fois que le contact est noué, on procède ensuite à des questions pour connaître de quelle région du Burkina elles viennent. Il y a certains qui vous disent qu'en réalité ils veulent rentrer, mais ils n'ont pas les moyens. Alors nous leur disons, si c'est le cas, quand ils seront prêts à partir, qu'ils nous le signifient, nous allons les faire déposer au pays ».

Le tableau 22 qui suit donne les appréciations issues des entretiens sur la contribution des filières de formations suivies par les étudiants au développement du Burkina Faso.

Tableau 22 : Contribution de la formation au développement du Burkina Faso

Pays d'accueil / Filière de formation	Côte d'Ivoire		France		Italie		Burkina Faso		Total
	Appréciations livrées par les responsables d'associations de diaspora								
	Positif	Négatif	Positif	Négatif	Positif	Négatif	Positif	Négatif	
Médecine	-	-	-	-	2	-	-	-	2(+)
Physique	-	-	-	-	2	-	-	-	2(+)
Economie agricole	-	-	-	-	3	-	-	-	3(+)
Electricité	-	-	-	-	2	-	-	-	2(+)
Mécanique auto	-	-	-	-	4	-	-	-	4(+)
Mécanique industrielle	-	-	-	-	-	2	-	-	2(-)
Comptabilité	3	-	-	-	-	-	-	-	3(+)

Pays d'accueil / Filière de formation	Côte d'Ivoire		France		Italie		Burkina Faso		Total
	Appréciations livrées par les responsables d'associations de diaspora								
	Positif	Négatif	Positif	Négatif	Positif	Négatif	Positif	Négatif	
Sociologie	1	-	-	-	-	-	-	-	1(+)
Gestion commerciale	2	-	-	-	-	-	-	-	2(+)
BTS	2	-	-	-	-	-	-	-	2(+)
Allemand	1	-	-	-	-	-	-	-	1(+)
Espagnol	-	2	-	-	-	-	-	-	2(-)
Total	9	2	-	-	13	2	-	-	22(+) / 4(-)

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Le constat rassurant est que les avis positifs l'emportent de loin sur ceux négatifs (22 sur 26). Il n'y a pas eu de réaction sur le sujet ni en France, ni au Burkina Faso.

# 7



## **Les associations de diaspora burkinabè et leurs différents niveaux de relations**





## Les associations de diaspora burkinabè et leurs différents niveaux de relations

Les associations de la diaspora burkinabè sont, comme le commande le contenu du concept, des cadres de vie constitués pour donner de l'animation à un regroupement de personnes physiques et morales qui ont des aspirations dont elles souhaitent, par ce biais, des facilités de réalisation et avec des partenaires présumés. Les développements qui suivent tentent de spécifier les relations entretenues par les associations de diaspora burkinabè avec différents groupes de partenaires.

### 7.1. Relations avec la représentation diplomatique et consulaire dans le pays d'accueil et appréciations des prestations de services

Ces relations sont certainement très diversifiées. Cependant, pour les besoins de synthèses, elles ont été regroupées dans les quatre principales rubriques que sont :

- la quête et la réception d'informations de la part des services diplomatiques et consulaires ;
- la participation aux activités organisées à ce niveau (par ou/et à) ;
- la participation à l'accueil d'autorités ;
- les réponses faites aux problèmes soumis.

Sur un total de 89 associations de diaspora entendues sur le sujet, la grande majorité d'entre elles (64, soit plus de 71 %) entretiennent toutes ces relations.

Parmi ces relations, les plus fréquentes sont respectivement la quête et la réception d'informations (29, soit 45 %), puis viennent les réponses aux problèmes soumis et, conjointement, la participation aux activités initiées par les ambassades et par les consulats, ainsi que les soutiens apportés aux activités des associations.

Sur les trois pays d'accueil de la diaspora burkinabè visités, les services diplomatiques et consulaires de la Côte d'Ivoire sont les plus fréquentés, suivis par ceux de la France, puis de l'Italie. C'est la synthèse que présente le tableau 23 ci-dessous.

Tableau 23 : Relations avec la représentation diplomatique dans le pays d'accueil

Pays / Relations	Côte d'Ivoire		Burkina Faso		France		Italie		Total	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Réception d'information	10	2	5	3	3	1	3	2	21	8
Participation aux activités	10	2	2	1		0	0	0	12	3
Accueil des autorités	4	0	0	0	1	0	0	0	5	0
Réponses aux problèmes	4	2	5	6	3	0	2	1	14	9
Soutiens aux activités de l'association	5	0	3	2	4	1	0	0	12	3
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>6</b>	<b>15</b>	<b>12</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>64</b>	<b>23</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

L'appréciation sur la qualité de ces relations (ici résumées sous le terme de prestations de services), reste très discrète : seulement 17 des 64 groupes de responsables rencontrés ont accepté de se prononcer. Cette appréciation de la qualité des relations entretenues est positive dans la majorité de ceux qui ont accepté de s'exprimer. Toutefois, le faible taux de réponses à la question traduit peut-être également une réponse négative (diplomatiquement) retenue<sup>29</sup>. Le tableau ci-après en rend compte.

Tableau 24 : Appréciation, par la diaspora, des prestations de services des ambassades et des consulats dans les trois pays de l'étude

Appréciation des prestations de service	Côte d'Ivoire		Burkina Faso		France		Italie		Total	
	Positif	Négatif	Positif	Négatif	Positif	Négatif	Positif	Négatif	Positif	Négatif
	5	3	2	1	4	-	2	-	13	4
	7									

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

<sup>29</sup> Le chercheur peut toujours accepter sa part de qualité d'approche sur des sujets délicats de ce genre, mais le contexte de la période de présence du consultant sur les trois terrains n'était pas des plus propices, des plus calmes : le temps de séjour en Côte d'Ivoire a coïncidé avec celle de l'enrôlement/inscription des ressortissants burkinabè pour la carte biométrique consulaire, dont l'opération a été lancée dans la perspective des élections présidentielles de 2015 au Burkina Faso. C'est pendant les séjours en Italie et en France, qu'est intervenue au Burkina Faso, la démission spectaculaire des 69 membres du parti majoritaire au pouvoir au Burkina Faso, le CDP (Congrès pour la Démocratie et le Progrès), dont les incidences interpellent et renouvèlent l'échiquier politique national.

## 7.2. Relations avec les structures du pays d'origine, perception de son développement

Ces relations sont abordées sous quatre aspects :

- les relations avec les différentes structures ;
- la perception du niveau de développement du pays d'origine ;
- les difficultés rencontrées ;
- les sentiments de la diaspora sur son niveau d'implication dans les options de développement et les prises de décisions du pays d'origine.

### 7.2.1. Les relations avec les différentes structures

Les relations entretenues par la diaspora burkinabè prises en compte ici sont uniquement celles se situant dans le cadre des actions de développement, les relations de niveau interpersonnel et familial ayant été présentées dans d'autres études<sup>30</sup>. Précisons que les acteurs au compte de la diaspora sont les associations de diaspora, les personnes individuelles autonomes et les services diplomatiques et consulaires qui, en tant qu'administrations, servent souvent d'intermédiaires. Au niveau du pays d'origine, les structures administratives centrales comme décentralisées jouent un rôle similaire d'intermédiaire et de facilitateur des mises en contact.

Ces relations s'entretiennent avec les différents partenaires des diasporas extérieures que sont notamment :

- les associations des migrants de retour ;
- les organisations de la société civile ;
- les structures administratives décentralisées et les communes ;
- l'administration centrale du Burkina Faso ;
- les organismes de développement ;
- les autres associations de la diaspora.

Le tableau 25 ci-après présente une vue croisée entre d'une part les principaux acteurs de la diaspora burkinabè de chaque pays de l'étude (associations, services diplomatiques et consulaires, migrants individuels autonomes) et de l'autre, les différents niveaux et les types de relations entretenues.

Sur les 96 relations répertoriées, les trois quarts (75 %) relèvent des associations, 19,2 % des personnes physiques individuelles autonomes, 5,8 % des services diplomatiques et consulaires. Au niveau des associations, la plus grande intensité des contacts revient à l'administration centrale au Burkina Faso, laquelle est suivie de très près par leurs

<sup>30</sup> Des résultats de recherches et d'études existent sur le sujet : cf. étude du REMUAO de 1999. Malgré leur ancienneté, je n'ai pas connaissance d'études ou de recherches ayant leur envergure, qui soient plus récentes et qui en auraient invalidé les résultats.

consocérateurs des pays d'accueil (sous-totaux non mentionnés dans le tableau, de 17 et 16). Parmi les pays d'accueil de cette diaspora burkinabè, c'est en Côte d'Ivoire que se manifestent le plus de contacts, suivie successivement par la France et par l'Italie.

Comment comprendre ces différents ordres de classements des contacts entre le monde des migrants (diaspora de l'extérieur et migrants de retour de l'intérieur) et l'ensemble de leurs partenaires de développement, y compris l'Etat et ses structures, détenteurs de l'autorité et souvent intermédiaires obligés ? Quels facteurs en sont à la base ?

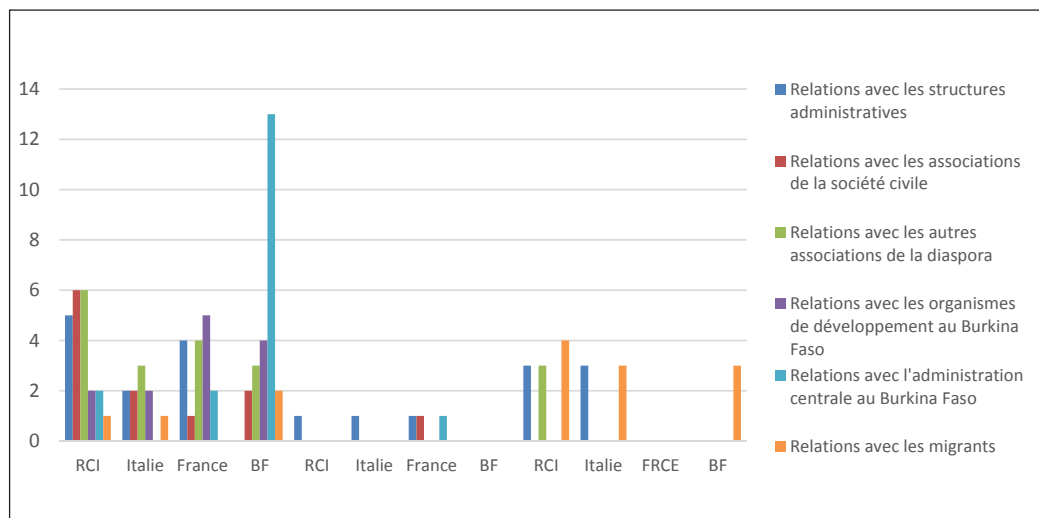
Il me semble que ceux ci-après formulés en sont les plus plausibles: le souci de l'efficacité des actions initiées, le facteur de la proximité géographique, de la similarité des besoins, de la convergence des intérêts (autres associations de diaspora résidant dans le même pays d'accueil), sans omettre l'attente de la qualité des rapports (accueil et marque d'intérêt de la personne qui vous reçoit).

Tableau 25 : Relations des associations de la diaspora burkinabè avec les structures administratives et associatives

Associations, Migrants individuels, Pays / Types de relations	Associations				Services diplomatiques et consulaires				Migrants individuels				Total
	RCI	Italie	France	BF	RCI	Italie	France	BF	RCI	Italie	FRCE	BF	
Relations avec les structures administratives	5	2	4	-	1	1	1	-	3	3	-	-	20
Relations avec les associations de la société civile	6	2	1	2	-	-	1	-	-	-	-	-	12
Relations avec les autres associations de la diaspora	6	3	4	3	-	-	-	-	3	-	-	-	19
Relations avec les organismes de développement au Burkina Faso	2	2	5	4	-	-	-	-	-	-	-	-	13
Relations avec l'administration centrale au Burkina Faso	2	-	2	13	-	-	1	-	-	-	-	-	18
Relations avec les migrants	1	1	-	2	-	-	-	-	4	3	-	3	14
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>10</b>	<b>16</b>	<b>24</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>96</b>
	<b>72 (75 %)</b>				<b>5 (5,2 %)</b>				<b>19 (19,8 %)</b>				

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Graphique 9 : Relations des associations de la diaspora burkinabè avec les structures administratives et associatives



### 7.2.2. La perception du niveau de développement du pays d'origine

Pour mieux cadrer les actions qu'elles initient pour contribuer au développement du pays d'origine, les associations de la diaspora burkinabè ont été invitées à faire connaître l'état de leur connaissance du niveau de développement du Burkina Faso.

Les principaux résultats montrent dans leur ensemble que les appréciations positives sont de loin plus nombreuses que celles négatives (42 contre 12, soit 77,8 %)<sup>31</sup>.

Sur le plan des appréciations selon les pays, la Côte d'Ivoire concentre le plus d'avis positifs (64 %), suivie par le Burkina Faso (21 %), la France (9,5 %) et l'Italie (4,7 %). Ce pays est, du reste, celui où les appréciations négatives dépassent celles positives (4 contre 2).

Voici quelques expressions de ces appréciations :

- S.T., Soubré, décembre 2013 : « Aujourd'hui tellement je suis content du développement de mon pays, je suis resté Burkinabè. Je vous le dis. Beaucoup, comme moi, qui sont nés ici ont pris des pièces ivoiriennes pour devenir définitivement ivoiriens et ne viennent plus à nos réunions d'ici. Nous on leur dit que même si tu as une pièce ivoirienne, cela ne t'empêche pas de participer aux rencontres, car on n'en sait jamais. Il ne faut jamais oublier ton pays ».
- O.N., Nice, février 2014 : « Je trouve que c'est très évolué, mais je me pose la question de savoir comment les gens font pour gagner autant alors qu'ils n'ont pas assez de rentes. Par exemple pour quelqu'un qui touche 100 000 f/mois (et qui) parvient à construire une belle villa alors que ceux qui touchent plus que ça

<sup>31</sup> Le tableau y relatif n'a pas pu être ici reproduit, en raison du volume limité du présent document.

*n'arrivent pas à le faire. Donc je ne sais pas... Je me pose les mille questions. Sinon le pays a évolué et c'est bien ».*

- D.U., Milan, janvier 2014 : « Pour parler de cela, c'est un peu relatif. Développement côté construction ? Derrière, il y a quelque chose qui se cache. Il y a une couche de la population à qui le développement ne profite pas. Le développement, c'est toujours Ouagadougou alors que le Burkina ne se résume pas seulement à Ouaga. Si on va à la périphérie pour apprécier ce développement, je ne sais pas ce que ça va donner dans la balance. »

### 7.2.3. Les difficultés rencontrées par les associations de diaspora

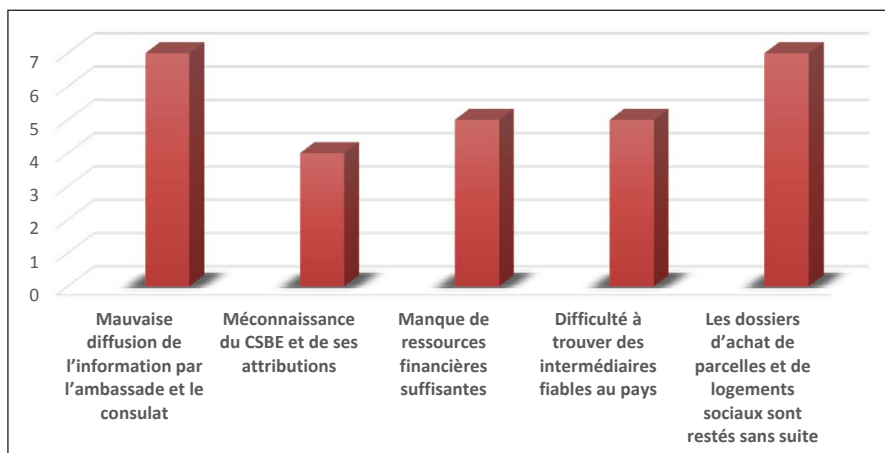
Les relations entre les hommes, en individuels ou en groupes, ne sont jamais, dans le temps ou dans l'espace, stables, homogènes, sans que n'intervienne un certain nombre de difficultés que les uns et les autres rencontrent et sans des contraintes qu'ils doivent surmonter. Dans le cas des relations entre les associations de diaspora et leurs différents partenaires et notamment avec les représentations diplomatiques et consulaires, leurs premiers partenaires sur le terrain des pays d'accueil, ces difficultés et ces contraintes se présentent comme l'indiquent le tableau et le graphique ci-après.

Tableau 26 : Difficultés rencontrées par les associations et les migrants

Types de difficultés	Fréquence
Mauvaise diffusion de l'information par l'ambassade et le consulat	7
Méconnaissance du CSBE et de ses attributions	4
Manque de ressources financières suffisantes	5
Difficulté à trouver des intermédiaires fiables au pays	5
Les dossiers d'achat de parcelles et de logements sociaux sont restés sans suite	7

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Graphique 10 : Difficultés rencontrées par les associations et les migrants



### 7.2.4. Sentiments de la diaspora sur son niveau d'implication dans les options de développement et les prises de décisions du Burkina Faso

En dehors des associations du pays d'origine, celles de tous les trois pays d'accueil estiment ne pas être assez associées aux prises de décisions sur les grandes options de développement du pays et en ont une appréciation très négative sur leur niveau d'implication dans les processus de décisions y relatives. Dans leur ensemble, elles sont 17 contre 8 à partager cet avis. Au niveau des pays, la Côte d'Ivoire vient en tête avec 9 avis sur 17, suivie par la France (3 sur les 17) et l'Italie (3 sur les 17).

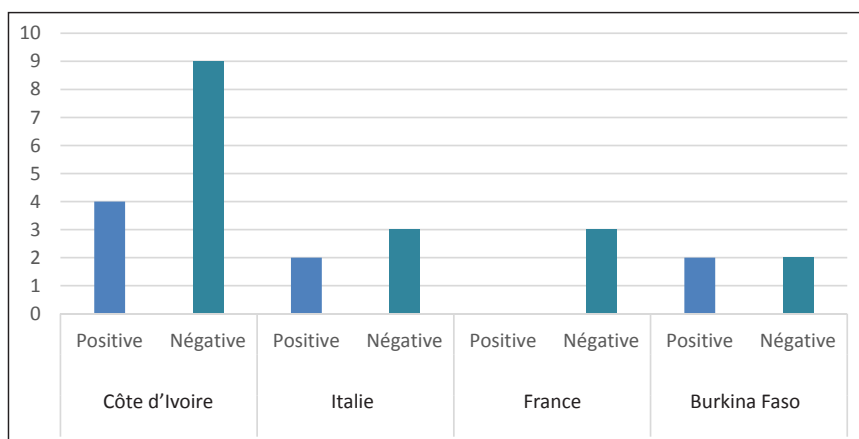
Tableau 27 : Appréciation de l'implication de la diaspora au développement du Burkina Faso

Associations / Appréciations	Côte d'Ivoire		Italie		France		Burkina Faso		Total	
Appréciations	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-
Effectifs	4	9	2	3	-	3	2	2	8	17

Notes: (+) : Positive, (-) : Négative

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Graphique 11 : Implication de la diaspora dans les options de développement



Les propos des personnes rencontrées qui soutiennent ces positions sont assez illustratifs et révélateurs d'un gros sentiment de frustrations multiples<sup>32</sup> :

- C.N.C.I., Abidjan, novembre 2013 : « *Notre prise en compte dans les décisions du gouvernement du Burkina Faso ? Là, je dis non. Je dis non et je suis même fâché. Au niveau de la structure dont je suis le président, jamais on ne pense à nous. Pourtant nous participons à tout. Mais jamais on a eu quelque chose en retour ou bien quelque chose qui nous encourage à poursuivre. Je n'ai eu aucune facilité par rapport à ce que je fais là-bas. Alors que nous qui sommes ici, nous travaillons bénévolement pour le développement de la culture burkinabè.* »
- AEB, Bouaké, décembre 2013 : « *Bon c'est de faire un Burkina Faso ouvert à tout le monde et pas de discrimination. Aujourd'hui beaucoup de diaspora pensent investir au Burkina Faso. Avec la crise en Côte d'Ivoire, beaucoup ont vraiment vu l'importance de tourner le visage vers le pays de naissance. Hormis ça, y avait pas beaucoup qui ont pensé investir au Burkina Faso... La crise a ouvert les yeux de certains qui pensent investir dans le pays de naissance.* »
- ONG A.V.S.F., Abidjan, novembre 2013 : « *Y a pas d'action concrète. En ma connaissance en tout cas je n'ai pas vu. Si le Burkina souhaite impliquer la diaspora au développement, il doit y avoir une politique d'encouragement. Il doit communiquer sur les opportunités qui sont au Burkina, afin que ceux de l'extérieur soient imprégnés. Ceux qui sont ici et qui veulent investir au Burkina ne savent pas dans quoi ils peuvent investir. Il n'y a pas de mécanisme pour aider par exemple ceux qui désirent investir dans l'immobilier. Il faut une sensibilisation, une réelle implication de nos autorités diplomatiques.* »
- ONG CDP, Paris, février 2014 : « *En tant que diaspora je pense que nous ne sommes pas pris en compte. Pourquoi je le dis ? Aujourd'hui quand je vais au Burkina je n'ai pas un endroit pour aller et dire que je suis de la diaspora et que je veux poser mes problèmes (...). Déjà au niveau du pays, ils peuvent avoir la lecture des flux financiers qui viennent de l'extérieur vers le pays. Ils doivent savoir aussi que, quel que soit le pays, il y a un certain nombre de leurs ressortissants qui ont certains moyens financiers. Je me dis pour que ça soit un partenariat gagnant/gagnant entre la diaspora et les institutions au moins, c'est créer ces structures pour permettre à la diaspora d'envoyer leur argent dans des domaines structurés.* »
- O.A., Lyon, février 2014 : « *Y a certains aspects où nous sommes consultés, mais dans beaucoup non (...). Prenons le cas des votes à l'extérieur : il n'y a jamais eu de vote de Burkinabè à l'étranger. Autre exemple : nous n'avons pas été consultés avant la signature de la convention que le Burkina a signée avec la France sur la régulation du flux migratoire (...) Au niveau du pays : moi personnellement, j'ai demandé à ce que notre pays nous aide, nous de la diaspora, à ce qu'on ait des*

<sup>32</sup> Au-delà des propos ici relatés, il y en a eu au niveau collectif comme à celui individuel : collectif : suite à la crise sociopolitique de la Côte d'Ivoire et à la grande insécurité qui planait sur les Burkinabè, une requête collective de parcelles pour construire des habitations et éviter de se retrouver dans la rue, adressée à une autorité municipale de Ouagadougou n'a pas eu de suite depuis ce temps ; individuel : un élève d'une grande ville de Côte d'Ivoire, a obtenu le score de 145 points au BEPC et méritait une récompense : il ne l'a jamais reçu, parce que Burkinabè.



*crédits maisons à partir du Burkina. On a nos banques en France, on a nos impôts et nos fiches de paie en France, mais on ne nous accepte pas au Burkina de faire un crédit pour acheter ».*

Les citations de propos pourraient se poursuivre. Mais ceux déjà présents ici peuvent nous permettre de formuler quelques bonnes questions, susceptibles d'orienter les échanges utiles à réaliser sur le sujet :

- En attendant que le document officiel émerge, le Burkina Faso n'a pas encore de politique explicite de sa migration. Néanmoins et en s'aidant des grands axes contenus dans le projet de stratégie et de plan d'actions prioritaires, comment inscrire le problème de cette prise en compte de la diaspora, pour l'aider à mieux faire face à ses propres problèmes, à mieux canaliser ses potentialités importantes de contribution au développement du Burkina Faso, dans toutes les dimensions du concept de capital migratoire ?
- Dans cette stratégie, quelles seront les parts respectives des différents acteurs (Etat, diaspora, partenaires civils et bi- et multilatéraux ?)
- Pour éviter que les résultats des concertations entre ces acteurs ne meublent seulement les tiroirs, peut-on en esquisser un plan d'exploitation avec des échéances précisées ?

En attendant, poursuivons l'examen des relations de la diaspora burkinabè avec les structures des pays d'accueil et de leurs perceptions.

### 7.3. Perceptions des rapports avec les structures des pays d'accueil

Dans tous les trois pays d'accueil, les associations de la diaspora burkinabè ont pu et su développer des relations du « bien-vivre-ensemble » à travers des formes multiples, dont certaines ont déjà été évoquées :

- les maisons des associations de Paris où le président de l'Union des associations burkinabè en France (UABF) est membre du Conseil d'administration, où l'UABF figure dans le recueil des OSIM (Organisations de solidarité internationale issues de l'immigration) du FORIM (Forum des organisations de solidarité internationale issues de l'immigration) avec une vingtaine d'associations membres ;
- les centres culturels intercommunautaires de l'Italie dans lesquels plusieurs responsables des associations de la diaspora burkinabè sont des « médiateurs culturels ». Le cas d'une intégration particulièrement réussie par le fait que des membres des associations de la diaspora burkinabè ont su initier et réussir à réaliser une coopérative agricole de maraîchage, dont l'envergure de production, de transformation et d'invention technologique a déjà été présentée ;
- en Côte d'Ivoire, l'intégration de l'importante population historique des Burkinabè date des années de la colonisation et aujourd'hui produit des brassages culturels importants, dont les partages des manifestations culturelles et sportives annuelles.

Au-delà de ces faits déjà établis, l'étude de terrain rapporte d'abord, à travers le tableau 28 ci-après, l'appréciation majoritairement positive des relations entretenues avec les structures administratives et associatives des pays d'accueil et les organismes de développement :

Tableau 28 : Appréciation des rapports avec les structures des pays d'accueil

Pays / Appréciation	Associations			Services diplomatiques et consulaires			Migrants individuels		
	Côte d'Ivoire	Italie	France	Côte d'Ivoire	Italie	France	Côte d'Ivoire	Italie	France
Bons	4	-	1	-	1	-	3	-	-
Mauvais	1	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

De plus, cette étude de terrain rapporte ci-après trois propos confirmatifs des acteurs de terrain :

- O.Z., Abidjan, novembre 2013 : « *En Côte d'Ivoire ici, notre association collabore avec d'autres associations qui visent le même objectif. D'abord dans un premier temps, si tu es dans un quartier, il faut te faire connaître dans ton quartier, parce qu'il y a de petites associations dans chaque quartier et il faut y militer. Si tu es connu dans ton quartier et qu'un étranger arrive chez toi un jour, grâce à toi cet étranger-là sera protégé. Si au contraire, tu n'as pas bonne presse dans le quartier et puis tu as un étranger, on le verra d'un mauvais œil. Donc ici dans les communes on a demandé ça à nos compatriotes* »...
- D.N., Poitou-Charente, janvier 2014 : « *Le Comité d'action publique (CAP) est composé des différentes associations des communautés étrangères. Il existe à Poitiers depuis plusieurs années (...). Il a acquis un local où les rencontres se déroulent périodiquement. Il intervient quand il y a un problème. Comme c'est une structure beaucoup plus grande avec des personnes qui ont des accès multiples avec divers niveaux de responsabilité, quand il y a un problème, on essaie au mieux de profiter de leur carnet d'adresses qui est bien fourni. L'actuel président est un Béninois* ».
- AJCV, Association des jumelages de la commune de Vienne : « *En leur sein, il y a toutes les associations qui collaborent avec le Burkina Faso. C'est le cas de Faso Biiga : chaque enfant reçoit un cartable (...). Il y a beaucoup de structures comme ça, dans lesquelles nous collaborons* ».

# 8



## **La diaspora burkinabè : expériences d'un co-développement de terrain**



## La diaspora burkinabè : expériences d'un co-développement de terrain

La diaspora burkinabè témoigne de multiples actions de développement qui, *a priori*, interpellent le concept de co-développement, en ce que ces actions ont concerné autant le pays d'accueil que le pays d'origine.

Pour le moment, relatons les quatre axes qui les présentent :

- les actions de solidarité et de soutien aux membres des associations de diaspora burkinabè ;
- les initiatives de développement simultanées vers le pays d'accueil et le pays d'origine ;
- la connaissance et les appréciations de mesures du pays d'accueil pour faciliter l'investissement au Burkina Faso ;
- les transferts monétaires ;
- les perspectives de réseaux pour renforcer la contribution au développement du Burkina Faso.

### 8.1. Les actions de solidarité et de soutien aux membres des associations

Trois acteurs conjuguent leurs efforts, afin d'accompagner les membres des associations de la diaspora burkinabè dans leur volonté d'investissement pour le développement du pays d'origine : ce sont les associations elles-mêmes d'une part et, de l'autre, les autorités diplomatiques et consulaires, puis, derrière eux, les autorités nationales et leurs partenaires au développement.

Les modalités d'accompagnement des membres de la diaspora burkinabè par leurs associations se traduisent par les trois composantes représentées dans le tableau 29 et son graphique ci-après.

L'observation générale est qu'elles sont assez communément partagées par les associations des trois pays d'accueil. Pour l'Italie, ont déjà été cités d'une part, la ferme agricole de Reggio-Emilia, d'autre part, la présence d'un certain nombre de responsables d'associations dans les fonctions de médiateurs interculturels, qui participent à l'information et à la sensibilisation de plusieurs communautés nationales, sur des thèmes variés d'un vivre-ensemble harmonieux et participatif : ce sont là, les meilleurs scores dans les dynamiques de ces modalités d'accompagnement des diasporas.

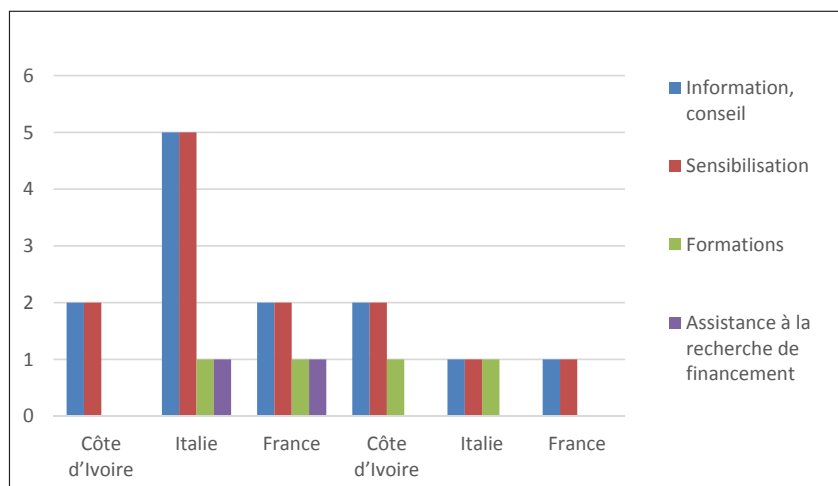
De même, la France, à travers les rencontres dans les 20 maisons des associations de la ville de Paris, soutenues dans leurs actions par le FORIM des OSIM, est particulièrement active dans l'accompagnement pour la recherche et pour l'obtention de microcrédits en vue du financement des projets au bénéfice des pays d'origine.

Tableau 29 : Modalités d'accompagnement des membres des associations de diaspora burkinabè dans l'investissement au Burkina Faso

Pays / Activités	Associations			Services diplomatiques et consulaires			Total
	Côte d'Ivoire	Italie	France	Côte d'Ivoire	Italie	France	
	2	5	2	2	1	1	
Sensibilisation	2	5	2	2	1	1	13
Formations	-	1	1	1	1	-	4
Assistance à la recherche de financement	-	1	1	-	-	-	2
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>32</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Graphique 12 : Modalités d'accompagnement des membres dans l'investissement au Burkina Faso



Quant aux soutiens des missions diplomatiques et consulaires, mandataires des autorités gouvernementales et de leurs partenaires au développement, leur assistance consiste également à apporter toutes les informations utiles sur un projet existant ou en cours de lancement et de proposer les conditions à suivre pour y prendre part (cas des visites et des séances de travail sur BagréPôle, de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), des banques, etc.). Dans l'ensemble des différentes modalités d'accompagnement de la diaspora, les services diplomatiques et consulaires de la Côte d'Ivoire se révèlent plus actifs.

Toutefois, une observation importante à ce sujet, relayée par beaucoup de responsables d'associations de la diaspora, porte sur la sincérité dans la finalité de certaines informations livrées pendant les rencontres parrainées par ces services : dans le cas du pôle de croissance de Bagré<sup>33</sup>, le niveau d'investissement exigé est si élevé que les membres de la diaspora se demandent si le projet est conçu pour que des Burkinabè aux revenus relativement modestes, puissent, même en se mettant en groupement, y accéder ? Ou alors ; il est fait uniquement pour de grosses fortunes extérieures. Quel serait alors, dans ce cas, le statut des Burkinabè ?

## 8.2. Les initiatives de développement simultanées pour les pays d'accueil et d'origine

Le souci de voir les membres de la diaspora burkinabè s'investir dans la réalisation de projets bénéfiques à la fois au pays d'accueil et au pays d'origine trouve des illustrations précises dans les trois pays d'accueil.

Pour la France, l'accord de gestion des flux migratoires, signé en 2009 avec le Burkina, rappelle la coopération antérieure entre les deux pays et, surtout, trace les nouveaux axes pour un partenariat de co-développement durable et partagé<sup>34</sup>. Pour la Côte d'Ivoire, même si les ambitions politiques de certains fils ivoiriens ont tenté de le faire oublier, l'histoire sait que le fameux « miracle ivoirien » des années 1960 à 1970 n'aurait pas été réalisé sans le concours, à l'époque, des bras valides des Voltaïques et des Maliens (cf. SIAMO et convention de main-d'œuvre du 9 mars 1960). Aujourd'hui encore, les accords de coopération entre la République de Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, signés sous le régime de Laurent Gbagbo, confirmés et consolidés sous celui d'Alassane Dramane Ouattara, sont censés concourir à la réalisation de projets dont les intérêts sont communément partagés.

Les cas d'illustration pour l'Italie viennent d'être rappelés et vont certainement se renforcer encore davantage, au regard des projets en cours vers/dans la province du Passoré au Burkina Faso, en attendant celui du pôle de croissance de Bagré<sup>35</sup>.

<sup>33</sup> Le « Pôle de croissance de Bagré » (Bagrépôle) est un projet agro-hydro-industriel situé sur le cours du fleuve Nakanbé, qui ambitionne d'aménager 3 380 hectares. Sur ces superficies, 3 000 ha seront exploités en mode paysannat et 300 ha le seront en mode entrepreneuriat agricole (Nouvelles de Bagrépôle, avril-mai-juin 2014).

<sup>34</sup> L'Accord entre le Burkina Faso et la France, relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au développement solidaire, signé à Ouagadougou le 10 janvier 2009, comporte les axes suivants: octroi de visas, admission au séjour (étudiants et immigration pour motif professionnel), développement solidaire (financement de projets locaux, de diaspora burkinabè, soutien et formation de PME/PMI) et aide au retour et à la réinsertion (de la diaspora et des étudiants en fin de formation), coopération policière, réadmission des personnes en situation irrégulière, observatoire de flux migratoires dans la sous-région.

<sup>35</sup> Sans être en mesure, au moment de finaliser le présent document, de confirmer l'état d'évolution du projet, le consultant a été informé, durant son séjour en Italie en janvier 2014, du « Projet Bagrépôle » initié par l'Association des ressortissants de Reggio-Emilia et de Émilie-Romagna (ABREER), pour réaliser, à Bagré, une « coopérative agricole de production, de travail, de consommation et de l'industrie ».

### 8.2.1. Les initiatives de développement vers le pays d'accueil

Les membres de la diaspora burkinabè en Italie, associations et membres individuels, affirment avoir été des acteurs dans les réalisations listées dans ce tableau 30 ci-après.

Tableau 30 : Activités organisées par les associations de migrants dans le pays d'accueil

Statut des acteurs / Activités	Migrants indépendants	Association	Total
Main-d'œuvre	6	-	6
Agricole	5	-	5
Commerciale	5	1	6
Mobilisation et sensibilisation	1	1	2
Tournoi de foot et reboisement	-	2	2
Sortie d'étude et partenariat	-	1	1
Formation et soutien aux malades	-	1	1
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>6</b>	<b>23</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Mentions également, pour la Côte d'Ivoire, au moins les deux cadres suivants de réalisations multiformes dont les présentations sont faites à la fin du paragraphe 8.5.

### 8.2.2. Actions menées pour le développement du Burkina Faso

Les tableaux 31 et 32 sont encore plus fournis. Ils listent respectivement 29 et 23 réalisations qui ont été faites par les diasporas des trois pays d'accueil.

Bien que, probablement, d'autres réalisations faites n'ont pas été prises en compte ici<sup>36</sup>, les réalisations ici présentées suffisent amplement à faire la preuve que les diasporas ont été capables d'initier et de réaliser des actions qui participent au développement de leur pays d'origine et qu'ils ouvrent, par ces cas concrets, des perspectives de réflexions pour une valorisation encore plus grande et plus efficiente.

Certains des témoignages recensés montrent que les actions ont également été initiées en direction de la Côte d'Ivoire, étape de la trajectoire migratoire de beaucoup d'« Italianos ».

<sup>36</sup> Le temps de séjour dans les pays et les conditions d'accès aux personnes utiles à l'enquête ne permettaient pas de disposer de toutes les données disponibles sur un sujet donné.



Tableau 31 : Actions menées pour le développement du Burkina Faso

Pays / Domaines d'intervention	Associations			Total
	Côte d'Ivoire	Italie	France	
Actions d'amélioration de la sécurité alimentaire	2	-	-	2
Rapatriement des bénéfices d'exploitation au Burkina	1	3	-	4
Amélioration de la qualité des services sanitaires	2	3	1	6
Soutien à des œuvres sociales au pays	-	1	2	3
Ouverture de comptes bancaires au pays	-	1	-	1
Appui à la réalisation de projets divers	2	1	1	4
Appui à la construction d'un Centre d'enseignement général		1		1
Accompagnement des femmes dans la mobilisation des fonds	-	1	2	3
Participation à la construction de mosquées et d'églises	-	2	-	2
Projet d'approvisionnement en eau et assainissement	-	1	2	3
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>14</b>	<b>8</b>	<b>29</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Les présentations antérieures ont montré que dans les actions de développement réalisées par la diaspora, il convient de distinguer celles des associations de celles des personnes individuelles autonomes. Le tableau suivant apporte des réalisations faites par ces derniers.

Tableau 32 : Autres réalisations de migrants individuels et leur domaine d'investissement

Pays / Domaines d'intervention	Migrants individuels			Total
	Côte d'Ivoire	Italie	France	
Construction de maisons	4	2	1	7
Investissement dans l'élevage	1	1	2	4
Acquisition de terrain	1	2	2	5
Investissement dans le transport	1	3	1	5
Création d'une entreprise de BTP	1	1	-	2
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>23</b>

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Au-delà de ces tableaux statistiques, qu'en témoignent les acteurs directs ?

- A.G., Italie, janvier 2014 : « *Nous avons réglé des litiges fonciers. Nous avons aussi réglé beaucoup de litiges professionnels entre des chefs d'entreprise et leurs employés (...) et nous avons aidé des jeunes à rentrer au Burkina Faso. Nous avons aidé des familles dont les enfants ont eu le BAC et qui voulaient rester en Côte d'Ivoire parce qu'ils n'avaient plus d'attache au Burkina Faso. Nous avons aidé 3 ou 4 jeunes à avoir des bourses pour fréquenter. C'est aussi l'association qui a mis en place DIASPORA FINANCE qui est la première institution étrangère de micro-finance en Côte d'Ivoire. Nous avons organisé une collecte de fond pour aider le Burkina Faso à faire face à une crise de méningite. Cette somme a été remise au ministre des Affaires étrangères.* »
- T.F., Elève, Reggio-Emilia, janvier 2014 : « *Comme activités nous continuons d'avoir des sorties pour promouvoir notre culture et nous allons faire une sortie sur le Burkina pour connaître notre pays d'origine et nous avons décidé aussi d'organiser une journée d'excellence pour récompenser tous les meilleurs élèves* ».
- O.A., Tenkodogo, décembre 2013 : « *Moi je peux dire que j'ai investi, investir ce n'est pas dans le commerce. Essayer de venir aider ma famille pour le moment est la première des choses, comme je vous avais dit auparavant puisque ça fait longtemps que je ne suis pas rentré au pays. Maintenant je suis rentré, j'ai les yeux ouverts parce qu'on dit que quand tu es toujours à l'extérieur tu es comme un aveugle. C'est pourquoi j'ai tenu vraiment à rester longtemps pour découvrir mon village, pour comprendre. Avant je n'avais pas tout ça, maintenant je sais ce que je dois faire, quand je vais retourner<sup>37</sup>* ».

### 8.3. La connaissance et les appréciations de mesures du pays d'accueil pour faciliter l'investissement au Burkina Faso

La perspective d'une valorisation du capital migratoire suppose une connaissance du contexte juridique et réglementaire qui régit, dans l'espace concerné, les opérations liées à cette valorisation, c'est-à-dire à la circulation et aux échanges de biens et services, y compris la mobilité des personnes.

Dans le cas présent, les lignes qui suivent présentent cinq<sup>38</sup> mesures en vigueur dans les trois pays d'accueil de la diaspora burkinabè :

- Mesure de facilitation des transferts de fonds ;
- Mesure d'insertion socioprofessionnelle de la diaspora ;
- Libre circulation des immigrés et de leurs biens ;

<sup>37</sup> Le propos de ce migrant en visite, relaté sous le présent thème s'illustre par l'importance de l'investissement qu'il est en train de réaliser (un grand complexe hôtelier) en tant que migrant individuel autonome. Il a aussi sa pertinence pour d'autres thèmes tels ceux des migrants qui ont délaissé leur pays d'origine depuis longtemps ou qui ne pensaient pas utile d'investir dans ce pays d'origine.

<sup>38</sup> L'énoncé de ces 5 mesures ressort des résultats de l'enquête de terrain. Elles ne sont pas exclusives.

- Autorisation pour mener des activités ;
- Couverture des étudiants étrangers par l'assurance maladie.

Les appréciations faites par la diaspora sur ces cinq mesures semblent laisser celles-ci ambiguës dans leur globalité, dans la mesure où toutes les mesures ont, pratiquement, à l'exception d'une seule, été jugées à la fois favorables et défavorables. En fait, il convient de noter d'une part, que les appréciations positives et négatives ont été exprimées par des acteurs différents, chacun ayant son argumentaire, d'autre part, que les appréciations favorables sont près de deux fois plus élevées que celles négatives (13 contre 7), enfin, qu'un pays comme l'Italie les a toutes positives.

#### 8.4. Les transferts monétaires

Cette retombée des émigrations est aujourd'hui l'une des données qui se sont imposées au monde financier international, tant ses volumes sont importants. Ainsi, le montant serait aujourd'hui de 400 milliards de dollars E.-U. (source) et les comparaisons l'établissent largement au-dessus de l'aide publique au développement. Dans le cas de la présente étude, les informations y relatives ont été, sur le terrain, assez fastidieuses à obtenir. Toutefois l'expérience de Quick cash, découverte à Abidjan en Côte d'Ivoire, a semblé constituer une innovation majeure pour ses coûts de constitution des comptes des personnes, mais surtout pour sa pédagogie et son groupe cible privilégié. Ce dernier est constitué précisément des migrants anonymes, « blottis » dans les fonds reculés des campagnes des pays d'accueil<sup>39</sup>, qui osent à peine se rendre dans les centres urbains et encore moins dans les structures financières (bancaires et autres). Ce qui signifie qu'ils thésaurisent dans leur domicile ou même enfouissent dans des endroits des champs, choisis par eux, leurs revenus. La stratégie conçue a été de retrouver ce genre de migrants chez eux, de les convaincre des dangers de leurs comportements antérieurs et de les décider à accepter une autre forme de « bancarisation ». *Quickcash* semble avoir réussi son innovation et la dynamique évolutive semble prometteuse<sup>40</sup>.

Au Burkina Faso également, une innovation a été la décision des autorités du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) d'accepter de s'impliquer dans le suivi des opérateurs informels de transferts d'argent. Le résultat en est que c'est à ce niveau que le consultant a pu obtenir l'état, en fin 2013, des transferts monétaires liés aux migrations, pour le Burkina Faso. Les données chiffrées de l'état des comptes de *Quickcash* et celles obtenues du MEF par le biais des opérateurs informels de transferts monétaires sont présentées à l'annexe 4.

<sup>39</sup> Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Gabon, Guinée équatoriale, etc.

<sup>40</sup> L'entreprise vient d'être honorée de trois prix : celui de la compétition « CGECI ACADEMY BUSINESS COMPETITION » : Quickcash est la 1ère de 436 chefs d'entreprises et porteurs de projets et une présélection de 30 demi-finalistes, 26 avril 2014 au Palais des Congrès de l'Hôtel Ivoire (10 millions FCFA) ; puis celui de « du capital intelligent » du Cabinet ESPARTNERS, le même jour (1 million); enfin, lors du salon International des Métiers d'Abidjan (SIMA), le « prix spécial du Premier ministre ivoirien pour sa contribution à la création d'emplois » (en moins de 3 ans 52 emplois directs et plus de 150 emplois indirects) d'une valeur de 1 250 000 FCFA.

Cette composante importante du capital migratoire, tel que déjà défini, doit retenir toute l'attention requise pour la meilleure organisation et le meilleur suivi de son opérationnalisation, pour les activités de recherche sur les destinataires et les formes d'utilisations actuelles et celles à envisager pour une meilleure efficience de sa capitalisation. Très probablement, cette donnée s'imposera de plus en plus comme source importante de financement des actions de développement du Burkina Faso.

C'est également le lieu d'évoquer deux autres initiatives fort utiles pour la consolidation des éléments constitutifs du capital migratoire burkinabè : la première est celle de M. le Consul honoraire de Soubré en Côte d'Ivoire ; celui-ci, parce que soucieux lui-même de connaître qui sont les Burkinabè de son ressort territorial, a fait réaliser une collecte de données de terrain qui, non seulement a fait le dénombrement physique des personnes, mais a consigné également tout le patrimoine physique et financier des chefs de famille. Toutefois, jusqu'à la date de passage du consultant dans sa circonscription (décembre 2013), ces données de terrain n'avaient pas encore été exploitées.

La deuxième rencontre également fort utile a été celle avec le responsable de l'opération de la Chambre de commerce de Ouagadougou, en vue de recenser tous les opérateurs économiques burkinabè de la Côte d'Ivoire : ses résultats seront également une source de repérage du capital migratoire burkinabè disponible en Côte d'Ivoire.

## 8.5. Les perspectives de réseaux pour renforcer la contribution au développement du Burkina Faso

Il s'agit, à mon sens, de réfléchir à l'organisation et à la structuration de la diaspora : existence de structures identifiables (réseaux, associations, entreprises, etc.), dispositifs institutionnels à mettre en place. Cet aspect revêt un caractère opérationnel incontournable qui conditionne l'efficacité des actions de la diaspora burkinabè dans ses intentions de participer au développement du pays d'origine.

Dans les trois pays d'accueil de la diaspora burkinabè, un nombre important d'au moins 312 associations de la diaspora existent déjà, souvent même avec une impression de pléthore. Bien que la répartition pour chacun des trois pays soit connue, ce chiffre reste finalement approximatif. Ces listes ont néanmoins servi de base pour l'estimation des effectifs souhaitables des entretiens de l'étude. Sur le terrain, leur réalité s'est confirmée, souvent avec d'autres listes complémentaires ou alors avec des actualisations au niveau des bureaux et des adresses. Dans tous les cas, la vitalité de ces associations peut être attestée par les rencontres effectives et périodiques qu'elles tiennent avec leurs membres et dont le consultant a été témoin dans certaines localités d'Italie et de France (Como en Italie et Marseille en France).

Dans cette perspective, il convient de rappeler que, comme déjà dit, ces associations ont souvent d'abord des bases ethniques, claniques, voire familiales et de village. Toutefois, il est heureux et salubre de constater qu'elles témoignent de plus en plus d'un élément

actuel important : leur souci de coordination et leur volonté de s'élever au niveau de la totalité du pays d'origine. Ce souci et cette volonté sont attestés par l'existence de structures faitières dans chacun des trois pays d'accueil : Conseil national des associations de Burkinabè en Côte d'Ivoire, Fédération des associations de Burkinabè en Italie et Union nationale des Burkinabè de France.

Dans la pratique et sur le terrain, ces associations de diaspora burkinabè disposent d'un réseau de partenariats dont certains se sont révélés efficaces. Ainsi, certaines de ces associations de la diaspora burkinabè ont déjà créé des cadres de coopération et d'exploitation des potentiels de développement entre immigrants burkinabè et population du pays d'accueil :

- C'est le cas des exploitants de café et de cacao burkinabè, dont certains disposent d'usines de transformations qui ont décidé, en union avec leurs pairs ivoiriens, de mettre en place l'Union fraternelle des coopératives ivoiro-burkinabè (UFCIB), créée en 2009 et disposant d'un arrêté de reconnaissance officielle depuis 2012. Les activités de cette union portent sur l'amélioration des techniques de travail, l'accroissement des ressources financières et celle des conditions de vie des adhérents, notamment par l'apport des intrants et autres facteurs de production, la collecte, le stockage, la transformation et la commercialisation des produits, l'achat d'équipements collectifs.
- C'est également le cas de l'orphelinat Compassion Esther de Soubré, créé par une Burkinabè, qui accueille essentiellement des orphelins et des enfants en difficulté, quelle que soit la nationalité de leurs parents biologiques. De simple maison d'accueil à ses débuts, c'est aujourd'hui un centre qui bénéficie d'un terrain donné par la maire de la ville. Les dons et autres formes d'assistance reçues ont permis aujourd'hui de construire plusieurs bâtiments dans la cour et d'ouvrir un cycle de maternelle et d'école primaire.
- Dans le même sens, d'autres associations de diaspora burkinabè se sont constituées en véritables agents porteurs d'actions d'innovations technologiques et travaillent à pouvoir en faire le transfert du pays d'accueil au pays d'origine. C'est ainsi que des membres de l'association de la diaspora de Reggio-Emilia se sont investis depuis au moins cinq ans dans l'acquisition, auprès de leur maire, de parcelles de cultures maraichères, ainsi que vu ci-dessus. La coopérative réalise également la conservation et la transformation de ses productions agricoles en produits de consommation directe (jus, confitures, fromages, etc.). L'équipe dispose déjà d'un projet de valorisation de leur invention, dont ils voudraient intéresser des producteurs du pays d'origine et éventuellement dans le pôle de croissance de Bagré<sup>41</sup>.
- Enfin, des associations initiées par la diaspora burkinabè se sont déjà projetées dans la sphère du partenariat et de l'intégration régionale : c'est le cas du Mouvement international immigration et intégration de la diaspora africaine (OiNG/MIIIDA), créé le 31 octobre 2001, disposant d'une reconnaissance officielle au niveau des

<sup>41</sup> Revoir la note de bas de page 47.

ministères ivoiriens en charge de l'Intérieur et des Affaires étrangères (2001 et 2002) et d'un arrêté de 2012 portant autorisation et fonctionnement. Il a soumis, en 2010, une convention de partenariat entre le Mouvement (exécutant), le consulat général du Burkina Faso en Côte d'Ivoire (utilisateur) et les ressortissants burkinabè en Côte d'Ivoire (bénéficiaires).

Au total, dans l'immédiat, les entretiens de terrain nous fournissent des bases d'actions exploitables, à savoir les avis déjà disponibles des acteurs principaux, les membres de la diaspora et leurs associations. Ces avis ont été fournis pour le pays d'accueil et pour le pays d'origine. Les tableaux 33 et 35 présentent successivement les vues pour le pays d'accueil et pour le pays d'origine.

Tableau 33 : Perspectives de mise en place de réseaux dans le pays d'accueil

Pays / Dans le pays d'accueil	Associations				Services diplomatiques et consulaires			Migrants individuels		
	Côte d'Ivoire	Italie	Burkina Faso	France	Côte d'Ivoire	Italie	France	Côte d'Ivoire	Italie	France
Favorable	8	-	4	6	1	-	6	5	-	1
Défavorable	3	1	-	-	-	-	-	1	-	-

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Tableau 34 : Perspectives de mise en place de réseaux dans le pays d'origine

Pays / Dans le pays d'origine	Associations				Services diplomatiques et consulaires			Migrants individuels		
	Côte d'Ivoire	Italie	Burkina Faso	France	Côte d'Ivoire	Italie	France	Côte d'Ivoire	Italie	France
Favorable	14	1	4	1	1	-	6	1	1	-
Défavorable	3	-	-	-	-	-	-	1	-	-

Source : Mission de terrain, OIM, 2014.

Les avis favorables sont au nombre de 29 contre 4 défavorables dans le pays d'origine, et de 31 favorables contre 5 défavorables dans le pays d'accueil. Autrement dit, la quasi-totalité des principaux acteurs est favorable à la constitution de réseaux entre la diaspora burkinabè et les pays d'accueil et d'origine. Il reste donc à concevoir d'abord les éléments constitutifs des réseaux et ensuite toute leur stratégie de mise en place.

# 9



## **Conclusions et recommandations : La diaspora burkinabè pour un co-développement durable et partagé**





# Conclusions et recommandations : La diaspora burkinabè pour un co-développement durable et partagé

## 9.1. Préliminaires

Afin, à la fois, de rendre les recommandations plus consistantes et plus opérationnalisables, celles-ci sont soutenues par les constatations des situations observées sur le terrain, avant la formulation de la ou des recommandations y relative(s).

La prise en compte des considérations théoriques et méthodologiques n'est pas pour autant écartée : des suites et des réponses devaient être apportées à des observations et réserves formulées dans la partie « revue de littérature ».

Dans le même souci de recommandations concrètes, ces recommandations ont été regroupées par thèmes et les acteurs les plus attendus pour leur mise en œuvre ciblés, ce qui n'exclue pas la recherche de concertations et de synergies, dès lors que celles-ci se révèlent utiles sinon nécessaires.

Les conclusions des analyses précédemment menées s'expriment à travers les constatations ici retenues.

## 9.2. Constatations et recommandations

### 9.2.1. Contributions à des débats théoriques et stratégiques

#### a) Les diasporas burkinabè seraient-elles de « vraies » ou de « fausses » diasporas ?

Selon les formules de Denise Helly (2006), une autre formulation de la même question serait de savoir si les émigrés burkinabè des trois pays d'accueil de l'étude sont de simples migrants ou forment la diaspora burkinabè. Pour l'auteur, le critère déterminant est celui des ressources capables de leur permettre de disposer de manifestations concrètes d'une diaspora (réseaux de liens, réalisations d'activités, existence institutionnelle reconnue, etc.).

A mon sens, les présentations faites respectivement au paragraphe 5.3, aux chapitres 7 et 8 en apportent suffisamment d'attestations pour justifier une réponse positive, à savoir que les émigrés burkinabè des trois pays d'accueil sont non seulement des migrants, mais aussi qu'ils forment véritablement des diasporas authentiques<sup>42</sup>.

<sup>42</sup> Tout en restant ici dans les limites de volume souhaitées par le commanditaire de l'étude, des contributions aux réflexions théoriques plus soutenues seront probablement initiées plus tard.

## **b) Aspects de méthodologie et de logistiques de recherche**

Les contraintes de moyens disponibles pour la réalisation de la présente étude ont limité son terrain aux seuls trois pays d'accueil que sont la Côte d'Ivoire, l'Italie et la France. De même, sur le terrain, l'outil utilisé de manière directe avec les membres de la diaspora a été le seul guide-entretien avec les groupes cibles précisés au tableau 2. Par ailleurs, l'impossibilité faite au consultant de ne pas pouvoir faire prendre en charge par le budget de l'étude une quelconque assistance en ressources humaines (enquêteur, point focal local ou superviseur d'une équipe d'enquêteurs, assistant de recherche pour des prestations de services sur des points techniques pointus tels que la cartographie, ou encore le recours à certains logiciels de traitement et d'analyse de données: nvivo et sphinx) a considérablement réduit les initiatives du consultant sur plusieurs étapes du travail: élargir les outils de collecte de données par exemple à la MARP (Méthode active de recherche et de planification participative), à la toile d'araignée ou la méthode SEPO (succès, échec, potentialités et obstacles). De tels outils sont plus pertinents pour évaluer les niveaux de performance des structures dirigeantes des associations de diaspora et l'état de réalisation de leurs activités. De même, l'effectif de pays couvert par l'étude est certes important et indicatif. Toutefois, un état estimatif du nombre de Burkinabè vivant à l'étranger, de mai 2014, émis par le Conseil Supérieur des Burkinabè vivant à l'étranger, montre que ceux-ci se répartissent dans 60 pays. Enfin, l'objectif majeur de l'étude a été de recueillir un grand nombre d'informations sur la diaspora dans ces trois pays cibles, en vue de mieux canaliser sa contribution au développement du pays d'origine, sans se soucier du niveau d'efficacité et de performance de leurs équipes dirigeantes.

Dans une perspective de reconduction de l'étude de base de la présente publication, fortement souhaitée et recommandée par les participants à l'atelier de restitution et de validation des résultats (tenu à Koudougou du 25 au 27 juin 2014), plusieurs niveaux de consolidation devraient y être apportés. Ainsi, l'envergure de l'étude devrait d'une part, couvrir d'autres pays d'accueil sélectionnés sur la base de critères précis et, d'autre part aller au-delà des seuls responsables pour inclure les membres de ces associations. De même, les outils de collecte de données devraient s'élargir à ceux susceptibles de livrer les données plus conformes aux attentes des objectifs.

## **c) Orientation théorique et stratégique : la diaspora burkinabè pour un co-développement durable et partagé**

La revue de littérature a présenté les différentes approches en cours sur la relation entre le fait migratoire et le développement. De ces approches, celle qui émerge et est la mieux partagée est celle de co-développement, dont des insuffisances relevées ont conduit à la formule de « repenser le co-développement ». Dans ce sens, les échanges à l'ONU, du Dialogue de haut niveau sur les migrations et le développement (DHNMD) et ceux du Forum global sur les migrations internationales (FGMI) aboutissent à la formule, acceptable par tous les acteurs de la migration, de « gagnant/gagnant », en lieu et place des formules à finalité unilatérale comme celles exclusivement sécuritaire ou de « migration choisie » des pays d'accueil.

Une bonne gestion des migrations internationales, dont les diasporas sont les acteurs clés, également porteuses de réelles potentialités de développement à travers des concepts fédérateurs comme celui de capital migratoire, au bénéfice de tous les acteurs concernés - émigrés, pays d'accueil et pays d'origine, ne saurait promouvoir une telle orientation ("migration choisie").

Cette récusation vaut surtout pour les pays de départ, dont on sait qu'ils sont, dans leur majorité, des pays en voie de développement, qui sont, dans le cas africain, d'anciennes colonies aujourd'hui sous les rampes de la mondialisation monopolistique et asphyxiante. La présente étude a concerné le Burkina Faso, pays pauvre certes (cf. indices de l'IDH, de la pauvreté, des inégalités de revenus, etc.), mais disposant d'un capital humain physique (chiffre de population et importance des flux migratoires) et qualitatif (peuple travailleur, bonus démographique en émergence, dynamique d'organisation de la diaspora et les témoignages actuels de sa volonté de contribuer au développement du pays d'origine) important. L'option stratégique qui s'impose est celle d'un co-développement durable et partagé, pour lui et pour tous les acteurs de la chaîne migratoire: migrants, entités d'origine, de destination.

Elle est possible et réalisable, non seulement en fonction des facteurs tantôt énumérés, mais également de ceux ci-après: des bases institutionnelles disponibles (stratégie de migration dont l'élaboration est en cours d'adoption, série récentes d'études sur la migration (profil migratoire, guide d'utilisation des données migratoires, interactions entre politiques publiques, migration et développement), une volonté politique présente et partagée (partis politiques et société civile actuellement engagée dans une refondation des bases de gestion du pays pour un développement mieux partagé), des antécédents sérieux déjà disponibles dans les pratiques actuelles de notre diaspora et sa volonté également de tirer un meilleur avantage de cette émigration. Une telle orientation rend également bénéficiaires les pays d'accueil de notre diaspora.

La formule s'exprime comme un autre co-développement avec et pour la diaspora tout comme pour le pays de départ et le pays d'accueil, dans un cadre de conception, de stratégie et de finalités durables et partagées entre les parties prenantes (pays de départ, pays d'accueil, diaspora). En cela, le dialogue de haut niveau de l'ONU est une des références d'accompagnement attendues.

De nouvelles conventions de gestion mieux partagée des flux migratoires burkinabè sont à négocier avec les pays destinataires de notre capital humain physique et qualitatif.

L'ancrage institutionnel de mise en œuvre et de suivi sera une autorité crédible non contestable et disposant de moyens de la nouvelle stratégie migratoire.

## 9.2.2. Recommandations à destination des acteurs opérationnels

### a) Institutions gouvernementales burkinabè

1. Absence dans les administrations du pays d'origine (services centraux et communaux), de documents de déclaration d'existence légale des associations de diaspora/migrants de retour: dans les perspectives d'une implication de l'autorité administrative et politique pour une reconnaissance et une meilleure valorisation de la contribution de la diaspora nationale au développement du pays, il est impérieux de remédier urgemment à cette situation. Dans le cas des migrants de retour au Burkina Faso, c'est même d'abord la dynamique de leur organisation qu'il faudra lancer.
2. Les associations de la diaspora burkinabè sont toutes actuellement inéligibles dans les dispositifs de la loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992, qui régit le cadre associatif au Burkina Faso. Dans la perspective des réseaux à constituer et du renforcement de leur participation au développement du pays, un réaménagement de l'article 17 (surtout son premier alinéa) devrait permettre aux associations de la diaspora burkinabè de s'en constituer des membres, voire des membres d'utilité publique (article 18), afin d'avoir toute latitude utile et de bénéficier de toutes les mesures d'accompagnement nécessaires.
3. L'accès à des documents disponibles tels que les répertoires des associations dans les ministères et dans les communes, souvent déjà sur fichiers électroniques, a été rendu difficile dans certains services. A l'heure actuelle où le phénomène migratoire bénéficie d'une attention bienveillante au niveau national, international et où des dynamiques de sa valorisation s'élaborent, il est vivement demandé à toutes les sources de données d'avoir une disponibilité et un esprit de communication et de partage de ces données.
4. La conservation des dossiers administratifs des associations de diaspora par les services diplomatiques et consulaires est défectueuse dans beaucoup de cas. Elle doit être corrigée et la fluidité de leur accès améliorée.
5. L'effort initié par le Burkina Faso pour un meilleur suivi des opérateurs informels de transfert d'argent est salubre et mérite d'être encouragé. Des initiatives de nouvelles recherches doivent en permettre une meilleure rentabilisation.
6. La suggestion de réaliser l'exploitation des données collectées et disponibles à Soubré doit retenir l'attention du CSBE et des partenaires au développement. Il en est de même pour le recensement en cours sur les opérateurs économiques burkinabè en Côte d'Ivoire, qui offre *a priori* une opportunité d'opérationnalisation possible du projet MIDA du Burkina Faso.

7. Les responsables des associations de diaspora burkinabè, soucieux des risques de perte de l'identité nationale pour eux-mêmes et surtout pour leurs enfants, ont déjà pris des initiatives de ressourcement culturel (voyages d'étude, colonies, journées culturelles du Burkina Faso, journées de l'enfant burkinabè, etc.), il importe que les autorités nationales compétentes dans les domaines concernés, leur apportent un soutien actif<sup>43</sup>.
8. Le lancement d'une opération de prix aux meilleurs membres de la diaspora burkinabè dans leurs initiatives de développement du pays d'origine constituerait un puissant encouragement à la connaissance de ces initiatives, à leur suivi et à leur promotion (orphelinat de Soubré, ferme agricole de Reggio-Emilia, forum de l'association de Lyon, association des jeunes cadres et étudiants avancés de Paris, Quickcash de Côte d'Ivoire, etc.).
9. Manque important des archives administratives des associations de diaspora et des migrants de retour: une synergie d'initiatives entre les structures administratives (MATDS), celles de recherche (INSD, ISSP), de police (aéroport) et de police des frontières doit pouvoir y suppléer.

#### **b) Institutions gouvernementales des pays d'accueil**

#### **c) Représentations diplomatiques et consulaires dans les pays d'accueil**

10. Il y a un déséquilibre entre le nombre de délégués CSBE et l'effectif de la diaspora burkinabè entre la France et l'Italie : la première compte moins de 7 000 Burkinabè et a 8 délégués CSBE, tandis que la seconde, avec plus de 50 000 Burkinabè, n'en compte que 3. Une telle situation doit être corrigée.
11. Dans le même ordre d'idée, l'effectif du personnel et l'espace des locaux de la représentation diplomatique du Burkina Faso en Italie est en déphasage avec le nombre de la diaspora dans le pays : la situation doit être revue.
12. Les rapports entre les délégués consulaires et les délégués CSBE se sont révélés, durant le séjour de terrain du consultant, ambigus et souvent conflictuels : les rôles respectifs doivent être clarifiés et portés à la connaissance de la communauté burkinabè concernée. Les autorités des pays d'accueil doivent également en recevoir une information officielle, au moins pour les délégués CSBE (agents du service public), par les services diplomatiques et consulaires (cf. travaux de la récente conférence nationale des ambassadeurs et des délégués consulaires de 2014).

<sup>43</sup> La version finale du présent document s'élaborant en ce mois de novembre 2015, cette recommandation reçoit un écho fort dans le souci d'un partage, avec toutes les composantes de la diaspora burkinabè, des valeurs cardinales de vie individuelle et sociétale à reconquérir, exprimées par les manifestations de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et leur refus de la tentative de coup d'Etat des 16 et 17 septembre 2015.

13. Les rapports entre les associations de diaspora et les services diplomatiques et consulaires doivent être améliorés dans le sens d'une plus grande diligence des contacts, de confiance, de transparence et d'équité entre les diverses associations (entre ces associations et entre elles et les services diplomatiques).

#### **d) OIM et autres partenaires techniques et financiers**

14. Les hypothèses multiples sur la situation de non-enregistrement des associations de la diaspora burkinabè devraient être vérifiées par des investigations ultérieures.

#### **e) Membres et associations de la diaspora burkinabè**

15. Niveau peu élevé des cadres de création de la majorité des associations de la diaspora, très souvent clanique, familial, villageois, d'où le besoin d'une dynamique de sensibilisation et d'information à instaurer dans ce sens pour élever le niveau à une dimension régionale ou nationale dans l'optique de permettre une meilleure saisie des problèmes et une meilleure efficacité de la recherche de leur solution.
16. Faible proportion d'associations disposant d'une reconnaissance officielle. Il importe, en conséquence, d'ores et déjà, que les membres de la diaspora burkinabè se convainquent de la nécessité, non seulement de s'organiser et de se structurer, mais aussi, une fois l'association créée, de la déclarer pour une reconnaissance auprès des services compétents et des institutions du pays d'accueil. Qu'ils en fassent également l'enregistrement dans les services diplomatiques et consulaires de leur pays et insistent auprès de leurs autorités de référence pour que les documents administratifs de leur existence légale soient bien conservés.

#### **f) Recommandations interpellant plusieurs acteurs**

17. La régression des valeurs de référence de la vie collective à l'étranger (entraide et solidarité, défense des droits et intérêts de la communauté burkinabè, promotion de la culture nationale, etc.) interpelle tous les acteurs de la vie nationale. Il est suggéré que chaque acteur (diaspora burkinabè, autorités du Burkina Faso) en prenne conscience et initie les actions correctives et de promotion les plus idoines.
18. L'émigration bissa, si elle a eu et a toujours ses aspects positifs, voire très positifs, est également, aujourd'hui, une source de préoccupations diverses pour une bonne partie de la jeunesse bissa. Même s'il est vrai qu'aujourd'hui, au Burkina Faso, le désir de l'émigration n'est pas le seul attrait qui perturbe la fréquentation scolaire (sites miniers), quelles dispositions peuvent être prises au niveau de tous les acteurs et à tous les lieux concernés ?

### 9.3. Epilogue : Résultats de l'atelier de restitution des résultats de la présente étude

Le Bureau de l'OIM de Ouagadougou, commanditaire de la présente étude, a organisé l'atelier de restitution des résultats à travers une « retraite gouvernementale sur la migration, le développement et la diaspora burkinabè », les 25, 26 et 27 juin 2014 à Koudougou.

La présentation des résultats de l'étude a été précédée par l'audition de six communications qui ont énormément enrichi plusieurs des thèmes abordés par l'étude. Les thèmes traités ont été les suivants :

- Introduction générale sur migration et développement ;
- Diaspora et développement : rôles et étapes pour son engagement ;
- La stratégie nationale de la migration du Burkina Faso ;
- Le projet Migration pour le développement en Afrique (MIDA) et sa mise en œuvre au Burkina Faso (phases 1 et 2) ;
- La réinsertion socioprofessionnelle des migrants de retour au Burkina Faso : capacités des migrants et conditions d'accueil ;
- L'impact des transferts de fonds sur le développement économique : cas du Burkina Faso.

Les travaux de groupes organisés après les communications et la restitution ont été centrés sur les stratégies de mobilisation de la diaspora autour du développement du Burkina Faso. Ils ont abouti aux recommandations pertinentes présentées en détail dans un rapport général de l'atelier, rédigé par le Bureau de l'OIM de Ouagadougou.

Dans leur contenu, les recommandations issues de cet atelier confortent, complètent, explicitent et rendent opérationnalisables un bon nombre des recommandations ici proposées. Sans vouloir ici verser dans la redondance, mais plutôt s'obliger au respect du principe de paternité des idées et des initiatives, mais aussi, apporter aux recommandations ci-dessus formulées les enrichissements et les compléments pertinents de cet atelier, sont rappelées ici les principales recommandations. Au demeurant, les acteurs ciblés au paragraphe 9.2. sont invités à opérer les synthèses et les harmonisations utiles :

#### 9.3.1. Implication de la diaspora dans le processus de développement du Burkina Faso

- Accélérer l'adoption en Conseil des ministres de la SNMig et son plan d'action ;
- Mettre en œuvre la SNMig ;
- Mettre en place un mécanisme de suivi des accords sur les flux migratoires, avec des représentants qualifiés de la diaspora burkinabè du pays d'accueil concerné ;
- Rapprocher et créer des synergies de collaboration entre les coopératives de la diaspora et celles locales à travers la mutualisation (appui de la diaspora à travers les transferts de fonds et de savoirs) : exemple des Burkinabè de l'Italie sur la

production de la tomate, de l'Union fraternelle des coopératives ivoiro-burkinabè (UFCIB), créée en 2009 et officiellement reconnue depuis 2012, etc. ;

- Drainer l'économie de la diaspora dans les programmes de développement de l'Etat (Pôles de croissance tels Bagré pool et pool du Sahel en gestation, logements sociaux, etc.).

### **9.3.2. Transferts de fonds dans le développement national : Comment utiliser les fonds transférés dans le développement ?**

- Création des produits financiers adaptés aux besoins de la diaspora tels que les emprunts obligataires et les émissions des titres financiers ;
- Fonds d'appui à l'investissement des Burkinabè de l'extérieur (recenser les projets prioritaires définis par l'Etat, les partager avec la diaspora et proposer, pour chaque projet, une parité de contribution de 20 % pour la diaspora et 80 % pour l'Etat) ;
- Bibancarisation pour permettre aux banques d'avoir les fonds pour financer les projets nationaux (épargnes).

### **9.3.3. Gestion de données liées à la diaspora**

- Mettre en place un système de collecte et de gestion de données sur les Burkinabè de l'extérieur au SP/CSBE en partenariat avec l'INSD et l'ISSP ;
- Étudier les voies de collaboration, d'exploitation et de valorisation de données relatives à la diaspora burkinabè déjà collectées par d'autres instances (cas de données sur les opérateurs économiques en Côte d'Ivoire collectées par la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso, de données démographiques et économiques sur les Burkinabè de Soubré, réalisées par le Consulat honoraire de Soubré).

### **9.3.4. Projet MIDA**

- Faire connaître le MIDA (information, sensibilisation, missions diplomatiques, formation des personnes ressources, produire une documentation notamment les success stories, y compris les objectifs et les intentions) ;
- Accélérer la mise en œuvre de l'étude de faisabilité du projet MIDA au Burkina Faso ;
- Etudier les modalités d'inscription des activités des associations des Burkinabè de l'étranger dans le projet.

Ouagadougou, le 22 mars 2016





# 10



## Références bibliographiques



## Références bibliographiques

- Abebe, S.  
2011 *Leveraging Migration for Africa: Remittances, skills and investments*, 2011, 193 pages.
- Adams, R.H.  
1998 « *Remittances, Investment and Rural Asset Accumulation in Pakistan* », *Economic Development and Cultural Change*, vol. 47, n° 1, octobre 1998, p. 155 à 173.
- Akindès, F.  
2004 *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*. CODESRIA, 2004, 51 pages.
- Alba, R. et V. Nee  
1997 « Rethinking Assimilation Theory for a New Era of Immigration ». *International Migration Review* 31, p. 4.
- Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)  
2011 *Analyse de l'impact des envois de fonds des travailleurs migrants sur l'économie du Burkina Faso*. Textes : BCEAO Ouagadougou, 12 juillet 2011, 47 pages de PowerPoint, Annexes, 20 novembre 2012.
- Banque mondiale, S. Mohapatra et D. Ratha (éds.)  
2011a *Remittance Markets in Africa*, 2011, 252 pages.  
2011b *Diaspora for development in Africa*, 2011, 328 pages.
- Basch, L., N. Glick-Schiller et C. Szanton-Blanc  
1992 *Transnationalism : A new analytic framework for understanding migration*. In N. Glick- Schiller, L.
- Basch, L. et C. Szanton Blanc (éds.):  
n.d. *Towards a transnational perspective on migration: race, class, ethnicity and nationalism reconsidered*. New York: New- York Academy of Science.
- Blion, R. et al.  
1997 « La Côte-d'Ivoire dans les stratégies migratoires des Burkinabè et des Sénégalais », in Bernard Constantin et Harris Memel-Fotê : *Le modèle ivoirien en question*, p. 706 à 737.

- Bonnewitz, P.  
2000 *Glossaire spécifique.*
- Bourdieu, P.  
1980 *Le capital social. Actes de la recherche en sciences sociales.*
- Bourenane, N., S. Bourjij et L. Lhéria  
2011 *Réduire les coûts des transferts d'argent des migrants et optimiser leur impact sur le développement : Outils et produits financiers pour le Maghreb et la Zone franc.* Décembre 2011, BAD, France, 162 pages.
- Burkina Faso  
1992 *Loi n° 10/92/ADP du 15 décembre 1992, relative à la liberté d'association,* 1992, 5 pages.  
2015 *Loi n° 064-2015/CNT du 20 octobre 2015 portant liberté d'association.*
- Burkina Faso, BCEAO  
2013 *Rapport annuel 2012 sur la gestion des bureaux de transfert d'argent,* août 2013, 38 pages.
- Cattacin, S.  
2007 *Migration et Association, La vie associative des migrants - une exploration de leur rôle et développement en Europe occidentale, Genève-Neuchâtel : Département de sociologie/SFM,* 26 pages.
- CIF et ADA, Z. Diasso, C. Yaméogo et collaboration de S. Ouédraogo  
2005 *Etude préliminaire sur la migration et les transferts d'argent des migrants* Burkinabè., mars 2005, 54 pages.
- Comité européen sur les migrations (CDGM)  
2006 *Vers une stratégie des flux migratoires ; Les enjeux pour les pays d'origine,* 49 pages.
- Condé, J. et K.C. Zakaria  
1978 *Aperçu sur les migrations en Afrique de l'ouest.* Paris, OCDE.  
1980 *Demographic aspects of migration in West Africa.* Volumes 1 et 2, Banque mondiale, OCDE, Paris.
- Coulibaly, S.  
1978 *Les migrations voltaïques : les origines, les motifs et les perceptions des politiques.* Thèse PHD, Université de Montréal, septembre 1978.
- Dabiré, B.  
2014 *Profil migratoire du Burkina Faso.* Etude commanditée par l'OIM et l'Union européenne, mars 2014, 67 pages.

Editions Quillet

- 1975 Dictionnaire de la langue française en 4 volumes, Paris, vol. 2, sans nombre de pages.

Faist, T.

- 2007 *Transnationalisation and development: Toward a North-South perspective. Migration Letters*, 4(2), p. 183 à 199.
- 2008 *Migrants as transnational development agents: An inquiry into the newest round of the migration-development nexus. Population, Space and Place*, 14 ; p. 21 à 42.

Ferro, A.

- 2010 *Risultati e raccomandazioni del Bando Milano per il cosviluppo 2009-2010*. Roma : CeSPI.
- 2011 *Iniziative istituzionali e modelli nazionali per la valorizzazione delle rimesse. In Fondazione Ismu, Sedicesimo rapporto sulle migrazioni 2010*. Milano : Franco Angeli.

Fonds international de développement agricole (FIDA)

- 2007 *Travailleurs migrants et envois de fonds*, Rome, FIDA, décembre 2007. Disponible à l'adresse : [www.ifad.org/events/remittances/maps/brochure\\_f.pdf](http://www.ifad.org/events/remittances/maps/brochure_f.pdf).

FORIM

- 2012 *Répertoire national des OSIM*, 2<sup>e</sup> édition 2012. 215 pages.

Gaillard, J. et A.-M. Gaillard

- 2003 « *Can the Scientific Diaspora Save African Science ?* », 2003. Disponible en ligne sur le site du Science and Development Network (Scidev) : [www.scidev.net](http://www.scidev.net).

Gazier, B.

- 1992 *Economie de travail et de l'emploi*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Dalloz.

Gilbert, P.

- 1980 *Dictionnaire des mots contemporains*, Le Robert, Paris, sans nombre de pages.

Global Commission on International Migration (GCIM)

- 2005 *Migration in an Interconnected World: New Directions for Action*. Report of the Global Commission on International Migration, 5 octobre 2005. Disponible à l'adresse: [www.refworld.org/docid/435f81814.html](http://www.refworld.org/docid/435f81814.html) [consulté le 15 mars 2016]

Guengant, J.-P.

- 2002 « *Quel lien entre migrations internationales et développement ?* », Ceras - revue *Projet* n° 272, décembre 2002. Disponible à l'adresse : [www.ceras-projet.com/index.php?id=1735](http://www.ceras-projet.com/index.php?id=1735).

Guilmoto, Z.C. et F. Sandron

- 2003 *Migration et développement*, La documentation française, Paris, 142 pages.

(De) Haas, H.

- 2012 *The migration and development pendulum : A critical view on research and policies*. *International Migration*, Vol. 50 (3), p. 8 à 25.

Harzoune, M.

- 2010 *Les deux visages de l'Afrique, Hommes et migrations* [en ligne], consulté le 31 décembre 2013. Disponible à l'adresse : <http://hommesmigrations.revues.org/1698>.

Helly, D.

- 2008 *Diaspora : un enjeu politique, un symbole, un concept?, Espace populations sociétés* [en ligne]. Disponible à l'adresse : [http://classiques.uqac.ca/contemporains/helly\\_denise/diaspora\\_enjeu\\_politique/diaspora\\_enjeu\\_politique.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/helly_denise/diaspora_enjeu_politique/diaspora_enjeu_politique.html), p. 17 à 31. [consulté le 12 octobre 2012]

Heuler-Neuhaus, W.

- 2003 *Émigration de travail des Burkinabè en Côte d'Ivoire et impact de la crise politique ivoirienne sur la dynamique de migration et les transferts*. Background paper pour servir à affiner les hypothèses du groupe de travail effectuant des micro-simulations sur les effets de la crise ivoirienne sur la pauvreté au Burkina Faso. Avril 2003, 80 pages.

Hovanessian, M.

- 1998 « *La notion de diaspora : Usages et champ sémantique* », in. *Journal des anthropologues*, Numéros 72-73, 1998, p. 11 à 30.

Institut international d'études sociales, Organisation internationale du Travail

- 2010 *Faire des migrations un facteur de développement : une étude sur l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest*, Genève, OIT, 178 pages.

Ionesco, D., I. Dia et I. Guissé

- 2009 *Le potentiel de développement des migrants transnationaux d'Afrique subsaharienne dans le domaine de la santé*, OIM, Genève, 15 pages.

Lacroix, T.

- 2009 *Migration, Développement, Codéveloppement : quels acteurs pour quels discours ?* Institut Panos Paris, mars 2009, 52 pages.

Le Pape, M. et C. Vidal, éd.

2002 *Côte d'Ivoire: l'année terrible 1999-2000*. Kathala, 2002, 360 pages.

Lerch, M.

2006 *Les transferts de fonds des migrants albanais. Facteurs déterminant leur réception*, Neuchâtel, Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, 2006.

2013 « *Éclairage – Transferts de fonds : enquête auprès des immigrés d'origine serbe en Suisse* », *Annuaire suisse de politique de développement* [en ligne], Vol. 27, n° 2 | 2008, mis en ligne le 22 mars 2010, consulté le 31 décembre 2013. Disponible à l'adresse : <http://aspd.revues.org/509>.

Lessault, D. et C. Beauchemin

2009 *Les migrations d'Afrique subsaharienne en Europe : un essor encore limité*, *Population et Sociétés* n° 452, INED.

Levitt, P. et N. Nyberg-Sorensen

2004 *The transnational turn in migration studies. Global migration perspectives*, n° 6.

Marchal, J.-Y.

1974 *Géographie des aires d'émigration en pays mossi*. Ouagadougou, ORSTOM, mai.

Mazzucato, V.

2005 *Ghanaian migrant's double engagement : a transnational view of development and integration policies. Global Migration Perspectives*, n° 48.

Meillassoux, C.

1999 *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire : de l'économie de subsistance à l'agriculture commerciale*. Editions de l'École Pratique des Hautes Études, Les réimpressions des éditions de l'École de Hautes Études de sciences sociales, Réimpressions sur les presses de L'A.N.R.T. (1964, 1970, 1974, 1999), 382 pages.

Morabito, V.

2002 « *la présence des Voltaïques dans l'histoire coloniale de l'Office du Niger* », in Madiéga Yénouyaba Georges et Nao Oumarou, 2002 : *Burkina Faso : cent ans d'histoire*, tomes 1 et 2, Karthala-P.U.O., Paris et Ouagadougou, 2 202 pages, p. 1355 à 1384.

Natali, C.

- 2014 *Diaspora et développement ; rôle et étapes pour son engagement*. Communication à la Retraite gouvernementale sur le projet migration pour le développement en Afrique (MIDA) et la Diaspora Burkinabè, Koudougou, les 25, 26, 27 juin 2014. Bureau régional de l'OIM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Ndiaye, M. et N. Robin

- 2010 *Les migrations internationales en Afrique de l'Ouest : Une dynamique de régionalisation articulée à la mondialisation*, Synthèse d'une communication présentée à l'occasion du séminaire de formation sur « la coopération extérieure dans le domaine des migrations et de l'asile le long de la route migratoire ouest-africaine » (Europe Aid, Coopération Office), du 26 au 28 octobre 2009 à Bamako (Mali), 47 pages. Disponible à l'adresse : [www.cepel.org](http://www.cepel.org).

*Nouvelles de Bagrépôle*

- 2014 Trimestriel d'information du projet Pôle de croissance de Bagré, numéros 1 et 2, janvier-février-mars 2014 et avril-mai-juin 2014, 11 et 11 pages.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

- 2005 *Migrations, transferts de fonds et développement*, Paris, OCDE.  
2007 *L'intégration régionale en Afrique*. Paris, OCDE.

Organisation internationale du Travail (OIT)

- 2010 *Faire des migrations un facteur de développement ; une étude sur l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest*, 178 pages.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2000 *Document-cadre de la politique migratoire de l'OIM pour l'Afrique Subsaharienne*, 80e session, 28 pages.  
2010 *Etat de la migration dans le monde 2010 : l'avenir des migrations : renforcer les capacités face aux changements*. 272 pages.  
2014 *Profil migratoire du Burkina Faso*, OIM Bureau de Ouagadougou, 67 pages.

Orozco, M.

- 2003 *Worker Remittances ; Issues and Best Practices, Testimony presented to the US House, Committee on Financial Services hearing entitled « Remittances: Reducing Costs, Increasing Competition, and Broadening Access to the Market »*, 1 October 2003.

Østergaard-Nielsen, E.K.

- 2001 *The Politics of Migrants' Transnational Political Practices*. Paper given to the conference on Transnational Migration: Comparative Perspectives. Princeton University, 30 juin-1 juillet 2001.



Perrin, N. et M. Martiniello

2011 *Les pratiques transnationales en Belgique. Vecteur d'intégration ou de repli communautaire ?* Bruxelles : Ed. Fondation Roi Badouin.

Perruchoud, R. (rédacteur)

2007 *Glossaire de la migration. N° 9. Droit international de la migration*, OIM, 2007, 98 pages.

Piché, V. (dir.)

2013 *Les théories de la migration*, INED, Paris, 535 pages.

Piore, M.

1979 *Birds of passage*, Cambridge, Cambridge University Press.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

2009 *Rapport mondial sur le développement humain*, New York.

2014 *Rapport mondial sur le développement humain*, New York.

Putnam, R.

1999 *Bowling alone: The collapse and revival of American community*, 1999.

Ratha, D. et al.

2011 *Leveraging Migration for Africa: Remittances, skills and investments*, Banque mondiale, 193 pages.

Rey, A. (sous la dir. de)

1998 *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1998 (1re éd. en grand format 1992), sans nombre de pages.

Sawadogo, R.C.

1974 « *Les études des migrations voltaïques : appréciation critique des causes et des aspects quantitatifs* ». Communication au Séminaire CVRS/IDEP sur l'état de la science sociale en matière de développement et de sous-développement, Ouagadougou, 26 novembre au 1er décembre 1973. Publié dans *Notes et documents voltaïques* 7(2), numéro spécial, janvier-mars, p. 99 à 144.

1989 *Politique implicite de population au Burkina Faso*. 40 pages multigr. Consultation, En Collaboration avec Konaté Lohé Désiré, Directeur de la Démographie de l'Institut national de démographie (INSD), novembre 1989 pour Population Council, Direction régionale de Dakar. 1990.

1990 *Importance, enjeux et perspectives du mouvement migratoire au Burkina Faso pour les années 1990*, 39 pages.

1993 *Les migrations au Burkina Faso : importance, causes, problèmes actuels et perspectives*, 40 pages.

- 1995 « *Suivi des mouvements de population à travers la circulation des billets et des transferts monétaires* », in BAD, *Etude sur le secteur de la population au Burkina Faso*, 12 pages.
- 2002 « *La migration comme facteur d'intégration ouest-africaine et le paradoxe des manifestations d'intolérance civique* », in UEPA, *La population africaine au 21<sup>e</sup> siècle*, Troisième conférence africaine sur la population. Durban, Afrique du Sud, 6-10 décembre 1999, volume 5, 695 pages, p. 607 à 647.
- 2006 Situation et conditions de vie des rapatriés : de l'insécurité à la pauvreté ? Symposium sur les migrations au Burkina Faso : Rapport final, 53 pages.
- 2009a *Migration et développement au Burkina Faso: expériences de recherches, pratiques de développement et perspectives*. Thèse de Doctorat d'État, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 12 décembre 2009, 3 tomes, 5 volumes, 1 785 pages.
- 2009b *Burkina Faso : évolution des transferts de fonds liés à l'épargne migratoire depuis le démarrage de la crise ivoirienne*. 17 pages. Communication à l'atelier pluridisciplinaire IRD/ISSP, Ouagadougou, initialement prévu pour du 1er au 3 décembre 2009.
- 2009c « *La lecture des migrations burkinabè et la prise en compte de leur historicité en question* ». Communication au panel 54 « *The location of Africa : history of the localities on the move* » de la troisième conférence européenne des études africaines, tenue à l'Université de Leipzig, Allemagne, 4-7 juin 2009.
- 2009d *Les transferts monétaires migratoires dans les pays de l'UEMOA : importance actuelle et passée des données, expériences de gestion récentes au Burkina Faso et perspectives*. Deuxième Symposium international de l'Institut de formation et de recherche en population, développement et santé de la reproduction (IPDSR), de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Dakar, 18-20 novembre 2009, 30 pages.
- 2010a « *La migration clandestine : élucidation de la conceptualisation à travers les cadres d'opérationnalisation* », in *Mosaïque : Revue interafricaine de philosophie, Littérature et sciences humaines*, Revue semestrielle n° 009, décembre 2009, p. 307 à 332.
- 2010b « *Les accords de « gestion concertée des flux migratoires » entre les pays européens et les pays tiers, notamment l'Afrique : préoccupations politiques, référents scientifiques, mobilité des compétences* », in *Cahiers du CERLESHS* (Centre de recherches en lettres, Sciences humaines et sociales), tome XXV, n° 35, 2010, Ouagadougou, p. 297 à 336.
- 2013a *Flux migratoires : les accords de coopération entre les pays européens et les pays tiers ; évaluation des résultats actuels en Afrique subsaharienne et perspectives*. Communication au Cours de formation continue, Colloque introductif : Migrations et sociétés plurielles : « Empruntes et Emprunts » du Sud. Université de Lausanne, 31 janvier et 1er février 2013, 28 pages.
- 2013b La création et la suppression de la colonie de Haute-Volta à la lumière de sa fonction de « réservoir important de main-d'œuvre », dans Giovanni Carlo/ Bruno, Immacolata Caruso, Bruno Vendi : *Human mobility : migration from a European and African viewpoint*, 2013, Rubbettino, p. 385.

Sjaastad, L.H.

1961 *Income and migration in the United States*, thèse de doctorat non publiée, University of Chicago.

Stocchiero, A.

2007 Le capital social transnational des migrants sénégalais est-il porteur de co-développement? In S. Ceschi et A. Stocchiero (eds.), *Relations transnationales et co-développement*. Paris: L'Harmattan.

Thiollet, H.

2010 Migrations et relations internationales », *Transcontinentales* [en ligne], 8/9, document 2, mis en ligne le 31 décembre 2010, consulté le 31 décembre 2013. Disponible à l'adresse : <http://transcontinentales.revues.org/787>.

Tobin, S. et N. Sallee

2003 « *One Million Secret Agents: A report on Diaspora, Drains and Development* », Kea (New Zealand Talent Community Abroad), 2006, disponible à l'adresse : [www.keanewzealand.com](http://www.keanewzealand.com). Working Paper, n° 03/189, Washington, D.C., International Monetary Fund (IMF), 2003.

UNESCO

1986 *Livre de référence pour les politiques de population*.

Wescott, C. et J. Brinkerhoff (éds.)

2006 *Converting Migration Drains into Gains, Harnessing the Resources of Overseas Professionals*. Manille, Banque asiatique de développement.

### Mémoires, rapports, documents divers

Bourenane, N., S. Bourjij et L. Lhériaux

2011 *Réduire les coûts des transferts d'argent des migrants et optimiser leur impact sur le développement : Outils et produits financiers pour le Maghreb et la Zone franc*. Décembre 2011, BAD, France, Rapport, 162 pages.

Tokpa, J.

2002 « *La contribution de la Haute-Volta à la mise en valeur de la Côte d'Ivoire ! la question de la main-d'œuvre mossi 1919-1947* » in Madiéga Y. G. et Nao O, 2002 : *Burkina Faso : cent ans d'histoire*, tomes 1 et 2, Karthala-PUO, Paris et Ouagadougou, 2 202 pages, p. 1 385 à 1404.

## Webographie

Chattou, Z., P. Gonin, et M.-A. Hily

- 2012 « Rôle et place des migrants dans l'espace public à Agouraï », *Norois* [en ligne], 214 | 2010/1, mis en ligne le 1er juin 2012, consulté le 31 décembre 2013. Disponible à l'adresse : <http://norois.revues.org/3115> ; DOI : 10.4000/norois.3115.

Drechsler, D. et J. Gagnon

- 2008 « Les migrations, une source de développement à exploiter », *Annuaire suisse de politique de développement* [en ligne], Vol. 27, n° 2 | 2008, mis en ligne le 19 mars 2010, consulté le 31 décembre 2013. Disponible à l'adresse : <http://aspd.revues.org/172>.

Dufoix, S.

- 2010 *Généalogie d'un lieu commun « Diaspora » et sciences sociales*, Université de Paris-X Nanterre (Groupe d'Etude et d'Observation de la Démocratie-GEODE) consultation du 20 septembre 2014).

Faist, T., M. Fauser et P. Kivisto (éds.)

- 2011 *The Migration–Development Nexus: Toward a Transnational Perspective*, 2011.

Harzoune, M.

- 2010 « Les deux visages de l'Afrique », *Hommes et migrations* [en ligne], 1286 à 1287 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 31 décembre 2013. Disponible à l'adresse : <http://hommesmigrations.revues.org/1698>.

Mona, P.

- 2008 « Migration et développement : le point de vue de la Division politique IV (DFAE) », *Annuaire suisse de politique de développement* [en ligne], Vol. 27, n° 2 | 2008, mis en ligne le 18 mars 2010, consulté le 31 décembre 2013. Disponible à l'adresse : <http://aspd.revues.org/513>.

Petit Robert

- 1987 *Dictionnaires Le Robert*, 1987, Paris.

Rey, A. (sous la dir. de)

- 1998 *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1998 (1<sup>re</sup> éd. En grand format 1992).

Sjaastad, L.H.

- 1961 *Income and migration in the United States*, these de doctorat non publiée, University of Chicago, 1961.

Thiollet, H.

- 2010 « Migrations et relations internationales », *Transcontinentales* [en ligne], 8/9 | 2010, document 2, mis en ligne le 31 décembre 2010, consulté le 31 décembre 2013. URL : <http://transcontinentales.revues.org/787>.

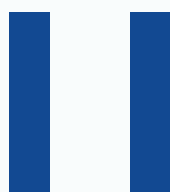
Wanner, P.

- 2008 « L'apport des migrants au développement : une perspective économique », *Annuaire suisse de politique de développement* [en ligne], Vol. 27, n° 2 | 2008, mis en ligne le 22 mars 2010, consulté le 31 décembre 2013. URL : <http://aspd.revues.org/193>.

Wihtol de Wenden, C.

- 2010 De l'étude des migrations aux mobilités transnationales, *Transcontinentales* [en ligne], 8/9, document 12, mis en ligne le 31 décembre 2010. Disponible à l'adresse : <http://transcontinentales.revues.org/199>. [consulté le 31 décembre 2013]





## Annexes





## Annexes

### Annexe I : Historique de l'implantation des associations de Burkinabè en Côte d'Ivoire

**Première version**, donnée à Abidjan le 29 novembre 2013, par un témoin des faits, en la présence d'un « Chef central des chefs coutumiers du Burkina Faso en Côte d'Ivoire »

Le chef passe la parole à son frère :

D'abord je voudrais saluer mon ami, chef de l'Union des chefs et notables burkinabè. J'étais le premier responsable de l'Union fraternelle des ressortissants burkinabè de Côte d'Ivoire qui a été créée au temps colonial. C'est la première association même qui a été officiellement créée en Côte d'Ivoire par Ouézzin Coulibaly (...). C'est dans les années 53 puisque, je suis arrivé en Côte d'Ivoire dans les années cinquante, mais le suis reparti au pays et suis revenu ici en 1952.

Les raisons de la création de la structure: nous avons senti que nos frères qui venaient n'avaient pas de structure pour les accueillir. Les Ouézzin ont dit pourquoi ne pas en créer pour qu'on puisse recevoir ceux qui viennent et leur donner des conseils. Surtout, à l'époque, dans certaines régions comme Daloa comment nos parents étaient très maltraités là-bas, je ne veux (pas) parler d'esclavage, mais ce n'était pas loin de cela...

Les archives de l'association: Moi, j'en avais vraiment une pile de beaucoup de documents d'archives très intéressantes. Au moment où je suis reparti à Ouagadougou en cinquante, je les avais confiés à un ami (...). Je suis revenu, je n'ai pas trouvé la valise. C'était des documents très intéressants parce ce qu'à l'époque j'étais avec les Ouézzin Coulibaly qui étaient à Adjamé. Houphouët était un député et moi je le suivais jusqu'à ce qu'il est devenu président de la République. Si j'avais ça aujourd'hui là ! Ça, c'est un trésor<sup>44</sup>. Vraiment j'ai pleuré hein !

Quand Houphouët a eu l'idée avec Maurice Yaméogo de créer le Conseil de l'Entente, il dit qu'il y a les autres pays, mais que la Haute-Volta et la Côte d'Ivoire, c'est le même pays (...) Et, avec les indépendances, pourquoi ne pas créer le système de double nationalité, mais ce sont les autres Ivoiriens qui ont verrouillé (...). Mais c'est après ça, ceux de Bouaké ont manifesté. On a créé des villages<sup>45</sup>, alors ils sont des Ivoiriens à part entière (...).

<sup>44</sup> Néanmoins, le consultant a pu voir un récépissé de déclaration d'association de l'*Union fraternelle des originaires de la Haute-Volta*, siège social Treichville, Abidjan, daté du 5 octobre 1952 et signé du Gouverneur Grivot. Cette association est devenue *Union fraternelle des originaires du Burkina Faso en Côte d'Ivoire*, dont le consultant a vu le règlement intérieur daté du 18 avril 1986.

<sup>45</sup> Revoir la note de bas de page relative à la création des 7 villages voltaïques.

## Deuxième version de l'historique des Burkinabè de Côte d'Ivoire, à Abidjan, le 29 novembre 2013, avec le président du Conseil national des Burkinabè de Côte d'Ivoire

- Voilà, je suis donc le président du conseil national des Burkinabè de Côte d'Ivoire. Le conseil national existait même avant les indépendances. Nos parents, les premiers Voltaïques à l'époque qui sont arrivés là, je peux citer des noms comme Boniface Ouédraogo ancien maire de Koumassi, Ablassé Ouédraogo ancien ministre<sup>46</sup>, donc ces hautes personnalités de la communauté burkinabè avaient déjà à l'époque créée une association qu'on appelait UFVOCI (Union fraternelle des Voltaïques de Côte d'Ivoire) qui représentait en tout cas tous les Voltaïques de l'époque. Et c'est au fur des générations qu'on a changé de dénomination parce qu'on s'est rendu compte qu'il y avait le Conseil malien, il y avait le Conseil togolais, il y avait le Conseil sénégalais, etc. Il fallait qu'on trouve aussi, qu'on change de nom. Et c'est ainsi qu'on a donné le nom de Conseil national des Burkinabè de Côte d'Ivoire, que je préside aujourd'hui.
- Date de création ? Je ne la connais pas (...). Mais je peux vous dire que le premier président du Conseil national des Burkinabè de Côte d'Ivoire, c'est Aladji (El Hadj) Gougnan décédé l'année dernière en 2012. Donc le 12 octobre dernier nous avons tenu une assemblée générale c'est là que j'ai été porté à la tête de ce Conseil national des Burkinabè de Côte d'Ivoire.
- Donc, nous pouvons dire que tous les documents sont déposés, déjà on a un récépissé qui nous permet de fonctionner en attendant qu'on ait vraiment l'agrément. C'est donc une association qui est reconnue par le ministère de l'Intérieur.

---

<sup>46</sup> Correction par le consultant: ces deux personnes ne sont pas les premiers Voltaïques en Côte d'Ivoire ; ce sont les noms donnés par la première version qui sont justes.

## Annexe 2 : Historique de l'implantation des Burkinabè en Italie

**Entretien réalisé à Milan, le 11 janvier 2014, avec le « doyen », le président de l'Association des Burkinabè de Milan et de sa Province, le vice-président et délégué CSBE.**

**Doyen :** Je suis arrivé ici en 1990, mais il y avait déjà des Burkinabè ici, 10 ans avant moi. Nous avons créé l'association, car les gens devenaient de plus en plus nombreux. Un jour, on a échangé sur l'idée de créer un cadre où nous pouvons nous retrouver ensemble, car ce serait mieux pour tout le monde. Tout le monde a approuvé l'idée, mais il a fallu que l'on se retrouve au moins trois fois à la station à côté. La rencontre s'est tenue dans cet espace public et a réuni au moins une vingtaine de personnes et le principe a été arrêté. Mais nous avons dû attendre entre 6 mois et un an avant d'avoir un président. Moi, je me disais juste le doyen. Le jour de cette rencontre décisive, nous étions autour de cent personnes. On a mis tous les postes du bureau en place et il restait celui de président. Les gens ont fini par me proposer président d'honneur, j'ai accepté. Notre association avait pour nom Union des Burkinabè de Milan et de sa Province. C'était en 2004. Mais l'existence informelle remontait à plus d'un an auparavant. J'ai fait trois mandats et j'ai demandé de me remplacer, ce qui fut fait.

En fait, je suis arrivé à Rome en 1986. Burkinabè, nous étions alors huit, tous Bissa, dont quatre Bansé et quatre Bara. Nous avons, dès ce moment, voulu créer une association et l'avons fait, en deux groupes séparés, les Bansé et les Bara.

Pour la première association créée à Milan, je n'ai pas voulu que ce soit une affaire de groupe ethnique de Bissa. A l'époque étaient déjà à Milan, des Mossé, des Samos, des Dafing, des Bobos<sup>47</sup>, etc., mais en des nombres beaucoup plus petits (2, ou 3, ou 4). C'était évident que chacun de ces groupes ne pouvait pas créer une association à part. Et comme nous sommes tous des Burkinabè, il fallait que l'association regroupe tous les Burkinabè présents à Milan comme dans les autres communes de la Province. Voilà d'ailleurs pourquoi nous avons donné le nom en englobant la province. Par ailleurs, les missions du pays qui commençaient à venir ici venaient pour tous les Burkinabè, comme ce fut le cas de la visite du Chef de l'Etat le 30 septembre 2004.

Le doyen, président en exercice, précise que lui a d'abord vécu à Naples et est arrivé à Milan en 2000. Il a vite été d'accord pour la création de l'association, parce que vivant à l'étranger et venu du même pays ou de la même région et ne pas se connaître et pouvoir se rechercher, ce n'est bon pour personne. Et comme les gens devenaient de plus en plus nombreux, il fallait vraiment créer cette association. Et elle regroupe tous les Burkinabè de la Province quels que soient l'âge, le sexe, la religion, etc., donc tous les hommes, toutes les femmes, tous les jeunes, tous les vieux.

<sup>47</sup> Groupes sociaux (ethnies) du Burkina Faso.

Le délégué CSBE, vice-président, est arrivé à Milan depuis 1991. Il explique pourquoi dans la majorité des cas, les gens font d'abord le séjour de Naples. La majorité des Burkinabè arrivent en Italie dans le statut de clandestins, sans les documents règlementaires. À Naples, ils peuvent, dans ce statut, trouver facilement du travail comme manœuvres dans les usines, les ateliers, les champs de tomates, tout en recherchant les papiers qui permettent de régulariser leur situation. Et dès que ces documents sont obtenus, tous décident de rejoindre le Nord du pays, plus industrialisé et où tous les droits du travailleur sont respectés : ils ont le même niveau de rémunération que l'Italien de la même catégorie, ils peuvent « monter » en ancienneté et en grade selon leur niveau de compétence et de sérieux au travail. Voilà pourquoi les gens vous citent souvent d'abord le séjour dans la région de Naples, mais sont plus nombreux dans le Nord parce que c'est là que tout le monde veut venir.

## Annexe 3 : Historique de l'implantation des associations de Burkinabè en France

**Première restitution : Entretien avec M. K.T. président de l'Association pour le développement du Burkina Faso Association Mixte, réalisé le 6 février 2014 à Paris.**

Je suis le président de l'Association pour le développement du Burkina Faso (ADB) qui a été créée depuis 1974. Il y avait une seule association nommée « Association des travailleurs burkinabè (ATB) ». Mais, celle-ci ne répondait plus à notre attente. Cette association était celle qui regroupait tous les Burkinabè. Elle a connu des séquences dramatiques. Malgré cela, nous n'avons pas voulu nous laisser disperser et avons créé une association qui puisse nous aider à nous en sortir. Cette association que nous avons créée, c'est pour répondre à nos besoins ici : s'insérer dans la société et pouvoir retourner et faire ce qu'on peut au pays. Depuis sa création, je suis le 2<sup>e</sup> président. On a pu faire des soirées pour regrouper les Burkinabè comme les Africains pour des fêtes, pour récolter l'argent et pouvoir faire quelque chose. On a trouvé qu'en faisant des soirées, il y a beaucoup de dépenses d'énergie on ne fait pas de grandes choses pour aider les gens du pays. Donc maintenant on essaye de voir d'autres organismes pour qu'ils puissent nous financer pour qu'on aide notre pays.

Les rapports avec les autres ? Tout le monde essaie de travailler pour le Burkina, mais ce n'est pas dans les mêmes endroits. Il y a beaucoup d'associations. Tout le monde a des projets, mais tout le monde n'a pas de compétences à faire des projets. L'Union des associations des Burkinabè les accompagne pour réaliser leurs projets. Les autres associations sont comme la mienne ; on a beaucoup de projets, mais on n'a pas de compétences. Mais on avait des projets avec l'UABF qui est venue renforcer les associations.

**Deuxième restitution de l'historique, par le président de l'Union des associations de Burkinabè en France (UABF), entretien du 6 février 2014 à la Maison des Associations du 12<sup>e</sup> Arrondissement de Paris.**

L'Union des associations de Burkinabè en France (UABF) a été créée en 2004 dans le cadre du programme du ministère de la Coopération de l'époque. Il a fait faire au préalable un travail de sensibilisation pour permettre à la diaspora africaine de pouvoir participer au développement de leur pays d'origine. Donc ils ont estimé qu'il était souhaitable de regrouper tout ce qui est structure de base qu'elles aient une fédération nationale. C'est pour cela que nous avons initié les concertations au niveau de la diaspora burkinabè pour qu'on puisse s'entendre puisque ça existe pour la plupart des pays (Mali, Sénégal, etc.). D'ailleurs quand vous regardez le logo de l'UABF vous y voyez une abeille, parce qu'une seule abeille ne peut pas faire du miel. Donc on a mis un an pour mettre cette structure ensemble et par ma modeste personne qui a été mise à la tête de ça.

Alors ceux qui sont en province sont tous dans cette plaquette (FORIM). La spécificité de l'UABF est que les associations qui sont en province y sont, avec toute leur autonomie. Elles ont toutes leur indépendance, elles travaillent comme elles l'entendent, mais on se concerta quand même. Si elles ont des événements, elles nous informent (...). On se met à travailler pour accompagner les porteurs de projets. A la création, nous étions 23 membres adhérents. Aujourd'hui, nous avons 3 ou 4 qui sont entrain de nous rejoindre.

A l'époque, le ministère des Affaires étrangères aussi a créé le FORIM et pour en être membre, les structures associatives de base ne peuvent pas adhérer directement, mais plutôt les associations fédératives nationales. Donc c'est à travers l'UABF qui représente le Burkina au sein du FORIM et nous en sommes d'ailleurs administrateur.

Egalement l'UABF a bénéficié de ce FORIM, en raison du dispositif du ministère des Affaires étrangères qui donnait certaines mesures pour accompagner la diaspora et les aider à avoir des micro-projets pour leur pays d'origine.

*Note : Le FORIM (Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations) est une plateforme nationale française regroupant des réseaux, fédérations et collectifs d'Organisations de solidarité internationale (OSIM), identifiées sous des noms de FOSIM et COSIM dans un répertoire officiel contenant, pour sa deuxième édition de 2012, 353 associations regroupées par nationalité, de tous les continents. L'ATBP du Burkina Faso y a listé au moins 21 associations purement nationales, mais figure dans 4 autres associations comportant d'autres pays. L'éditeur de cette brochure précise qu'elle présente des OSIM « engagées en faveur du mieux-vivre ensemble, ici en France, ainsi que pour le développement des pays d'origine. Il propose de mieux vous faire connaître les associations et de partager la diversité de leurs pratiques et encourager ainsi les coopérations entre les OSIM et les autres acteurs et actrices du développement national et international » (FORIM, 2012, page de couverture).*

Dans sa préface, le président du FORIM exprime l'espoir que l'édition constituera « *un pas supplémentaire vers plus de lisibilité, de connaissance, de reconnaissance des OSIM et de plus de synergies entre elles, dans un contexte national difficile où elles rencontrent de plus en plus de difficultés à trouver des financements pour leurs projets* » (FORIM, 2012 : 3).

Il convient de signaler que la Mairie de Paris a également créé « La Maison des Associations » dans chacun des 20 arrondissements. Véritables carrefours des associations parisiennes et centres de ressources, ces 20 maisons ont inscrit plus de 7000 associations, pour les « accueillir », les « informer », « faciliter la vie quotidienne et leur engagement », les « conseiller et les accompagner ».

**Troisième restitution, par le Secrétaire général de l'Association des travailleurs Burkinabè de Paris (ATBP), entretien du 14 février 2014 au Centre international de séjours de Paris**

Je représente l'ATBP, l'association des travailleurs burkinabè à Paris et j'ai la responsabilité du secrétariat général de l'ATBP. Le bureau est composé de cinq membres : le président, le secrétaire général, la trésorière, un chargé des affaires sociales et un chargé des affaires culturelles.

L'ATBP a été créée le 5 mars 1982 et c'est la première association des travailleurs burkinabè en France puisqu'avant ça, il n'y avait pas d'association des travailleurs. Des associations estudiantines existent depuis les années 50 sous l'appellation de l'association des étudiants voltaïques en France (AEVF). Je ne parle pas de cette migration, mais plutôt des travailleurs qui ont commencé à arriver ici depuis les années 60, après les indépendances, et beaucoup sont arrivés de la Côte d'Ivoire essentiellement par bateau. A l'époque, la carte d'identité suffisait pour débarquer ici. Il faut dire que les premiers Burkinabè à arriver ici ont vu la construction de l'ambassade ; et ils sont toujours là, mais à la retraite. Cette association réunit tous les Burkinabè qui souhaitent se regrouper. Elle est née à la suite du décès d'un Burkinabè qui a fini à la fausse commune. Cela a été un choc au niveau de la communauté. Les gens se fréquentaient par petits groupes ; il n'y avait pas de structure fédérative. C'est quand il y a eu ce décès qu'ils se sont dits : "Il faut faire quelque chose, il faut se regrouper, il faut créer une association" et c'est ainsi qu'est née l'association. Ainsi donc, les associations se sont créées par-ci, par-là, mais essentiellement régionales (association de Kadiogo, du Yatenga, etc.).

La région parisienne compte aujourd'hui une quinzaine d'associations et la particularité est que certaines sont allées créer leur association régionale, tout en restant membres de la grande association ; donc vous allez trouver des gens qui sont dans trois associations différentes. Après Paris, avec l'arrivée des bateaux sur la côte, il y a eu un fort regroupement des Burkinabè à Marseille et tout ce qui est de la Côte d'Azur. Il y a eu l'Aquitaine, Bordeaux, Lille et maintenant Lyon, et le grand Ouest. Au total il y a une trentaine d'associations plus ou moins actives sur l'ensemble du territoire français. Etant membre de l'union qui regroupe toutes les structures associatives, j'ai une vue d'ensemble et je relève une particularité des associations en île de France par rapport à la province. En île de France, les associations sont essentiellement dirigées par les ouvriers qui sont analphabètes, qui ont appris le français ici et qui sont fortement attachés au pays, contrairement aux associations de province qui sont des associations d'intellectuels composés d'anciens étudiants qui, après les études, sont restés ici. Mais en région parisienne, ce sont des associations d'ouvriers. Notre président est à la retraite aujourd'hui, il a les cheveux très blancs. Il y a un journal qui s'est intéressé à ces premiers migrants ; ils sont venus, ils ont fait un témoignage, et ils ont même une vidéo pour ça et vous avez rencontré un d'eux qui est K.T. Il y a un documentaire sur eux.

Les listes dépassées ? C'est normal. Pour tout vous dire, la liste que l'ambassade a envoyée au pays n'est pas à jour. C'est moi qui vous le dis. C'est une liste qui a été établie depuis le temps de l'ambassadeur P.-S. C'est vrai qu'il y a eu un certain temps, on n'avait pas d'ambassadeur jusqu'à l'arrivée de l'actuel premier ministre. Mais la liste est restée telle quelle. Après lui est arrivé l'ambassadeur J.P. et lui n'a même pas eu le temps de travailler.

*Note : La différence de date entre 1974 et 1982 pour la création de l'ATBP pourrait simplement représenter respectivement les phases informelle et officielle de son existence.*

## Annexe 4 : Motifs d'immigration des Burkinabè en Italie, sur la période du 31 décembre 2007 au 31 décembre 2013

Années / Motifs de l'immigration	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Adoption	2	1	1	1	1	1	1	8
Garde	3	5	9	12	21	21	12	83
Asile politique	22	34	39	76	84	93	100	448
Assistance mineurs (dl 8.1.07 n.5 art.2 c6)	1	2	1	2		6	6	18
Chercheur d'emploi	-	-		2	8	4	6	20
Activité sportive	-	-	1	-	-	-	-	1
Soins	5	6	5	4	5	3	2	30
Emploi, cas particuliers (art. 27 t.u.i.)	-	-	-	-	1	1	1	3
Emploi salarié	2 860	2 746	3 664	4 696	5 638	5 448	5 434	30 486
Emploi stagiaire	-	-	79	1	-	-	-	80
Emploi salarié/ Cherche emploi	24	30	117	77	196	206	346	996
Mineurs (art. 28 dpr. 394/99)	1	4	6	3	20	5	4	43
Mission	-	-	1	-	-	-	-	1
Famille Mineur Age 14/18	-	14	66	70	61	79	-	290
Travail autonome	82	36 + 79	74	92	112	132	193	685
Raison de justice	3	1	2	1	1	2	1	11
Raisons d'étude	15	23	37	58	69	57	54	313
Raisons familiales	2 018	2 145	2 896	3 463	4 045	4 091	4 378	23 036
Raisons religieuses	79	76	109	123	148	180	180	895



Années / Motifs de l'immigration	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Raisons humanitaires (art. 11 lett. c-ter d.p.r. 394/99)	-	43	65	97	128	313	219	865
Raisons humanitaires (art.5 C6d.I.VO 286/98	55	-	-	1	20	13	-	89
Raisons humanitaires (art.18 d.l. 286/98)	1	5	2	-	1	-	8	17
Raisons humanitaires (art.32, c3 d.l.vo 25/08	-	-	-	-	20	-	146	166
Raisons humanitaires Provenance Afrique du Nord	-	-	-	-	-	58	226	284
Raisons humanitaires (l. 31/7/2005 nr. 155)	-	1	-	-	4	4	2	11
Protection subsidaire (art.17 d.l.vo 251/07	-	41	128	162	129	138 + 101	171	631
Résidence	-	2	3	5	-	4	4	18
Demande asile	6	108	61	28	280	30	-	513
Demande asile attiva- lavorativa art ? 11 d.l	1	41	140	88	241	225	21	757
Exploitation dans l'emploi	-	-	-	-	-	7	5	12
<b>Total</b>	<b>5 178</b>	<b>5 328</b>	<b>7 506</b>	<b>9 062</b>	<b>11 233</b>	<b>10 983</b>	<b>11 520</b>	<b>60 810</b>

Source : Ministère italien de l'Intérieur, janvier 2014, Mission de terrain, OIM 2014.

## Annexe 5 : Les transferts monétaires liés aux migrations

### 4.1. Montants des transferts d'argent au Burkina Faso, entre 2006 et 2012

Années	2006	2007	2008	2009
Trans ferts reçus	2 281 622 867	11 504 162 896	16 088 487 236	16 255 216 842
Transferts émis	741 498 394	5 319 297 326	10 361 871 865	12 040 292 190
Soldes	1 540 124 473	6 184 865 570	5 726 615 371	4 214 924 452

Années	2010	2011	2012
Trans ferts reçus	-	43 046 026 555	61 242 956 976
Transferts émis	-	29 879 648 845	37 159 789 641
Soldes	-	13 166 377 711	24 083 167 336

Source : DGTCP, août 2013, annexe 10, page 36. Mission OIM, 2013.

### 4.2. Zones géographiques des transferts reçus et émis, au Burkina Faso, en 2012 et parts des trois pays d'accueil, de la présente étude

Zones	Transferts reçus	%	Transferts émis	%	Soldes
Total UEMOA	21 123 793 586	35 581	14 854 212 802	43 020	6 269 580 784
Don Côte d'Ivoire	14 714 406 748	24 785	6 072 108 180	17 586	8 642 298 567
Total CEDEAO hors UEMOA	1 527 575 757	2 573	1 982 659 333	5 742	-455 083 576
CEMAC	5 938 143 595	10 002	702 308 713	2 034	5 235 834 873
MAGHREB	1 224 551 628	2 063	805 949 624	2 334	418 602 004
Autres pays d'Afrique	1 770 909	0 003	6 148 635	0 018	-4 377 726
Total pays d'Afrique	29 953 277 054	50 454	18 419 137 653	53 344	11 534 139 401
Total pays d'Europe	14 576 469 740	24 553	5 937 597 724	17 196	8 638 872 017
Don total zone euro	14 112 211 878	23 771	5 799 471 654	16 796	8 312 740 224

Zones	Transferts reçus	%	Transferts émis	%	Soldes
Don France	7 166 574 122	12 071	2 511 128 845	7 273	4 655 445 276
Don Italie	4 208 212 580	7 088	826 153 396	2 393	3 382 059 184
Total Amérique	3 724 186 176	6 273	1 629 315 257	4 719	2 094 870 919
Total Asie	6 011 878 885	10 126	3 219 010 376	9 323	2 792 868 510
Autres	5 102 185 145	8 594	5 323 897 338	15 419	-221 712 193
<b>Total général</b>	<b>59 367 997 001</b>	<b>100 000</b>	<b>34 528 958 346</b>	<b>100 000</b>	<b>24 839 038 654</b>

Source : DGTCP, août 2013, annexe 10, page 36, août 2013, annexe 10, page 34. Mission OIM, 2013.

Note sur les tableaux 4.1 et 4.2 :

C'est lors d'une rencontre entre les services techniques de la DGTCP et ceux de la BCEAO en juin 2013 que des recommandations de rencontres faites depuis 2006 ont été actualisées, en attendant d'être avalisées par les instances de la BCEAO et régir l'exercice du métier de transfert d'argent. Trois niveaux d'acteurs :

- les banques intermédiaires agréées en leur qualité d'intermédiaires chargés d'exécuter les opérations financières avec l'extérieur, au nombre de 12 en 2012, mais dont 5 ont déclaré ne pas avoir de sous-agents ;
- les opérateurs spécialisés offrant des plateformes de réseaux : 2 (Western Union : 2012 : 82 % des transferts reçus, 73 % des transferts émis) et Money Gram 2012 : 18 % des transferts reçus, 27 % des transferts émis ;
- les sous-agents des banques intermédiaires agréées : 217 en 2012, dont 47 % ont communiqué les résultats de leurs activités, bases des présents chiffres livrés.

4.3. Tableau des volumes et des valeurs des transferts effectués par Quickcash pour le Burkina Faso, entre 2011 et 2013

Volume des transferts effectués à destination du Burkina Faso												
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
2011							637	1 660	2 280	3 942	6 338	6 697
2012	5 846	5 005	4 510	5 090	6 381	6 251	5 535	5 795	7 621	11 662	11 580	12 923
2013	12 255	9 698	8 564	9 737	10 805	10 346	11 489	9 098	13 783	23 813	21 289	

Source : Statistiques et évolution de l'activité de Quickcash, Abidjan, décembre 2013.

Volume des transferts effectués à destination du Burkina Faso												
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
2011							74 345 030	155 600 300	249 084 718	509 184 480	962 037 100	1 065 551 960
2012	981 153 203	737 394 920	484 272 940	482 594 190	652 918 880	604 096 665	486 868 280	480 587 660	730 647 210	1 149 064 020	1 513 575 920	1 890 176 930
2013	1 963 530 810	1 359 837 050	946 908 940	887 331 090	940 069 984	934 551 838	927 778 027	646 475 578	1 142 402 954	2 434 719 349	3 107 471 508	

Source : Statistiques et évolution de l'activité de Quickcash, Abidjan, décembre 2013. Mission OIM, 2013.





Organisation internationale pour les migrations